

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 13 (1127) 20 mars 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

4

Objectif Egalité



2 - 3

Violences racistes :
«les flics de Bruxelles
nous ont tabassés...»

8

95 % ! Pourquoi
le PRL donne un bon
bulletin à Laurette.

12 - 13

Saïd Bouamama :
bilan des luttes
antiracistes en France



Violences racistes de la police bruxelloise

Patrick Pestiau et Danny Goderis

Alalia, Mohammed et Mostafa, Bruxellois d'origine marocaine, ont été tabassés par des policiers ou des gendarmes. «Pour mon plaisir», a dit un policier schaarbeekois à la frêle Alalia. Mustapha s'est retrouvé dans le coma après une action de la gendarmerie. Pour Mohammed, une démarche administrative au commissariat s'est transformée en cauchemar.

Ils ont déposé plainte pour ces faits arrivés entre 1990 et 1995. Leurs témoignages ont été recueillis par la "Ligne d'Alarme", qui rassemble les plaintes sur les actes racistes et brutalités policières.

Alalia Bouali, tabassée pour un ticket de tram

«Pour mon plaisir», lui dit un policier de Schaerbeek

«Je revenais de chez le juge de paix, bouleversée. J'étais séparée de mon mari. Je suis montée dans un tram, sans but. C'était le 28 février 1994. En descendant rue Gallait, des contrôleurs m'ont demandé mon titre de transport. Emue et malade, je n'avais pas acheté un ticket. J'ai expliqué aux contrôleurs ma situation : pas de revenu, même pas de minimex. J'habitais chez ma mère, et le montant de l'amende était très élevé pour moi. Les contrôleurs ont appelé la police. J'ai de nouveau essayé d'expliquer, j'ai demandé aux policiers une deuxième chance. Ils m'ont demandé ma carte d'identité, l'ont chiffonnée et confisquée. Je n'avais même pas les moyens de renouveler ma carte. Un duplicata coûte 600 F. J'ai essayé de la reprendre. "Ce n'est pas parce que vous portez l'uniforme que vous pouvez faire n'importe quoi", leur



Alalia Bouali.

ai-je dit.

Ils m'ont alors saisie, tordu le poignet, mis les menottes, frappé le visage contre la voiture. J'étais tabassée en pleine rue. Mes mains sont devenues toutes bleues. J'ai été ensuite emmenée au poste de police de Schaerbeek, rue Gallait,

et jetée au cachot pendant deux heures. J'ai dû tout enlever, il ne me restait plus que les sous-vêtements et une femme m'a fouillée, comme si j'étais une grande criminelle. Tout ça pour un ticket de tram ! Je pleurais, j'étais mal, je suppliais. A la sortie du cachot, le policier, à qui

je disais qu'il n'avait pas le droit, m'a répondu : "Ce n'est pas pour la justice, mais pour le plaisir". Les policiers ont refusé que je dépose plainte contre eux. Ils parlaient de moi entre eux en flamand. Mais je leur ai répondu en flamand. Ils ont menacé de m'envoyer en psychiatrie. J'ai demandé à voir mon avocat. Ils m'ont répondu : "On n'est pas en Amérique !"

Sauvée par deux témoins

Heureusement, deux témoins sont venus spontanément au poste. Ils m'avaient suivie depuis l'arrêt du tram. La police m'a alors relâchée. J'ai attendu la sortie des témoins et nous sommes allés ensemble à l'hôpital. Ensuite, j'ai déposé plainte à la gendarmerie. Il m'a fallu plusieurs mois pour me

remettre. J'étais traumatisée. J'avais peur en voyant un policier. A l'époque, je n'avais pas assez d'argent pour effectuer tous les examens nécessaires. Lors d'un examen pour ma maladie musculaire, on a constaté que j'avais un os mal remis au bras gauche. Mais je ne peux pas prouver que cela vient de l'arrestation, car il n'y a pas eu de suivi médical.

Rien que pour ouvrir un dossier, mon avocat demande une avance de 10.000 F. Comme j'émerge aujourd'hui au CPAS, je n'ai pas pu les rassembler. Dans le rapport de police, on indique que j'étais trop nerveuse et que je suis restée au commissariat pendant dix minutes. Alors qu'ils m'ont retenue deux heures ! En téléphonant au Palais de justice, j'ai appris que personne ne s'occupait de mon dossier. Mon avocat a dit que l'affaire serait classée après cinq ans.»

«Casse-toi, connard !» me crie l'agent

«Un collègue avait emprunté ma voiture pendant les vacances. J'avais reçu une contravention que j'avais payée, mais elle n'était apparemment pas encore enregistrée. Le 8 décembre 1995, je me rends au commissariat de Bruxelles pour régler cette affaire. J'arrive à 8h. Après une demi-heure, je m'adresse à un agent de police. Il me répond agressivement : "Vous n'avez qu'à attendre". A 9h15, deux de ses collègues me demandent où en est mon affaire. L'un d'eux va trouver le premier agent, qui répond : "On vous a dit d'attendre !" J'explique alors : "Je suis désolé, mais j'ai un travail qui commence à 10h30 et je dois absolument m'y présenter." "Tu n'as pas à me montrer ce que je dois faire, rétorque-t-il." Je réponds encore : "Effectivement, mais vous, vous devez me montrer ce que je dois faire, à quelle heure et à quelle personne répondre..." Il se jette alors sur moi. Avec sa main gauche, il me serre le cou et m'immobilise. Par réflexe, je lève



Mohammed Gharbil.

les bras et je dis : "Je ne touche à personne, je ne fais aucune tentative." L'agent me pousse ensuite dans un bureau, tout en me frappant et me bousculant : "Si tu ne sais pas ce que veut dire un cachot, je vais te le montrer aujourd'hui !" Il m'insulte : "connard", "espèce d'imbécile", etc.

Battu pour une contravention

Dans le bureau, je tombe par terre.

Il déchire ma veste, ma chemise. Puis il me soulève, me cogne le dos contre le bureau et la tête contre le mur. Un policier crie : "assieds-toi, sinon je vais te casser la gueule !" L'agent derrière le bureau me demande : "qu'est-ce que tu fais là ?" Je lui réponds : "Vous m'avez demandé de m'asseoir." "Je ne t'ai rien demandé, casse-toi connard", rétorque-t-il. Je le regarde, sidéré. Je pars dans la salle d'attente où par chance, un monsieur attend pour une convocation. C'est un Belge, je tiens à le souligner. Il a bien voulu se porter témoin. Je demande à deux agents de témoigner aussi. Ils répondent qu'ils n'ont rien vu. Puis ils déclarent ne pouvoir témoigner contre leurs collègues.

Dans le bureau, j'ai dit que cela n'allait pas se passer comme ça, que j'allais les attaquer en justice. Vers midi, un inspecteur accepte de prendre ma déposition. Il m'explique la déposition de l'autre agent : "L'agent voulait vous faire rentrer dans ce bureau pour calmer la situation." Il relit ma déposition.

Le fait que j'ai été frappé n'est pas stipulé. J'interviens : "Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire. Vous me faites dire qu'il m'a fait entrer dans un bureau pour calmer la situation, pour que ça ne dégénère pas. Il m'a frappé, ce n'était pas du tout pour calmer la situation mais au contraire pour se défouler. Il n'y a pas d'autre raison." La plainte est actuellement en cours d'instruction.

Nous travaillons et payons des impôts. Nous payons les agents, pour notre sécurité. Un lieu public comme un commissariat, ce n'est pas une prison. On y va par nécessité, pas pour y être traité comme des criminels. Pour payer les impôts, nous sommes considérés comme des Belges. Mais pour les droits, nous sommes plusieurs marches plus bas. Pourquoi ?»

24 mars : un autre regard sur Schaerbeek

La Clé, le Centre pour l'Égalité à Schaerbeek, organise des visites alternatives dans les quartiers immigrés, avec des rencontres de victimes de la violence raciste, des visites de maisons de jeunes et de femmes. "Un autre regard sur Schaer-

beek" a lieu le 24 mars, en matinée, avant la manifestation d'Objectif et le 25 mai dans l'après-midi.

Inscriptions à La Clé, Chaussée de Haecht 276, 1030 Schaerbeek. Tél. 02/245.98.50.

Mostafa Bouilfani : frappé et assommé dans la rue

Sa soeur Amina réclame justice depuis cinq ans

«Mon frère Mostafa — il avait alors 21 ans — attendait le bus, place Simonis, le 3 septembre 1990, entre 19 et 20h. La police et la gendarmerie effectuaient un contrôle. Quelque chose à propos d'une bande. Mon frère ne voulait pas être embarqué, il était en ordre. Les policiers l'ont menotté à un soupirail. Puis ils ont couru derrière d'autres jeunes, sans succès. Quand ils sont revenus, un agent a trébuché sur mon frère. La pluie de coups a commencé, alors que mon frère était toujours attaché au soupirail. Il a encore été tabassé dans la voiture. Et ils se sont à nouveau déchaînés sur lui au commissariat. Résultat : une commotion cérébrale et la mâchoire déplacée. Une ambulance est rapidement venue... pour prendre le gendarme qui aurait trébuché. Mon frère a dû attendre 23h avant d'être conduit à l'Hôpital Français. Il était déshabillé également et tenait son pantalon en main.



Amina Bouilfani

Coma et invalidité permanente

Le lendemain, papa a reçu un coup de fil : une voix d'homme disait que si nous voulions voir Mostafa une dernière fois, il fallait venir à l'Hôpital Français de Berchem. Mostafa avait doublé de volume sous les coups. Il était inconscient. Ils m'ont donné ses effets personnels, sa chemise ensanglantée, que j'ai jetée. Si maman l'avait vue... Mon frère, qui était dans le coma, a été déplacé dans un hôpital à Braine-l'Alleud, dans la section de psychiatrie lourde. Mais on ne l'a appris qu'après des recherches : on nous avait dit qu'il était à Brugmann. J'ai dû faire le tour de la ville pour le retrouver. Je faisais des études d'infirmière et je me suis rendu compte qu'on lui donnait des anti-parkinsonniens. «Pour le calmer», m'a-t-on dit. Calmer quelqu'un qui est dans le coma ? Absurde. Ensuite, ils m'ont affirmé que Mostafa ne suivait aucun traitement. Je suis revenue avec une amie médecin, qui l'a examiné et a interpellé le médecin de cet hôpital. Il est resté dix jours dans le coma. Il a été rapidement convoqué de l'hôpital chez le juge, au Palais de Justice. De là, on nous a téléphoné pour qu'on vienne le chercher. Il n'était

pas encore rétabli. Mon frère est finalement guéri, mais il a été profondément choqué et garde 3 % d'incapacité permanente.

Histoire de drogue inventée

A partir du moment où nous avons porté plainte, on lui a collé une affaire de drogue : il aurait eu, au moment de l'interpellation, 229 gr de hachisch sur lui. Je me suis renseignée : ça prend de la place, impossible à cacher dans une poche de jeans. De plus, les déclarations de la police et de la gendarmerie sont contradictoires et variables : la drogue aurait été trouvée dans la voiture, puis sur la place Simonis ou encore au commissariat même, alors qu'une autre déclaration précise que la fouille au commissariat n'a rien donné. Si mon frère était un trafiquant de drogue, qu'on l'arrête et qu'on le condamne. Mais il ne faut pas inventer des histoires après notre plainte. Ils nous ont

aussi menacés de perquisition. Voilà vingt cinq ans que nous habitons le quartier, nous ne cachons rien. «Venez tout de suite», avons-nous dit. Ce qu'ils ont fait.

L'hôpital refuse de laisser filmer la RTBF

Nous avons mis du temps pour reconstituer les faits. J'ai aussi contacté «Au nom de la loi» (RTBF). Ils ont voulu filmer mon frère à l'hôpital de Braine-l'Alleud, mais la direction a refusé de les laisser entrer. Alors j'ai demandé au cameraman comment utiliser la caméra et j'ai filmé moi-même. Le reportage est passé et il a été traduit dans d'autres langues. Après 5 ans et une procédure très coûteuse, un policier et un gendarme ont été condamnés à des peines de prison (4 et 6 mois), avec sursis, et des amendes (16.000 F chacun). Mostafa, qui s'était porté partie civile, a obtenu 100.000 F de dommages et intérêts. Ce qui ne couvre qu'une toute petite partie des frais de justice. Il a reçu aussi une condamnation de 9 mois de prison avec sursis pour cette affaire de drogue. On n'a pas obtenu justice. Les agresseurs n'ont été que symboliquement punis. Mon frère, l'agressé, a été condamné, il ne trouvera plus de travail sans certificat de bonne vie et moeurs. Nous allons en appel.»



1 mai avec le PTB

Les jeunes : cibles de la répression de la police et de la gendarmerie. Témoignages de Paris, Londres, Lyon, Bruxelles et Anvers. Forum de 16 à 17h30.

Amina : pourquoi je défends l'égalité des droits

«Nous résidons en Belgique, pour y travailler. Souvent même, nous sommes nés ici. Nous voulons un travail, les mêmes droits. Nous avons besoin de la nationalité belge. J'estime, qu'à 18 ans, tous ceux qui choisissent de rester en Belgique doivent recevoir la nationalité. Mon cousin habite en Angleterre et nous avait invité en vacances, ma petite soeur et

moi. Elle est Marocaine, et nous n'avons pas eu le temps d'obtenir les papiers nécessaires pour le visa. On n'a pas pu aller. La nationalité ne résoud pas tout. Moi, je suis belge, mais ma tête ne change pas. On se moque souvent de moi, notamment aux frontières. Quand j'écris pour demander un travail, ça va, mais quand je me présente, ils sont étonnés.

La ligne d'Alarme enregistre vos plaintes

Alalia, Mohamed et Mostafa ne sont que le sommet de l'iceberg. La plupart des mauvais traitements infligés à des immigrés par les forces de répression restent inconnus, faute de témoins. Souvent, les victimes craignent

de réagir, car elles courent toujours le risque d'être expulsées. Pourtant la seule manière d'obtenir justice et de faire reculer la violence raciste est d'élaborer un dossier public, appuyé par des actions.

Hambourg n'est pas loin

En Allemagne, Amnesty International a enregistré 70 plaintes de brutalités racistes de la police contre des immigrés de janvier 1992 à mars 1995. «A Hambourg, des policiers ont jeté une grenade lacrymogène dans une cellule où ils avaient enfermé des Africains, "pour s'amuser". Ces

mêmes policiers ont organisé le simulacre d'exécution d'un Africain pour jouir de la panique de l'homme.» Amnesty relève que «ces actes de violence sont inspirés par des "motifs racistes" et que dans certains cas, les blessures sont si graves qu'on peut parler de "torture".»

Les immigrés ont peur de prendre le tram

«Les femmes immigrées ont peur de prendre le tram à Bruxelles, confie Naïma. Elles craignent de se faire agresser par des fascistes et redoutent les contrôles de police.» Naïma n'exagère pas. Les immigrés vivent en permanence dans un climat d'insécurité provoqué par le racisme et les forces de l'ordre. Les témoignages ci-contre ont été recueillis par la Ligne d'Alarme contre le racisme, à l'occasion des actions menées pour la famille Soughir. Le 13 septembre 1995, cette famille a été terrorisée à son domicile par la police de St-Josse. La grand-

mère de septante ans, battue, a dû être hospitalisée. Aucune sanction n'a été prise contre les agents. Les immigrés, privés de droits, sont constamment exposés aux discriminations et à la violence policière. Les autorités classent les plaintes sans suite. La Ligne d'Alarme veut réaliser une enquête approfondie sur la violence policière à Bruxelles et dans les grandes villes de Belgique, faire entendre la voix des victimes, préparer des dossiers juridiques, réunir les témoignages dans un livre et sur vidéo. Vous voulez soutenir ce projet ? Complétez le bon ci-dessous.

Revendications de la Ligne d'Alarme

Justice pour les victimes. Celles-ci doivent obtenir le dédommagement de tous leurs frais juridiques, médicaux et autres. La population doit avoir la possibilité de porter plainte contre les méfaits de la police auprès d'une commission d'enquête indépendante et publique. Dans l'attente des résultats de l'enquête, les policiers inculpés doivent être suspendus. Les agents coupables de violences doivent être expulsés de la police ou de la gendarmerie et sévèrement condamnés.

La police doit être épurée de tous ses éléments fascistes. Non aux contrôles d'identité arbitraires et brutaux. Interdiction du port d'armes pour les patrouilles de routine, pour les tâches courantes et de maintien de l'ordre. Dissolution de la gendarmerie. Droits égaux pour les immigrés par la naturalisation automatique après cinq ans de résidence. Les immigrés ne craignent plus d'être expulsés et pourront ainsi mieux s'organiser contre la violence raciste.

Bon

Nom :

Adresse :

- Je suis prêt(e) à avertir la Ligne d'Alarme en cas d'actes de violence ou de répression racistes, lorsque j'en ai été témoin ou lorsque des personnes que je connais en ont été témoins. Ainsi, nous formons un réseau d'Alarme.
 - Je veux aider à constituer les dossiers.
 - interviewer les victimes
 - rédiger les témoignages et collaborer au livre
 - participer à la réalisation d'une vidéo avec les témoignages
 - Je peux fournir une aide juridique
 - Je suis disposé(e) à donner une aide financière aux victimes (frais judiciaires, médicaux). Je verse francs sur le compte 001-2706319-95 du fonds de soutien de la Ligne d'Alarme
 - Je veux plus d'information sur la Ligne d'Alarme
- A renvoyer à la Ligne d'Alarme, Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tél. : 02/245.83.72.

EDITORIAL

Objectif deviendra loi !

Danny Goderis

Certains disent que la revendication d'Objectif - droits entièrement égaux - n'est pas réaliste. Mais qu'est-ce qui est réaliste ?

De plus en plus d'immigrés plongent dans la misère car le minimum vital leur est refusé illégalement. Des mois de tracasseries administratives pour obtenir un permis de travail, un visa ou un acte de naissance pour une demande de naturalisation. Une angoisse croissante que leurs enfants sans droits soient attrapés par une rafle de police. Pour ces gens, quelle différence avec une dictature où personne ne dispose des droits démocratiques élémentaires, y compris le droit de vote ? Est-ce là le réalisme auquel nous devons nous plier ?

Les antiracistes ne doivent pas se braquer sur ce qu'il est possible d'obtenir immédiatement dans l'arène parlementaire, mais écouter les aspirations du groupe le plus démuné de droits dans notre société. Durant ces cinq dernières années, sa situation s'est aggravée. Davantage de razzias et de contrôles policiers. Le réalisme des partis gouvernementaux a mené à ce qu'une organisation flamande de jeunes - le Chiro - appelle «la tolérance croissante au racisme et à l'extrême droite. Il est devenu normal, semble-t-il, que les partis d'extrême droite atteignent un score électoral élevé». Et le Chiro d'ajouter : «Il est grand temps de relancer la contre-offensive». Plus aucun travailleur ou progressiste ne peut accepter que dix pour-cent de la population (surtout de la population travaillieuse) soit exclue des droits démocratiques essentiels. Cette situation ne profite qu'au patronat. La CSC d'Anvers a déclaré : «Aujourd'hui, nous voyons qu'on crée un large groupe de travailleurs impuissants. Cela nuit à l'ensemble des travailleurs. Car ainsi les patrons peuvent faire pression sur le niveau des salaires et des conditions de travail. Donc, celui qui est contre les immigrés, creuse sa propre tombe». Cela fait chaud au cœur de voir le grand nombre d'organisations qui appellent à la manifestation de ce dimanche. Quelle rupture avec le monde politique traditionnel qui s'obstine à s'opposer à la revendication d'Objectif. Mais on ne se démobilisera pas non plus après la manif. Nous savons que l'oppression bestiale des jeunes immigrés mènera tôt ou tard à de nouvelles explosions. A ce moment, un mouvement de masse comme Objectif pourra faire passer sa solution. Venez donc en masse à la manifestation de ce dimanche. Mais aussi, après le 24, faites de votre entreprise une «entreprise sans racisme». Pour augmenter la pression politique, participez à l'action écrite d'Objectif «mon argument pour les droits égaux». Amenez les antiracistes honnêtes des partis traditionnels à rompre avec la discipline mortelle de leurs partis afin de soutenir enfin la proposition de loi Objectif-Harnie.

Citoyens à part entière : pas de demi-droits

La manifestation d'Objectif relance le débat sur les droits égaux

Des voix s'élèvent au sein du mouvement antiraciste pour mettre au frigo la lutte pour l'égalité totale des droits des immigrés et se limiter au droit de vote communal...

Danny Goderis

En l'an 2000, les ressortissants de pays de l'Union européenne (UE) résidant en Belgique doivent pouvoir participer aux élections communales. A cet effet, il faudra modifier l'article 8 de la Constitution, qui réserve les droits politiques aux seuls Belges.

Johan Leman, président du Centre pour la lutte contre le racisme plaide en faveur d'une modification «ouverte» (1). Les responsables de «Avec nous» focalisent le débat sur cette question. Ainsi, le débat sur le fond est poussé dans une impasse. Pourquoi faudrait-il limiter le droit de vote des immigrés aux élections communales ? Les immigrés payent leurs impôts à l'Etat national et ne se limitent pas aux taxes communales. Cette modification adoptée, les immigrés seront toujours exclus des élections législatives, ils n'auront toujours pas accès aux services publics, ils ne bénéficieront toujours pas d'un permis de séjour fixe. Accorder le droit de vote communal confirme leur statut de citoyen de second rang.

Un Comité pour le Suffrage Universel a été créé récemment. Le début de la plate-forme est encourageant : «Tant que les immigrés ne bénéficieront pas des mêmes droits, la lutte contre toutes les formes de discrimination s'en trouvera affaiblie.» Mais le comité tire des conclusions erronées. Au lieu de soutenir le mouvement Objectif pour l'égalité totale des droits, il revendique uniquement une modification ouverte de la constitution. Ils espèrent créer ainsi une ouverture au monde politique.

Le débat sur l'intégration joue le jeu des fascistes

En 1976, fut créé «Droit de vote 82», afin d'obtenir le droit de vote à l'occasion des élections communales de 1982. Le Parti du Travail soutint ce comité, mais lutta simultanément pour une position de principe : l'entière des droits égaux (2). En 1979, sous la pression du mouvement antiraciste, le droit de vote communal fut repris dans la déclaration gouvernementale. Mais il n'a jamais été réalisé et a disparu de l'agenda politique. Vers 1980, débuta la contre-offensive des fascistes. Ils placèrent le «problème des

immigrés» au centre de leur propagande politique. Plus les fascistes progressaient, plus les partis traditionnels capitulaient sur le plan de l'égalité des droits. Les partis socialistes usèrent de toute leur influence pour amener «Droit de vote 82» et le mouvement antiraciste à suivre une ligne «réaliste».

Au fur et à mesure des progrès des fascistes, même le droit de vote aux communales parut ne plus être réaliste aux yeux de ces partis. En ne menant pas le débat de principe sur l'égalité des droits, en se braquant sur ce qui semblait «réalisable» dans l'arène parlementaire, le mouvement antiraciste fut défait. Aussi bien sur le plan du contenu qu'en ce qui concerne les actions. A la fin des années 80, la discussion ne portait plus sur l'antiracisme et l'égalité mais sur l'intégration et l'adaptation des immigrés. A part le PTB, plus aucune force politique ne parlait encore de droits égaux. Dans les partis socialistes, même le droit de vote aux communales était liquidé. Et puis arriva Tobback...

Naturalisation automatique : aussi simple que ça

Après les élections du 24 novembre 1991, Objectif a lancé une pétition en faveur de l'égalité complète des droits par l'attribution automatique de la nationalité. En trois ans, Objectif a rassemblé un million de signatures et a remplacé la question des droits égaux au centre du débat politique. Les partis socialistes et écologistes ont été obligés de prendre à nouveau position. A l'encontre de nombreux membres qui avaient signé la pétition d'Objectif, la direction du SP est restée braquée sur son «Non à l'égalité». Agalev débat encore. A l'approche de la manifestation du 24 mars, les adversaires d'Objectif sortent même une «plume de gauche» pour combattre cette revendication d'égalité des droits. Salen, d'Agalev-Malines, écrit qu'Objectif «oblige tout le monde à appartenir au carcan de «notre peuple» par le port obligatoire de son badge de plastique... tout comme la majorité des partis politiques, bloc noir inclus, qui fait aussi dépendre le droit de vote du port du bon badge.» (3) Il n'est pas difficile de plaisanter sur le «badge de plastique» - la carte d'identité - lorsqu'on a soi-même le privilège de l'avoir.



Mais 920.568 personnes en Belgique ne l'ont pas et, à cause de cela, trouvent beaucoup plus difficilement du travail. Elles ne peuvent pas travailler dans les services publics et ont besoin d'un permis de travail qui leur est souvent refusé, à cause de l'arbitraire de l'administration. A Malines, précisément, 60 % de la population d'origine marocaine est sans emploi. Salen dit n'importe quoi. Le Vlaams Blok lie la nationalité aux liens du sang. Pour les fascistes, la nationalité n'est pas «un bout de papier» et elle ne peut être «bradée». (4) Pour Objectif, c'est juste le contraire. La nationalité est un simple statut juridique qui donne accès à tous les droits et que tout habitant doit obtenir automatiquement et sans conditions. Salen sait aussi que les partis traditionnels fixent toutes sortes de conditions d'intégration à l'octroi de la nationalité : diplômes, langue... Mais Salen trouve que «l'obtention de la nationalité belge doit rester un choix personnel libre.» Faire dépendre la nationalité belge de la demande signifie que la toute grande majorité des immigrés n'obtiendront jamais les droits égaux. On peut comparer cela au droit de vote obligatoire valable pour tous les Belges. Selon Theo Rombouts, le président de

l'ACW (équivalent flamand du MOC), «pour nous, le droit de vote obligatoire est un acquis que les ouvriers et les femmes ont arraché par la lutte. Certains estiment que seuls ceux qui sont intéressés par la politique doivent s'occuper de la grande politique... L'expérience des États-Unis nous enseigne que les gens qui se sentent exclus ne vont pas voter. Surtout ceux qui ont un revenu très faible et les allocataires.» (5)

Seule la naturalisation automatique accorde collectivement aux immigrés les droits égaux intégraux. Cette revendication a été traduite dans la proposition de loi Harnie. Grâce à elle, les immigrés obtiendraient la double nationalité. Dans la pratique, ce serait pour eux un simple acte administratif. Après cinq ans de séjour, ils reçoivent une lettre leur disant qu'ils peuvent venir retirer leur carte d'identité dans les six mois. Ils peuvent aussi refuser. Aussi simple que ça, la proposition de loi Harnie.

1. Rapport annuel 1995 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, p140.
2. Verdeel en Heers, Albert Martens, Luk Walley, Veerle Hobin, Guido Meulenaer. Editions Epo, p 154.
3. De Morgen 12/3/96, lettre de lecteur.
4. 70 points du Vlaams Blok, p13.
5. ACW-visie, 18/11/94.

Cent syndicalistes avec M. Seghers

Maaïke Seghers et deux autres syndicalistes étaient assignés par la Sabena lundi 18 mars devant le tribunal correctionnel.

Accusation : faux en écriture et utilisation de violence à la journée de grève contre le plan global le 26 novembre 93. Les avocats de la défense ont démontré que les accusations reposent sur une seule déclaration mensongère d'un travailleur de Sabena. Celui-ci, en congé le jour des faits, avait témoigné en faveur de la direction, une année plus tard, après avoir reçu une promotion.

Tous les témoins favorables à Maaïke Seghers nient qu'elle ait utilisé la violence. Un d'eux a lui-même été soupçonné par la direction de Sabena et accusé de mensonges. Maaïke Seghers a déclaré que la Sabena l'avait licenciée et poursuivie devant le tribunal correctionnel parce que son activité syndicale comme déléguée CSC déplaisait depuis longtemps à la direction de la Sabena. Verdict le 16 avril.

Bénéfices records (suite)

La Royale Belge a réalisé un bénéfice net de 6,2 milliards en 1995. Une augmentation de 12,2% par rapport à l'année précédente.

La même année, elle a pris le contrôle du holding néerlandais UAP-NRB sans écorner trop ses fonds propres qui sont montés à 56,4 milliards... Et elle y d'abord supprimé un quart des emplois.

En Belgique, la compagnie d'assurance a "seulement" supprimé 4 % de son personnel. La direction qualifie cela de "soft landing" : atterrissage en douceur...



Des "forces de l'ordre" masquées engagées contre les révolutionnaires du Pérou. Les unités antibanditisme d'Anvers portaient la même tenue dans l'opération retrait d'argent. Pour nous habituer ?

La Belgique dans un filet policier

Exercice national de répression grandeur nature

Dimanche 17 mars 1996, 7 heures du matin. 1343 gendarmes et 698 policiers, armés de mitraillettes ou pistolet au poing, certains le visage dissimulé sous une cagoule, s'élançant sur les routes brumeuses de Belgique.

Jules Behr

L' "opération 17 mars", la plus impressionnante opération de police jamais organisée en temps de paix, préparée dans le plus grand secret, vient de démarrer.

L'objectif n'est pas d'arrêter les syndicalistes et les progressistes actifs au saut du lit pour les enfermer dans les stades, mais cela pourrait l'être.

L'opération donnait tout l'air d'être une répétition générale. Pour son organisateur, le ministre socialiste de l'Intérieur Vande Lanotte, cette opération

qui a mobilisé aussi 120 chauffeurs et convoyeurs de la Poste, était destinée à soulager les coffres de 80 grandes surfaces bourrées des billets que ne ramassaient plus les transporteurs de fonds privés en grève depuis neuf jours. Pour lui, il s'agissait de réduire les risques de hold-up que ces masses d'argent accumulées dans les grandes surfaces de 49 villes pourraient provoquer.

Un peu gros ! Il n'y avait pas meilleur moyen d'attirer l'attention des braqueurs sur l'embonpoint actuel des coffres-forts des grandes surfaces. Il affirmé

qu'il ne voulait "intervenir en rien" dans la grève des transporteurs. Quel culot ! La CSC pense exactement le contraire et estime "scandaleuse" cette "démonstration de force" (1).

En fait, cette opération est un exercice "grandeur nature" d'une mobilisation urgente et secrète impliquant toutes les forces de police. En ces temps de lutte sociale exacerbée et de démolition de l'emploi et des acquis sociaux, elle sent mauvais le coup d'Etat à la Pinochet. Et, en attendant, elle constitue une belle opération de marketing publicitaire en faveur de Vande Lanotte.

Comme son compère socialiste Tobback, le voilà devenu le "Monsieur sécurité" incontournable. L'un pour protéger les fascistes, l'autre pour défendre les coffres-forts des riches.

(1) Het Volk 18/3/96

B comme banque ou comme bénéfice

Trente-quatre milliards de profits pour les trois grandes banques

Thomas Gounet

Effervescence dans le monde bancaire. C'est à la banque qui annoncera le plus gros bénéfice pour l'année 1995. La Banque Bruxelles Lambert a déclaré un profit net de 8,94 milliards de FB. La Kredietbank lui a emboîté le pas avec un bénéfice de 11,55 milliards. Et la Générale de Banque établit un record historique à 13,67 milliards. Cela fait 34,16 milliards de FB pour les trois grandes banques privées du pays. Jamais ces organismes de crédit n'ont réalisé de gains aussi plantu-

reux. Et cela en pleine crise ! Ces banques ont un secret. Si le secteur privé n'offre plus assez de perspectives, elles peuvent se tourner vers les pouvoirs publics pour prêter. Ainsi, les banques détenaient, au 30 juin 1995, 6.216 milliards de FB de crédits sur les pouvoirs publics (1). La dette de l'Etat est aux mains des banques à raison de 64,6%.

Les taux d'intérêt sur la dette sont souvent plus élevés que ceux du marché. Lors du dernier emprunt, le Philippe XVII, les banques bénéficiaient d'une surprime de 3,5 à 6

milliards de FB. C'est pourquoi elles se sont arrachées cet emprunt. Elles ont pris 85% des 400 milliards de FB en un jour et demi à peine.

Et c'est, entre autres, pour rembourser cette dette et pour en payer les intérêts que les travailleurs doivent se serrer la ceinture.

C'est, entre autres, pour cela que le secteur public et la Sécurité sociale sont démantelés et privatisés. C'est, entre autres, pour cela que l'enseignement est restructuré. Pour assurer le paiement d'intérêts dont deux francs sur trois

environ vont à ces puissantes banques.

Exiger que, sur les emprunts d'Etat, il y ait une diminution du taux d'intérêt de 2% rapporterait 100 milliards de FB à l'Etat. C'est un choix de société : ou bien ce sont les travailleurs qui paient et les banques qui fêtent au champagne leurs dizaines de milliards de profits ; ou bien ce sont les banques qui paient et les travailleurs qui peuvent espérer une meilleure vie.

(1) Rapport annuel de l'Association Belge des Banques 1995, p.46.

EN BREF

Le cartooniste GAL chasse le Vlaams Blok du parlement

Dimanche, c'était l'ouverture du nouveau bâtiment du "parlement" flamand (prix : 1,5 milliard !). A cette occasion, la BRT avait organisé une émission de fête en direct de l'hémicycle. Un des artistes qu'elle avait invités était le caricaturiste politique Gerard Alsteens (GAL). Il en a profité pour écrire une belle page de l'histoire antifasciste.

A un certain moment, GAL a montré aux caméras une de ses caricatures que la BRT avait interdit de passer, mais qu'il avait quand même emportée, collée au dos d'une grande enveloppe. Le dessin faisait progressivement sortir de "traits morphologiques typiquement maghrébins et turcs" les figures respectives des fascistes Annemans et Dewinter. GAL qui était assis parmi les parlementaires du Vlaams Blok a taxé ces racistes de "racaille". Dewinter et sa bande ont alors quitté l'hémicycle. GAL s'est réjoui d'avoir reçu de nombreuses marques de sympathie, dont des fax de Wallonie.

Spitaels : pension à 65 ans

Dans une "carte blanche" publiée par Le Soir, Guy Spitaels, ex-président du PS, propose de mettre fin "au tabou de l'âge". Il suggère de s'inspirer de l'expérience de plusieurs pays occidentaux qui retardent l'âge de la retraite. L'Italie, par exemple, où l'on en revient à la retraite à 65 ans pour raccourcir la période pendant laquelle les travailleurs peuvent profiter de leur cotisations aux caisses de retraite et pour qu'ils continuent le plus longtemps possible à alimenter les caisses de la Sécu et de l'Etat. La socialiste d'avant-garde Anne-Marie Lizin abonde dans le même sens en réclamant l'égalité hommes-femmes et... la pension à 65 ans pour tous ! (L'Echo, 12.3)

Travailleurs belges performants

Le patronat belge, activement soutenu et relayé par les Dehaene et autres Di Rupo, ne cesse de se plaindre du manque de compétitivité des travailleurs belges. Ils vont avoir quelques problèmes pour tenir encore ce discours et justifier leurs attaques contre les salaires et la Sécu. Les travailleurs belges sont en effet classés comme les troisièmes meilleurs travailleurs au monde, après ceux de Suisse et de Singapour. Ce n'est pas le PTB, c'est une étude de l'American Bureau Business Environment Risk Intelligence qui l'affirme.

Les Belges devancent en qualité de travail et en productivité les Japonais (mais oui !), les Américains, les Chinois de Taiwan, les Néerlandais, les Allemands (et encore oui !), les Français et les Norvégiens. Comment Dehaene et consorts vont-ils justifier désormais leurs intentions d'aligner salaires et conditions de travail belges sur les voisins allemands, néerlandais et français ? (De Morgen, 12.3)

Une chômeuse ALE suspendue

Le tribunal de Roulers a approuvé la suspension prononcée l'été dernier par l'Onem. C'était la première fois que celui-ci suspendait une personne pour avoir refusé un emploi instauré par l'Agence Locale de l'Emploi. Il s'agit d'une chômeuse avec un mari impotent et trois enfants dont un handicapé. (De Morgen, 13.3)

EN BREF

Un coeur d'acier uni

Ci-dessous quelques interventions remarquables à la "Rencontre pour l'Emploi" (voir ci-contre)...

Antonio Zafuto délégué suppléant FGTB aux Forges de Clabecq. «Nous, aux Forges, on a fait le tour de la Belgique pour le statut unique du sidérurgiste et organiser la solidarité, explique-t-il. On a réussi à avoir 10.000 personnes à la manifestation du 3 février, pour une usine qui ne compte que 2000 personnes. Un fait sans précédent en Belgique ! Il faut expliquer comment fonctionne la division entre travailleurs. L'enjeu des luttes entre le patron et le syndicat, c'est de gagner la conscience des travailleurs. Les travailleurs de Boël ne sont pas venus. Ils disent qu'ils veulent une usine intégrée et ils ont raison. Mais les patrons essaient de faire croire que si Clabecq meurt, Boël vivra. Pour parodier les paroles de Brecht, je répondrai :

Un jour, Clabecq est mort et personne n'a rien dit. Un jour, Boël a fermé et personne n'a rien dit. Un jour, Fafer... Un jour, ils ont fermé Cockerill et il n'y avait plus personne pour les défendre...»

"Restructuration", cela me rappelle la guerre

Jan Cap était délégué principal CSC des chantiers navals de Boel Tamise, entreprise fermée en plusieurs étapes. «Le mot restructuration me fait penser à la guerre, explique-t-il. Quand j'entendais la sirène, il fallait se cacher dans la cave. Aujourd'hui, tout le monde est confronté aux restructurations : ouvriers, mais aussi employés, infirmières, enseignants... La question est de savoir si on va mourir chacun dans son camp.

Je me souviens du texte du mémorandum que le secrétaire syndical nous a remis à l'époque : "Le chantier naval est en crise. Les coûts de production ne peuvent plus augmenter. Sinon, il y aura délocalisation. Nous devons veiller à être compétitifs car maintenant nous perdons 100.000 F par jour". Les travailleurs ont répondu : "Les ouvriers ont le droit d'exiger le maintien des emplois. C'est nous qui construisons les bateaux. Nous exigeons du travail, les 32h et les prépensions à 55 ans avec remplacement par des jeunes. Les gens en ont marre de donner de l'argent aux riches. Si les travailleurs avaient ces milliards, ils pourraient satisfaire les besoins des gens, et avec plus d'enthousiasme et d'énergie. Les patrons ont à leur disposition l'Etat et la gendarmerie. Ce dont nous avons besoin, ce sont des idées, un bon parti, des militants radicaux. Il y a surcapacité ? Pourtant, il n'y a pas trop de bateaux. Ce qu'il y a en excès, c'est du capitalisme".»

Un cheminot français : «Bâtir une autre société»

«La société que les capitalistes nous bâtissent, nous n'en voulons pas, témoigne Pierre Chéret, cheminot CGT de Lille. Ce sera pire pour tout le monde, pour nos enfants... La lutte que nous venons de vivre en France montre très fortement l'exigence de contrôle démocratique par les travailleurs sur leur luttes. Ils veulent donner leur avis sur la vie dans l'entreprise, sur ce qu'on fait de leur outil de travail, etc. Les capitalistes le savent. Ils ont créé des groupes de travail pour cela. Ils veulent récupérer ce besoin. La lutte n'est pas venue toute seule. C'est un travail de longue haleine. A la CGT, nous avons pris le temps d'être avec les gens. Nous avons porté avec eux les revendications. (...) Les patrons utilisent de nouveau les experts et ceux-ci nous disent : c'est l'Europe, c'est fatal, on ne peut plus faire autrement. Nous devons nous préparer à les contrer.»

Au pays de Germinal

Trois cents travailleurs à la "Rencontre pour l'emploi"

L'emploi, souci central du gouvernement ? Il l'est surtout pour les travailleurs. Car ce ne sont pas les ministres, ni les patrons qui perdent leur job. C'était le sens de l'initiative organisée par l'Institut d'études marxistes, le 24 février, à Charleroi : "Rencontre pour l'emploi" (voir aussi ci-contre et p. 7).

Thomas Gounet

"SOS Emploi". Le grand calicot posé sur les vitres de l'entrée de l'école de la Garenne (à Charleroi) sourit à tous les participants à la "Rencontre pour l'emploi". Quatre bus pleins à craquer partent à la découverte du "pays noir". Quelques flocons de neige nous immergent immédiatement dans le roman de ce Germinal moderne.

L'enfilade des maisons ramassées sur elles mêmes, le passage dans les ruelles étroites, mais de l'autre côté les châteaux dégagés des familles bourgeoises. Les usines désertées, les cheminées définitivement tuées, les mines désaffectées, mais de l'autre côté les artères commerçantes, les monuments de prestige. Le tout dans une atmosphère où la grisaille du ciel rejoint celle des toits de la cité industrielle. Quel bilan de deux siècles de capitalisme ! Les riches engraisés, les pauvres dans la misère.

Sauver les emplois par la lutte ouvrière

Les bourgmestres PS de la région de Charleroi espèrent arracher les subsides de l'Union européenne, dans le cadre de



D'anciens mineurs du Bois du Cazier ont réalisé une petite exposition sur cette catastrophe minière de 1956.

l'initiative "Objectif 1". Les grandes entreprises peuvent ainsi ramasser l'argent de la collectivité en échange de la création de quelques emplois symboliques. Alors que le chômage touche directement un Carolorégien sur trois.

Au Bois du Cazier, arrêt pour discuter avec les anciens mineurs. Ceux-ci ont installé une petite exposition sur le site tristement célèbre de la catastrophe qui, en 1956, a causé la mort de 262 "gueules noires". A la fin de la tournée, les passagers d'un bus assaillent un terril pour y déposer le grand calicot "SOS Emploi". Ce n'est pas en accordant de nouveaux cadeaux aux patrons que l'on sauvera l'emploi. C'est en le défendant, par la lutte ouvrière, partout où il est menacé. Un emploi perdu, c'est un chômeur de plus. Et il y en a déjà un

million en Belgique. Un million de trop !

"Ce fut une journée exceptionnelle"

L'après-midi, 280 personnes s'entassent dans les locaux bondés pour écouter 27 orateurs, permanents syndicaux, délégués ou travailleurs des entreprises les plus diverses, des représentants des enseignants, des chômeurs... Puis, on se rassemble pour écouter six interventions sur les luttes en cours : les services publics, Sabena, les Forges de Clabecq, les chemins de fer en France, l'enseignement. Kris Hertogen conclut par le programme du PTB sur l'emploi. (1)

Une journée exceptionnelle. Délégués et travailleurs ont pu s'exprimer, raconter l'exploita-

tion qu'ils vivent au quotidien, leurs angoisses, leurs perspectives. Les militants de la FGTB côtoyaient ceux de la CSC, les travailleurs du public ceux du privé, les francophones, les néerlandophones. Un ouvrier de Belgacom nous écrit : «Bravo pour l'organisation d'une simplicité, d'une clarté et d'une ponctualité remarquables. Je vous invite à renouveler l'opération. L'opportunité m'a été donnée, à ma grande satisfaction, de prendre la parole pour exprimer mon inquiétude en tant qu'ouvrier de Belgacom. J'ai pu parler, mais surtout j'ai le sentiment d'avoir été écouté et compris. Cela vaut la peine de le signaler, car, aujourd'hui, dites-moi où et quand un ouvrier a encore cette opportunité.»

1. Solidaire a publié son intervention(n°11, 6 mars 1996).

Délocalisations : solidarité entre usines

Delacre liquide 535 emplois à Vilvorde, en "créé" 32 à Lambermont

Louisa Lanckmans

Louisa est déléguée SETCa de la firme Delacre (Vilvorde), filiale de la multinationale américaine Campbell Soup. Celle-ci, dans sa recherche de profit maximum, décide de fermer le siège de Vilvorde pour tout concentrer à Lambermont, (Verviers). Elle propose un plan social pour fermer Vilvorde en douceur. Les travailleurs refusent. Ils ne cesseront la grève que sous la menace d'astreintes. Intervention de Louisa à la

rencontre pour l'Emploi (voir ci-dessus) : «La multinationale a essayé de jouer les Flamands de Vilvorde contre les Wallons de Lambermont. A Lambermont, la direction a promis de réengager 285 personnes, dans une région déjà lourdement touchée par le chômage et les bas salaires. (...) D'abord, pour nous c'était impossible d'aller travailler en équipe chaque jour à 120 km de chez nous. Ensuite, nous savions qu'il n'y aurait pas 285 emplois supplémentaires. Et, même si c'était le cas, cela

entraînait une suppression de 250 emplois, puisque nous étions 535 à Vilvorde. C'est pourquoi nous sommes partis en grève. (...) Le jour de la fermeture (30 juin 92), il y avait 299 travailleurs occupés à Lambermont. Trois ans plus tard, ils ne sont que 331, soit 32 emplois créés... Cela signifie 503 emplois perdus, car nous étions 834, à Vilvorde et à Lambermont ensemble. Voilà ce que nous aurions dû faire : 1) ne pas arrêter la grève sous la menace des astreintes, mais

mobiliser toutes les firmes de la région et d'ailleurs pour nous défendre; 2) mieux travailler à la solidarité avec le siège de Lambermont, mieux comprendre la position difficile des syndicalistes de combat là-bas et les aider à nous aider; 3) étendre notre action par un boycott des produits de Campbell; 4) ne jamais accepter de négocier un volet social; en négociant de la sorte, nous avons progressivement abandonné notre revendication du maintien de l'emploi.»

Le téléphone de Mémé n'intéresse pas le privé...

Privatisations : débat animé à la Rencontre pour l'Emploi

Le local était trop petit pour caser tous les intéressés au débat sur les privatisations à la Rencontre pour l'Emploi, à Charleroi, le 24 février. Des syndicalistes de Belgacom ont ouvert le feu...

Annemie Cannaeerts

Jean Scaillet, président de l'Interrégionale wallonne de la CGSP-Telecom, parle en son nom propre : «La grand-mère qui habite à la campagne et qui a besoin d'un téléphone pour "le cas où" n'intéresse pas les groupes privés. Mais c'est quand même d'un service public qu'il s'agit. Un service qui est payable et accessible pour tous. La privatisation doit aussi servir à démanteler notre statut, à liquider notre protection sociale. Il s'agit d'une attaque à l'échelle européenne. En tant que syndicats, nous devons collaborer au niveau européen. Sinon, nous échouons.»

Freddy Dewille, militant CSC : «Ce qui m'a surtout frappé ces dernières années chez Belgacom, c'est la transformation de la culture d'entreprise. On nous envoie des textes, et même des vidéocassettes, pour nous faire comprendre que "nous" sommes engagés dans une guerre. Goossens, le grand patron de Belgacom, a dit : "L'emploi évoluera en fonction du chiffre d'affaires." Les gens sont découragés. Surtout les plus âgés. On fait tout pour les amener à partir en prépension, même avec une sérieuse perte de salaire.»

Un cheminot CGSP : «J'entends ici comment notre cama-

rade de la CGT française défend la démocratie syndicale. Eh bien, lors de la prétendue approbation du plan de restructuration de la SNCB, il n'a pas été question de démocratie chez nous. Nous avons demandé d'organiser des discussions et des votes sur les lieux de travail. Cela a été refusé. On savait bien qu'ainsi, une grande majorité aurait rejeté le plan. Maintenant, la décision est tombée dans un cercle très restreint et dans une ambiance confuse. Mais tôt ou tard, ça va éclater.»

Dans quelle société voulons-nous vivre demain ?

Ensuite, on a pu entendre d'autres interventions, en provenance de l'enseignement néerlandophone et de l'enseignement francophone, de Sabena, des services communaux de Gand. Jan Vandeputte, de la section syndicale du PTB, a été forcé alors de conclure un débat qui aurait pu se poursuivre encore longtemps...

«Je voudrais formuler quatre brèves conclusions. 1. L'attaque contre le secteur public pousse chacun de nous à se poser la question : dans quelle société voulons-nous vivre demain ? Une société où les bénéficiaires et l'enrichissement d'une minorité déterminent



Le secrétaire CGSP du Limbourg, à la Rencontre pour l'Emploi : «Dehaene nous tend un piège : ses promesses actuelles vont à l'encontre de la politique de ces dernières années. Qui peut le croire ?»

tout et mènent des millions de gens à la misère et l'insécurité ? Ou bien le socialisme où ce sont les travailleurs qui décident selon leurs intérêts ?

2. Une véritable offensive idéologique est en cours contre les services publics. Il est de notre devoir d'organiser une contre-offensive massive. Pour faire comprendre à tous l'enjeu de la bataille pour les services publics.

3. L'attaque a été commandée depuis les quartiers généraux

capitalistes et est exécutée par les excellences démocrates chrétiennes et social-démocrates. Dans la lutte pour maintenir et refinancer les services publics, nous devons dénoncer clairement ces responsables et avancer des revendications faisant payer ceux qui détiennent les capitaux.

4. Si nous sommes d'accord sur ce point, nous pouvons motiver les gens et les mobiliser. Les syndicalistes de combat croient en leurs troupes.

«Sacro-sainte libre concurrence...»

Gust Haverbeke, secrétaire provincial CGSP-Limbourg

A la Rencontre pour l'Emploi, Gust Haverbeke, secrétaire CGSP-Limbourg est intervenu comme suit : «Les services publics sont à nouveau au centre de l'actualité, ces derniers temps. Après la lutte de nos camarades en France et la manifestation réussie des fonctionnaires le 13 décembre à Bruxelles, les privatisations, qui ont atteint un sommet dramatique avec Belgacom, attirent aussi l'attention sur les problèmes des services publics. Tout ceci n'est pas un hasard. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique : partout, les services publics sont visés. Derrière cette guerre se cache une stratégie dictée par l'Europe, l'Europe des capitalistes.

Ce qui est cynique, c'est que les services publics sont détricotés et bradés sous l'impulsion d'un commissaire socialiste, Van Miert. Il veut faire passer le grand principe du Marché Libre Capitaliste même dans les services publics.

Au nom de la sacro-sainte Libre Concurrence, les monopoles publics sont détruits, ce qui envoie les Entreprises Publiques dans la jungle du marché libre pour participer au concours de la combativité. Tout cela se fait au détriment de l'emploi, du statut et des conditions de travail des travailleurs. Les services sont démantelés eux aussi pour garantir les bénéfices des actionnaires privés.

Inquiété par les 60.000 manifes-

tants et le spectre de situations à la française, Dehaene, au nom de tous les gouvernements belges, a fait une série de promesses vagues. Afin de désamorcer la bombe et d'appâter les syndicats, pour qu'ils quittent la rue et prennent le chemin de la table de négociations. Qui peut croire les promesses de création d'emplois, de priorité aux nominations fixes, d'arrêt des privatisations, de maintien de notre statut de pensions, quand on sait que ces promesses contredisent toute la politique suivie ces dernières années par chaque gouvernement belge, flamand ou wallon ? Du reste, ces derniers jours, les cheminots ont pu se rendre compte de ce que signifie la promesse d'em-

ploi : 6.000 emplois sont passés à la trappe !

La force du syndicat réside dans la force et la mobilisation à la base. Ne perdons pas courage ! En tant que vrais syndicalistes de combat, convainquons nos collègues de ne pas baisser la tête. Préparons en permanence la lutte syndicale. Participons tous aux manifestations d'enseignants ! Syndicalistes de combat : notre jour viendra ! Vive la solidarité ! Vive le socialisme !»



Au 1er Mai du PTB Forum "privatisations". Autour du livre de Gérard de Selys, "Privé de Public". Témoignages Belgacom, SNCB, écoles, Sabena. A 14 heures.

EN BREF

Communes gantoises

Le SP refuse le refinancement

Jan Vanden Driessche, fonctionnaire communal gantois, à propos des actions contre les plans de privatisation de l'administration SP-VLD : «Aux séances du conseil communal, des figures de proue du SP, Van de Winckel et Marina Hoornaert, ont défendu le contenu de l'accord. Hoornaert a même été jusqu'à affirmer que la "sous-traitance" n'est pas en contradiction avec les principes socialistes. Tout le groupe SP a voté en faveur de la sous-traitance.

Il est nécessaire que les syndicats des villes et communes fassent front au niveau national pour obliger l'autorité supérieure à verser correctement les dotations. Ce n'est qu'alors que le refinancement des villes et communes sera possible. Ce n'est possible que si on fait payer les riches. C'est la base aussi pour l'unité avec les autres services publics : SNCB, la Poste, Sabena, l'enseignement...»

Belgacom

Concurrence avec la sous-traitance

Un travailleur de Belgacom : «Chez nous, à part les ingénieurs et les techniciens, travaillent aussi des chefs-coqs, des carreleurs... Et ces gens sont mis en concurrence avec des sous-traitants du privé. Nos chefs de département nous disent : "Voilà notre budget. Nous devons faire avec. Après un an, nous verrons où nous en sommes. Si nous ne sommes pas compétitifs avec le privé, les conséquences suivront."»

Réaction de Jean Scaillet : «En effet. Les chefs nous disent : "Les tâches de Belgacom doivent se limiter au 'core', les tâches centrales. Tout le reste est incertain. Il faut savoir qu'à Belgacom, sur 26.000 membres du personnel, 9.000 n'appartiennent pas au 'core' ! Des 73 milliards que l'Etat a reçus pour la vente de la moitié des parts de Belgacom, Goossens demande déjà une partie pour payer le coût social des dégraissages. On est même en train d'organiser la concurrence pour cet argent entre Belgacom, la Poste et la SNCB !»

Livre noir services publics

Écrivez !

Un postier de Bruxelles X écrit sur sa feuille de référendum : «Les services publics doivent rester. Je suis solidaire de votre opinion : pas de privatisation !» Un autre explique : «S'ils ne paient plus les pensions, je ne veux plus de la nationalité belge ! La politique est pourrie, mais qu'y faire ? Une nouvelle grande manifestation nationale, ça, c'est nécessaire !»

Un troisième agent des postes juge aussi la situation des services publics de plus en plus grave. Il veut que les syndicats préparent la lutte et ne se laissent pas dicter leur conduite par les partis politiques. Il écrit pour notre Livre Noir : «Croire, c'est facile... Mais la réalité est différente. Une seule possibilité : dépolitiser. Des syndicats indépendants, libres de toute pression politique. la démocratie, c'est un grand mot pour tous ces bons à rien politiques mais quand aurons-nous de vraies élections syndicales à la poste ? Les dernières datent de 1959...»

Envoyez aussi votre récit au Livre Noir des services publics préparé par le PTB. Demandez un formulaire au secrétariat local du parti ou à un de nos militants.

Sélection à 14 ans et sans appel

La socialiste Onkelinx ramène la démocratisation de l'enseignement 40 ans en arrière

Pourquoi Louis Michel (PRL) a-t-il donné une cote de 9,5 sur 10 à Laurette Onkelinx (PS) pour son projet pédagogique ? Parce qu'il conduit à une dualisation entre les filières d'enseignement qui nous ramène 40 ans en arrière. Et parce qu'il soumet l'enseignement technique et professionnel aux diktats du patronat.

Georges Moreau

Dans ses «40 propositions pédagogiques», Onkelinx affirme sa volonté de «mener un combat offensif contre la dualisation du système éducatif» (1). Nous croyons au contraire que son projet va augmenter cette dualisation. D'une part, parce que l'autonomie pédagogique et l'autonomie de gestion vont renforcer le développement inégal entre écoles riches et écoles populaires (2). D'autre part, parce que les propositions de la ministre vont creuser le fossé entre enseignement général et enseignement technique ou professionnel, renforçant ainsi le caractère de classe de l'école (3). C'est ce deuxième aspect, souvent méconnu, que nous traitons ici.

Aujourd'hui : sélection par l'échec

Depuis les années 70, grâce au «renouveau», une proportion croissante de jeunes se dirigent vers l'enseignement général, attirés par la perspective de poursuivre des études supérieures et d'accéder ainsi à des emplois mieux rémunérés. Malheureusement, à cause des trop faibles moyens dont disposent les écoles, les élèves qui entrent dans l'enseignement général ont des chances très inégales. Les enfants de milieux populaires sont souvent désavantagés par rapport aux enfants d'origine bourgeoise, dont la famille peut plus facilement suppléer aux carences de l'école. De ce fait, beaucoup échouent durant les premières années de l'enseignement général. Au terme d'un ou de plusieurs redoublements, ils abandonnent et s'orientent vers l'enseignement technique ou professionnel. C'est la «sélection par l'échec».

Le patronat réclame qu'on mette fin à cette forme de sélection. D'abord parce qu'elle est coûteuse : un élève qui redouble, c'est un élève de plus à la charge du budget de la Communauté. Deuxièmement, parce qu'ils estiment qu'on a trop d'universitaires et pas assez d'ouvriers qualifiés «motivés». A la place de la sélection par l'échec, les patrons veulent une «orientation positive» qui inciterait le jeune à choisir directement la voie technique ou professionnelle, sans essayer d'abord l'enseignement général.

Demain : sélection tout court

C'est ce programme qu'Onkelinx met en oeuvre via la «certification par degrés». Comme on le sait, au cours des deux premières années

du secondaire (communes pour tous les élèves) on ne peut plus redoubler. A l'origine, cette mesure avait été présentée comme un moyen de combattre l'échec scolaire, ce que nous avons toujours contesté. Faute de moyens supplémentaires, les gosses qui redoublaient dans l'ancien système (ce qui leur donnait au moins une deuxième chance) «décrocheraient» dorénavant après ces deux années. Et seraient donc orientés directement vers l'enseignement technique ou professionnel.

Dans ses «40 propositions pédagogiques», Laurette Onkelinx avoue que l'objectif est bien la sélection : «Au premier degré de l'enseignement secondaire, chaque établissement devra viser à orienter l'élève vers la forme d'enseignement la plus adaptée à ses aspirations et à ses capacités» (4). La ministre fait comme si la sélection était une question de choix ou de capacités intellectuelles, alors que c'est avant tout une question de classe : c'est une sélection sociale !

Dans les années 50, la démocratisation de l'enseignement secondaire avait été inaugurée sur ces paroles : «Il s'agit de faire en sorte que l'enfant du peuple, au sortir de la voie unique de l'école primaire, trouve un milieu scolaire tel qu'il puisse y poursuivre sans contrainte *n'importe quelle* section d'études» (5). Onkelinx, elle, nous ramène plus de quarante ans en arrière. L'objectif n'est plus de permettre à tous de suivre *n'importe quelle* section, mais de «rendre l'élève capable de suivre avec fruit *une* des formes d'enseignement organisées au deuxième degré» (4). C'est bien la sélection à la place des chances égales pour tous.

Général et professionnel : l'écart grandit

Les élèves et leurs parents savent bien que l'enseignement général et l'enseignement technique-professionnel n'ont pas la même valeur. Mais les patrons veulent davantage de jeunes dans le technique et le professionnel. Pour faire accepter cette idée ainsi que la sélection, madame Onkelinx prétend que les deux filières sont équivalentes : «l'ensemble du système éducatif sera amené à rompre progressivement avec la hiérarchie entre filières de formation». Pourtant, cette hiérarchie est réelle. Elle reflète la division de la société en classes et constitue un des moyens pour reproduire celle-ci. Si la filière technique-professionnelle est «inférieure» à la filière générale, c'est parce que la première produit de futurs



Onkelinx veut introduire la sélection systématique et précoce entre les jeunes — général outechnique-professionnel — exigence qui rencontre les vœux du patronat.

prolétaires alors que la deuxième produit (pas seulement, mais entre autres) la bourgeoisie de demain.

Onkelinx veut même augmenter le fossé entre les deux. Par le «recentrement» de chacune. L'enseignement général devra devenir plus élitiste; l'enseignement technique et professionnel se limiter à l'apprentissage d'un métier.

Dans l'enseignement général, dit la ministre, «la formation doit retrouver un caractère plus général». Ici, elle parle de «transmission d'un héritage culturel» et d'apprentissage de la «pensée autonome, divergente et critique» (6).

Dans l'enseignement technique et professionnel par contre, elle estime que «la formation doit être réorganisée autour des profils mis au point par la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications» (7). Cette commission regroupe entre autres les fédérations patronales (UWE, Fabrimetal...) et sert à stipuler «des profils de qualification définissant les compétences requises». (7) «L'enjeu est simple, explique Laurette Onkelinx. Demain, les employeurs sauront clairement que tel diplôme technique ou professionnel correspond à telles ou telles compétences. C'est l'expression forte d'un consensus entre le monde de

l'entreprise et celui de l'éducation et de la formation.» (7)

Au service direct des entreprises

Certains penseront que cette «adéquation de l'école aux besoins des entreprises» profitera à l'emploi. Faux! Cela permettra seulement aux patrons de recruter rapidement et à moindre coût une main-d'oeuvre immédiatement productive. Mais jamais, à moins d'y être contraint, un patron n'embauchera davantage de travailleurs que nécessaire pour produire ce qu'il peut vendre. Et si l'embauche d'une main-d'oeuvre mieux formée et plus productive lui apporte un gain compétitif, le patron en profitera pour financer des investissements de rationalisation... destructeurs d'emplois. La Belgique occupe déjà la quatrième place mondiale en termes de productivité de la main-d'oeuvre. Avons-nous moins de chômeurs ? Comme Laurette Onkelinx refuse d'augmenter les moyens accordés à l'encadrement et qu'elle persiste dans sa volonté de supprimer trois mille emplois, ne nous étonnons pas si demain, nombre de jeunes en ont «marre» de l'école. Ici, la ministre a une «solution» : «Pour ceux qui décrochent de l'enseigne-

ment de plein exercice, une filière de formation en alternance sera organisée, de manière à atteindre les mêmes profils de qualification que les filières de plein exercice» (8). Cela veut dire qu'à 16 ans on enverra ces jeunes-là travailler à mi-temps à l'usine, suivant le modèle allemand. Pour eux, il n'y aura plus aucune formation générale. Dans le meilleur cas, ils apprendront un métier. Mais souvent ils seront simplement de la main-d'oeuvre super-bon-marché pour les patrons. Et le jour où l'entreprise aura effectivement besoin d'un nouveau travailleur, elle pourra puiser à loisir dans les dizaines de candidats qui lui seront offerts gratuitement.

1. 40 propositions d'Onkelinx, Troisième axe. 2. Le lecteur intéressé peut obtenir le dossier que Solidaire a consacré à l'autonomie des écoles dans son n°6 de cette année. On peut également relire Solidaire n°12, pages 14 et 15. 3. Pour la lisibilité de l'article, nous utiliserons ici l'expression «enseignement général» pour désigner l'enseignement secondaire de transition et «enseignement technique ou professionnel» pour désigner l'enseignement de qualification. 4. Onkelinx, proposition 5. 5. Cité par Anne Van Haecht, L'enseignement Renouvé de l'origine à l'éclipse, éditions de l'ULB, Bruxelles 1985, p.175. 6. Onkelinx, proposition 6. 7. Onkelinx, proposition 7. 8. Onkelinx, proposition 9.

Vos enfants : plus droit à l'erreur

Grafé chasse les étudiants doubleurs de l'enseignement supérieur

Sur l'initiative de l'ESI (École Supérieure d'Informatique), onze écoles supérieures de Bruxelles et du Brabant wallon ont organisé le 8 mars une conférence de presse pour dénoncer les conséquences du projet Grafé. L'indignation est à son comble, et pour cause.

Nadine Rosa-Rosso

Une enseignante de l'ESI : «Imagine-toi un peu. Si on avait appliqué les mesures prévues dans le projet d'arrêt de la Communauté française, la fille qui est sortie tête de promotion de l'ISES (Institut de Secrétariat) l'année passée, n'aurait pas pu terminer ses études ! Pourquoi ? Parce qu'elle aurait dû être refusée par l'école, comme élève non subsidiable.

En effet, les critères de refus d'inscription concoctés par Grafé et son projet d'arrêt (version du 22 février 1996) sont :

1. "Il a été régulièrement inscrit deux fois dans cette même année d'études, quelle que soit la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription." Si on prend un exemple, un étudiant ayant échoué deux fois en première année d'ingénieur industriel est exclu définitivement de l'enseignement supérieur et ne peut plus se réorienter, comme c'est souvent le cas actuellement, vers un graduat.

2. "Il n'a pas terminé avec succès la deuxième année d'études en trois années académiques, à compter de sa première inscription."

Prenez le cas d'un étudiant ayant raté sa première année de traducteur-interprète et qui se réoriente dans un graduat de secrétariat. Il réussit sa première année mais échoue en deuxième. Il ne pourra plus recommencer sa deuxième année et n'aura plus aucune possibilité de formation dans l'enseignement supérieur.

Il y a encore deux autres critères

pour le refus d'inscription, qui vont dans le même sens. Et ce qui est particulièrement dégoûtant, c'est que ce sera aux directions d'école de faire le sale boulot, car il s'agit de possibilités de refus, et non de refus obligatoires. Mais en réalité, les écoles seront forcées de refuser, car les étudiants qui tomberont sous ces critères ne seront plus finançables. Non finançable, c'est-à-dire qu'il n'entre pas en ligne de compte dans le calcul de l'encadrement et des moyens de financement. Comment les écoles pourraient-elles accepter beaucoup de ces étudiants, si elles ne peuvent payer les profs et l'infrastructure nécessaires pour leur formation ?

10 % des étudiants seraient éliminés avec les mesures de Grafé

Un autre prof poursuit : «Si tu fais l'univ, tu as droit à trois échecs; si tu ne fais pas l'univ, tu n'as droit qu'à deux échecs. Tout le monde sait que l'enseignement supérieur de type court est plus accessible, notamment aux enfants de travailleurs, que l'université. Nous avons fait un calcul, sur base de la population actuelle de première année de sept instituts supérieurs de la Communauté française de Bruxelles-Brabant wallon. Si les mesures de Grafé sont appliquées, 10 % des étudiants actuellement inscrits en première année devraient être éliminés. 21 % d'entre eux ne pourraient continuer en cas d'échec. Pire que cela, si nous voyons ceux qui ont été diplômés en 95 (qui avaient donc réussi leurs études), 18 % n'auraient pas été



«Grafé, donne-nous du blé pour étudier... Merci !», clament ces étudiants de l'enseignement supérieur. (photo 1995)

autorisés à les terminer ! Il arrive souvent que des étudiants, qui ont connu un parcours hésitant termi-

nent brillamment leurs études ou démarrent très positivement dans la vie professionnelle. Dès qu'on a

reçu le texte de l'arrêté, on est parti en grève et les étudiants nous soutiennent.» Il y a de quoi.

Echanger des salaires contre des emplois ?

Alors qu'Onkelinx entame la manœuvre "projet pédagogique", dans le camp syndical certains envisagent la phase "négociations de repli". A l'initiative de Willem Miller (CEM-NL), les dirigeants des centrales CSC de l'enseignement secondaire continuent de faire circuler des "pistes alternatives" au décret Onkelinx. Elles ont toutes en commun de remplacer les pertes d'emplois par des diminutions de salaires, de 2,8 % à 5,75 %, selon qu'on frapperait tous les profs ou seulement ceux de l'enseignement secondaire.

Si cette proposition devait être acceptée cela signifierait qu'on

aurait fait une longue grève en 1990 pour obtenir une augmentation salariale, et, si l'on suit certains, une nouvelle longue grève en 1996... pour supprimer cette augmentation ! L'opposition est heureusement très vive. De la part de la CGSP, de la FIC et du SEL en premier lieu, mais aussi au sein même des centrales d'où elles émanent. Ainsi, la CCPET de Namur rappelle qu'une perte de salaire «n'a jamais sauvé l'emploi et n'offre aucune garantie sur les mesures restrictives futures» (Le Soir, 9.3). Chacun sait en effet que les 3.000 pertes d'emplois programmées ne seront pas les dernières.

De telles propositions reviennent

à capituler sur la revendication principale : le refinancement. Willem Miller et ses amis se résignent aux contraintes budgétaires de la communauté française et n'ont donc plus qu'à choisir entre la peste et le choléra. L'idée d'échanger des pertes d'emplois contre des pertes de salaire, n'est pas propre au secteur de l'enseignement. On l'a déjà imposée à la SNCB. Elle a été rejetée par les travailleurs de Cockerill-Sambre (Charleroi). Si, par malheur, cette piste devait l'emporter chez les enseignants, les autres catégories de travailleurs auraient bien plus de mal à y résister.

Sainte alliance contre les profs

La démocratie bourgeoise révèle son vrai visage

Georges Moreau

Face au sacrilège des enseignants, c'est l'heure de la sainte alliance. Oubliant leurs querelles tactiques, PS, PSC et PRL renforcent leur solidarité et clament leur refus de céder devant la "folie" des profs. Le PRL Louis Michel offre généreusement un 9,5 sur 10 à la socialiste Onkelinx. Le PS Jean-Marie Léonard lui rend la pareille en applaudissant la boucherie de "Val Duchesse", ce coup de poignard mortel pour l'enseignement rénové, porté en 1986 par la coalition PRL-PSC (1).

Certains dirigeants syndicaux croient devoir prêter leur voix à ce concert. Josly Piette, responsable de l'interprofessionnelle francophone de la CSC, fustige la

revendication du refinancement de l'enseignement (2). José Damilot, président de la CGSP-cheminots, appelle les profs à «accepter un effort comme à la SNCB» (3). Cinq semaines de grève quasi-totale et aucune ouverture. La requête des profs est-elle donc si insensée ? Ils demandent pourtant seulement qu'on renonce aux licenciements prévus par le décret Onkelinx et à ceux qui sont planifiés d'ici 1999. Impossible, nous n'avons plus d'argent, rétorque la Communauté française. Trouvez-en, répondent les profs : ce ne sont pas les richesses qui manquent dans ce pays : fortunes, hauts revenus, bénéfices, banques...

Voilà donc leur sacrilège ! Tant qu'ils se contentent de faire des

omelettes sur les façades des ministères, on veut bien discuter. Mais dès lors qu'ils prétendent toucher aux riches, aux capitalistes, rien ne va plus ! Le pouvoir sait bien que s'il cède devant les profs, il aura demain toute la fonction publique sur le dos, puis tous les travailleurs, réclamant qu'on sauve leur Sécu et qu'on crée des emplois.

Des profs et les jeunes font aujourd'hui la dure expérience de la démocratie bourgeoise. Ils constatent que les élus ne sont que des pantins soumis à la loi des marchés financiers, les instruments des possédants, les exécutants de la dictature du capital. Même les droits démocratiques, ces fameux droits dont on nous rabâche les oreilles quand il s'agit

de dénigrer un pays socialiste, se dissolvent soudain : une ministre s'arroge le droit de voler arbitrairement leur salaire à des travailleurs, pour briser un combat collectif.

En s'attaquant aux nantis, les profs ont débusqué un ennemi de taille. Les prises de position des Piette et Damilot ne sont d'ailleurs que des aveux d'impuissance devant cet énorme pouvoir. Pourtant, si le combat des profs est difficile, il n'est pas désespéré.

L'union sacrée des partis bourgeois et la virulence des réactions d'Onkelinx montrent que la peur gagne leurs rangs. C'est maintenant qu'il faut absolument tenir le coup. Le 2 avril — date probable du vote du décret — est encore loin et chaque jour de grève en plus fait

monter le trouillomètre de la bourgeoisie. Les profs ont des alliés : les autres travailleurs. Ceux de Cockerill, qui viennent courageusement de refuser le chantage à l'emploi.

Ceux de la SNCB, dégoûtés par les accords qu'ont signés leurs dirigeants syndicaux. Ceux de Clabecq, de Sabena... Rendez-vous aux usines, aux gares, aux zonings pour informer les ouvriers et les employés sur votre combat. Expliquez-leur que vous vous battez pour leurs enfants. Et que vous combattez une politique budgétaire dont eux aussi sont les victimes.

1. Le Soir, 11 mars 1996. 2. Le Soir, 13 mars 1996. 3. Le Soir, 9 mars 1996.

Un délégué de base de GM : «Nous, champions... négatifs»

L'accord de coopération a détruit l'activité syndicale

La grève a éclaté à Opel-Anvers après cinq ans de paix sociale. Mais une grève sans un clair carnet de revendications. Ce n'est là qu'un exemple des lacunes de l'activité syndicale. La cause ? L'accord de coopération conclu en 1988 entre la direction d'Opel (ex-GM) et les responsables syndicaux au niveau provincial.

Joris Van Gorp

Cet accord disait : «Les syndicats se sont engagés à une coopération intense entre direction et syndicats afin de soutenir l'entreprise dans cette lutte (la concurrence avec les autres constructeurs automobiles)». Mais cette signature a détruit l'activité syndicale et la démocratie. Un groupe limité de responsables fixait la position syndicale. Le seul critère était devenu la position concurrentielle d'Opel : «Tout ce qui est bon pour Opel est bon pour les travailleurs».

Opel pouvait tout se permettre, le syndicat ne réagissait jamais

En réalité, les conditions de travail n'ont fait que se détériorer depuis huit ans. Equipes de dix heures, travail par groupes, baisse de la production, plus de cinq mille

ouvriers à la porte : Opel pouvait tout se permettre, le syndicat ne réagissait jamais. Récemment, la direction syndicale a reconnu qu'elle avait aussi signé un accord secret acceptant un blocage salarial d'un an en échange d'investissements dans une division presse à Anvers. En contradiction absolue avec la revendication d'augmentation salariale de 7 frs prévue par le dernier projet de convention.

Un délégué de base nous a confié : «Au début, je trouvais que l'accord était une bonne chose. Il y avait moyen de régler certains problèmes. Par exemple, quand un chef d'équipe refusait un congé à un homme. Mais à présent, je réalise que nous étions impuissants en ce qui concerne les choses essentielles. A chaque fois, on nous soulignait la nécessité de maintenir la compétitivité d'Opel. Si je juge de manière critique ces huit dernières années, je dois admettre



qu'Opel est devenu le champion mais... par la négative en ce qui concerne les conditions de travail et la sécurité. La position actuelle du syndicat, c'est à s'arracher les cheveux en tant que militant. Pour moi, détruire cet accord de coopération est devenu un objectif de notre grève».

A la porte, l'accord de coopération !

Il semble que les délégués de base, confrontés quotidiennement aux misères des travailleurs, osent tirer les leçons nécessaires. Les ouvriers attendent que les responsables

provinciaux et les délégués principaux suivent leur exemple. Beaucoup demandent que notre journal lance un appel au monde syndical : «Mettez fin à l'accord de coopération avec le patron. Ne croyez pas au "management participatif". Les intérêts du capital et ceux des travailleurs sont incompatibles».

La vocation d'écrivain du directeur de CMI

Les lettres du patron alimentent le brasero du piquet !

Felix Amont

En grève depuis dix jours contre un plan de restructuration, les ouvriers de Cockerill Mechanical Industries (CMI), filiale de Cockerill-Sambre en région liégeoise, voient quotidiennement leur boîte aux lettres garnie de la prose de leur "bien-aimé" directeur, Levaux.

Les directions d'entreprises, en mal de communication adressent de plus en plus du courrier à leur personnel. Les ouvriers de CMI ont reçu quatre lettres en quatre jours ! Levaux a été traumatisé par le rejet massif de son plan de restructuration. Il avait pourtant

mis le paquet pour le faire passer. Il a envoyé ses contremaîtres et ses cadres sur le terrain pour tenter de convaincre les ouvriers. La mission a lamentablement échoué. Il a alors pris son bâton de pèlerin et s'est présenté lui-même au piquet pour vanter son plan. En vain. Après trois lettres plutôt techniques et explicatives, Levaux a adressé une quatrième beaucoup plus agressive. Visiblement, il perd patience. Les ouvriers grévistes sont accusés de mettre en danger l'entreprise : «Commercialement, l'annulation de commandes, la perte de nouvelles commandes potentielles, les indemnités de retard... tuent la crédibilité de

CMI. Financièrement nous perdons déjà 500 millions par an... il faut maintenant ajouter avec la grève, un coût de 10 millions par jour !»

Ces déclarations devraient en fait rassurer les ouvriers : la grève fait mal au patron. Ferait-on grève dans le cas contraire ?

Un patron "pour la démocratie et le droit de grève" ?

«Nous avons la chance de vivre en démocratie, écrit le directeur. Ceci donne des libertés et des droits, comme le droit de grève, reconnu

par nous tous et par moi-même le premier. Mais cela donne également le droit au travail inscrit dans la constitution... comme droit fondamental de chaque individu.» Les astreintes judiciaires, de plus en plus fréquentes, portent directement atteinte au droit de grève. Quant au droit au travail, c'est au million de chômeurs et d'exclus qu'il faudrait en parler... Tous voudraient bien exercer leur droit au travail. Levaux lui-même met chaque semaine des dizaines d'ouvriers en chômage partiel à CMI.

Levaux brandit le droit au travail pour tenter de diviser les travailleurs. On peut même s'attendre

à ce qu'il fasse intervenir la gendarmerie pour faire respecter ce qu'il appelle le «droit au travail», c'est à dire le droit du patron d'embaucher ou de licencier qui il veut.

Les ouvriers ne sont pas dupes, beaucoup viennent au piquet jeter ces lettres dans le brasero, la combativité augmente. Tous savent que sous le capitalisme, le droit au travail n'existe pas; seul existe l'exploitation des travailleurs par les patrons. Le droit au travail ne peut être garanti que sous le socialisme, où la classe ouvrière a le pouvoir et organise l'économie en fonction des besoins des gens.

Balteau : trois semaines et demi d'occupation

La direction de l'usine de transformateurs électriques de Beyne-Heusay (région liégeoise) voulait liquider un cinquième des emplois et réduire de 10 % la masse salariale. Elle a atteint partiellement ses objectifs, car des dirigeants syndicaux sont tombés dans le piège de la compétitivité. Sur les 340 travailleurs, 70 devront quitter l'usine. La masse salariale sera finalement réduite de 4,15 %

(la moitié du treizième mois), et sera dépendante des bénéfices de l'entreprise. Si le bénéfice brut atteint 69 millions, les ouvriers recevront leur treizième mois complet. Dans le cas contraire, il sera de 95 %. Le patron promet même d'accorder 105 % si le bénéfice est élevé. Pour "stimuler" le personnel, la direction instaure, en accord avec les directions syndicales, des "groupes de progrès" (1), c'est-à-dire le management participatif.

Certains dirigeants syndicaux crient victoire. Les salaires pourraient même être augmentés, affirment-ils. Dès le départ, ils avaient accepté le départ de 70 travailleurs, dont 8 protégés (5 employés et 3 ouvriers). Dix personnes seront licenciés avec une prime de 600.000. Cela sous prétexte de sauver l'entreprise. Plusieurs travailleurs ont exprimé

leurs inquiétudes lors de l'assemblée finale. «Des bénéfices cela peut-être truqué»; «Deux de nos délégués ont été licenciés en juin 95, qui dit qu'on ne licenciera pas les actuels, qui garantira encore cet accord?» «Pourquoi seulement 4 des 47 prépensionnables sont jugés indispensables ? Ne sommes nous pas tous indispensables ?» Le mirage du maintien du salaire sera vite dissipé. Le départ des

collègues sera durement ressenti dans l'augmentation du rythme. Les groupes de progrès se dévoileront comme groupes de collaboration à la régression. L'occupation de l'usine activement menée et l'unité des délégués syndicaux sont autant d'atouts pour ne pas baisser les bras et préparer le prochain combat. (J.C.)

1. Projet d'accord, 12 mars 1996.

Honteux chantage à Cockerill-Sambre Charleroi

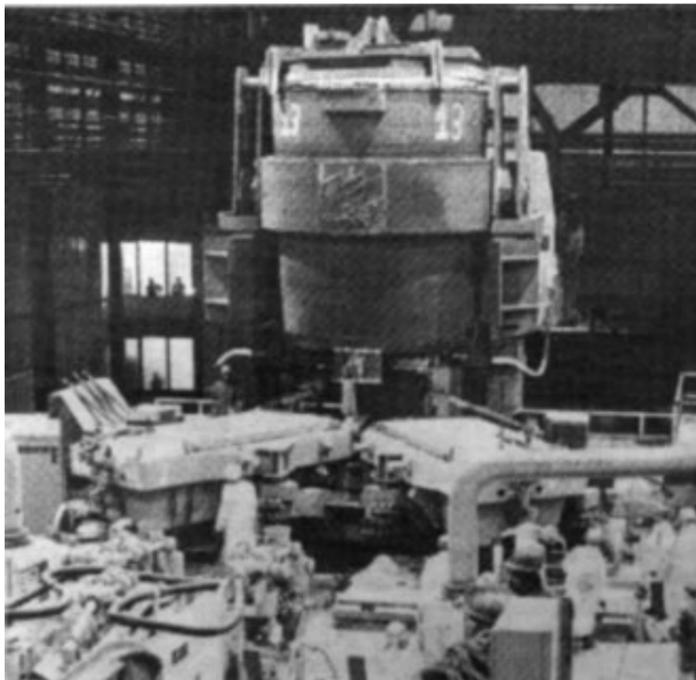
Les ouvriers ont refusé l'échange "réductions de salaires contre embauches"

Patron et directions syndicales proposent aux ouvriers de financer avec leur salaire l'embauche de 51 jeunes temporaires. Les ouvriers, estimant que le patron peut payer avec ses bénéfices, ont dit non au référendum scandaleux. Malgré le ton culpabilisant de ce chantage.

Ernesto

Les délégations syndicales FGTB-CSC ont invité tout le personnel de Cockerill-Sambre-Charleroi à une assemblée générale, le 11 mars, pour exposer le message de la direction, diffusé par le président Gandois et l'administrateur-délégué Delaunois : nous acceptons toutes les expériences de réduction du temps de travail, à condition que cela ne coûte pas un franc à l'entreprise. La proposition concrète, défendue par les syndicats, était de réduire les salaires de 2 % et d'appliquer l'index du 1er mars pour permettre l'embauche définitive de 51 temporaires et la réduction du temps de travail de 37 à 36 h. Les deux syndicats parlaient d' "opération blanche" pour les travailleurs. Ils s'agit pour eux d'une réduction du temps de travail "cofinancée" par les ouvriers. Ces propositions ont été accueillies par les huées et les protestations d'une grande partie de l'assemblée. Le président de la délégation syndicale FGTB, Dario Delzotto, a exposé la situation de l'entreprise : « Suite à l'arrêt du haut-fourneau 5 (HF5) et d'une partie des outils qui l'alimentent, il y a 180 personnes excédentaires parmi lesquelles 60 jeunes d'environ 25 ans, qui travaillent depuis un an sous contrat à durée déterminée (CDD). Pour résoudre le problème de ces excédentaires, la direction

avait proposé dans un premier temps (comme en 1987) des primes de départ qui s'élevaient à 900.000 F brut environ et un transfert d'une partie du personnel excédentaire, sur base de volontariat, sur le site de Cockerill-Sambre-Liège. Le HF5 est à l'arrêt depuis le 29 février, seuls 30 ouvriers ont pris la prime et un seul a été transféré à Liège. Cette proposition patronale s'est donc soldée par un échec : il reste actuellement 105 excédentaires et 51 CDD. » Le président de la délégation CSC, Claude Baria, a rappelé qu'à Charleroi, on avait trouvé des formules pour maintenir l'emploi (huées). Il rappelle justement qu'à cause du Plan global, les salaires sont bloqués et que cela n'a rien apporté pour l'emploi, par contre les patrons ont vu leurs bénéfices augmenter. Malheureusement, il n'en tire pas la bonne conclusion : il accepte l'idée du "cofinancement", proposition sur laquelle les deux directions syndicales appellent à se prononcer par un vote secret (voir ci-contre le libellé complet du bulletin de vote). Certains étaient contre la proposition de supprimer l'index, mais la présentation sur le bulletin de vote provoquait un choix douloureux (voir ci-dessous). Cela revenait, en votant "non", à liquider les 51 temporaires. Sur 1346 votants, 681 ont rejeté la proposition patronale,



Les ouvriers de Cockerill-Sambre à Charleroi ont refusé le chantage odieux. Leur refus est une première entaille dans le "Contrat pour l'emploi" que le gouvernement veut imposer à tous les travailleurs.

629 ont voté pour et il y a eu 36 bulletins nuls ou blancs.

«C'est toujours les ouvriers qui doivent payer»

Les réactions de l'assemblée témoignent de la détermination des ouvriers. «C'est toujours les ouvriers qui doivent payer. Nous sommes pour l'embauche des jeunes mais c'est le patron qui doit payer et pas nous.» «Si on revient à 35 h sans perte de salaire, c'est pas 51 mais plus du double qu'on engage.» «Le patron a fait l'année

passée (sur les six premiers mois) 3,5 milliards de bénéfices et il est d'accord pour la réduction du temps de travail à condition qu'il ne paie rien; c'est pas normal, il n'a qu'à laisser tomber lui-même 10% de ses bénéfices pour l'embauche des jeunes.» «Les patrons de Cockerill-Sambre disent qu'ils veulent agir contre l'exclusion : de la démagogie.» L'argument de beaucoup d'ouvriers : par principe, ce n'est pas aux travailleurs à payer. C'est un chantage patronal à l'emploi. «Nous ne voulons pas d'un système anglais: avoir un travail et être pauvres.»

De nombreux ouvriers sont sortis furieux. «Nous aurions dû boycotter le vote, car c'était le choix entre la peste ou le choléra.» «Nous sommes bien sûr pour l'embauche des jeunes, mais on n'a pas eu le choix, on aurait dû voir sur le bulletin : oui à l'embauche des jeunes, suite au retour à 35 h sans perte de salaire.»

Le partage de la misère

Au lendemain de l'assemblée, tous les journaux ont fait porter la responsabilité du licenciement des 51 jeunes sur le personnel qui a voté contre. La Nouvelle Gazette de Charleroi (12/3/96) titrait : «La solidarité ne fait pas recette». Le Journal et Indépendance faisait état du «non de l'incompréhension». Ce qui est faux, car le responsable de la crise et du chômage est et reste le patron, pas la classe ouvrière. La proposition syndicale n'a pas de sens, la crise ne se résoudra pas par le fait que la classe ouvrière paie l'embauche ou la création d'emplois (précaires). La réduction du temps de travail avec perte de salaire ou les petits boulots du type ALE (Agence Locale pour l'Emploi) n'empêcheront pas la pauvreté. Ce n'est que déplacer le problème des chômeurs vers l'ensemble des travailleurs. C'est partager la misère. La seule solution, c'est faire payer les patrons, les seuls qui ont l'argent. Le rapport de la Banque Nationale 1995 révèle que les bénéfices des sociétés sont passés de 777 milliards en 1994 à 878 milliards en 1995.

Première victoire contre le nouveau plan global

Les travailleurs de Cockerill-Sambre entaillent le "Contrat pour l'emploi" de Dehaene

Sauver l'index au détriment des salaires, c'est une préparation au "Contrat pour l'emploi" que le gouvernement veut conclure avec les patrons et les syndicats. Tollet, le président du Conseil central de l'économie, a proposé la semaine dernière un arsenal de mesures qui, au nom du maintien de la compétitivité, enchaînent les salaires belges au salaires allemands, néerlandais et français. Les salaires, y compris leur indexation, ne pourraient franchir une norme déterminée. Que se passerait-il si l'inflation galopait ? «En cas d'inflation élevée, si les hausses d'index faisaient déraiper le parallélisme avec nos voisins, soit nos fiches de paie devraient rentrer dans le rang, soit on reverrait à la baisse les augmentations prévues.» En d'autres termes, on sauverait l'index. En réalité on s'attaque au

salaires net. Tollet propose encore, dans les entreprises où l'augmentation des salaires dépasse la norme établie, d'utiliser la différence pour l'emploi, c'est à dire pour financer la diminution du temps de travail collective ou individuelle. De cette façon ce ne sont pas les patrons mais les travailleurs qui paieront la réduction du temps de travail. Le vote qu'ont émis les sidérurgistes de Charleroi est donc une première victoire dans la lutte contre les mesures salariales prévues dans le "contrat d'avenir pour l'emploi" de Dehaene.

Travailler pour un salaire de misère comme aux USA ?

Créer de l'emploi en diminuant les salaires ? C'est généraliser la

pauvreté. Aux Etats-Unis, entre 1970 et 1990, 28,8 millions d'emplois ont été créés par la diminution du temps de travail, payée par les travailleurs.

Dans le secteur des services par exemple, la durée de travail moyenne a diminué de 37,5 heures en 1966 à 33 heures en 1992. Mais les salaires ne sont guère assez élevés pour survivre et vingt-

cinq millions d'Américains ne disposent pas d'assurance sociale (santé, chômage). 18 % des travailleurs américains travaillant à temps plein vivent en dessous du seuil de pauvreté.

COCKERILL SAMBRE

CONSULTATION A COCKERILL SAMBRE SUR LA PRIORITE A L'EMPLOI ET LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR LES TRAVAILLEURS SALARIES

OUI je suis pour la solidarité (engagement de jeunes temporaires) OUI je suis d'accord de cofinancer 5 jours de congés en plus par an	<input type="checkbox"/>
NON à la solidarité NON à l'embauche des jeunes temporaires NON à la réduction du temps de travail cofinancée	<input type="checkbox"/>

Dix ans après la marche des Beurs

Peter Wolfs

“Dix ans de marche des Beurs” (1), livre du franco-algérien Saïd Bouamama, raconte la marche historique pour l'égalité et contre le racisme (1983). Elle débuta à Marseille et se termina à Paris avec cent mille personnes. Mais il analyse surtout dix années de récupération social-démocrate du mouvement. Leçons utiles. Aussi pour les antiracistes belges.

Saïd Bouamama est un auteur de gauche d'origine algérienne, docteur en sociologie et chercheur à l'IFAR (Institut de formation de travailleurs sociaux, à Lille). Il a en outre fondé l'organisation “Mémoire Fertile” qui veut construire une force au niveau du pays au sein de l'immigration et trouve des appuis dans les mouvements de lutte des masses françaises.

Son livre veut offrir à la nouvelle génération de militants antiracistes une mémoire collective, pour qu'ils ne reproduisent pas les erreurs de leurs prédécesseurs. Selon lui, l'ignorance de l'histoire et le manque d'analyse de la lutte de ces dernières décennies constitue la principale raison des défaites du mouvement antiraciste : «Les marcheurs de 1983 sont les héritiers généralement inconscients de plusieurs décennies de lutte de l'immigration. De nombreuses manipulations, récupérations et instrumentalisation auraient pu être évitées si le bilan des luttes des parents avait été vivant et disponible» (1).

Leurs parents, ce sont les immigrés algériens qui ont organisé la solidarité avec la guerre d'indépendance de leur pays. Dans les années septante, ils étaient à l'avant-garde de plusieurs luttes ouvrières. Ils organisèrent une grève des loyers dans les “foyers” de la Sonacotra en 1976-1977 et combattirent de 1977 à 1980 pour obtenir le permis de séjour de dix ans et régulariser le séjour des clandestins.

La Marche pour l'égalité en suivant Martin Luther King...

Saïd Bouamama décrit l'origine et le développement de la “Marche des Beurs”. Les perquisitions effectuées le 21 mars 1983 dans la “cité des Minguettes” près de Lyon par des policiers qui “se défoulent” et occupent le quartier provoquent une véritable émeute. Le prêtre Christian Delorme parvient à convaincre les jeunes de traduire leur colère en une grève de la faim. Celle-ci se termine le 8 avril et obtient comme seul résultat la mise sur pied d'une “commission d'enquête”.

Les militants aînés de l'immigration mettent les jeunes en garde contre la récupération,

mais sans proposer d'alternative. L'été 1983 est particulièrement meurtrier. A divers endroits en France, les immigrés sont victimes de fusillades racistes. A Argenteuil, La Courneuve, Nancy, Saint-Denis, en Corse, à Montreuil, etc. des immigrés tombent sous les balles... de la police. Parmi les victimes : Tawfik Ouanès, 9 ans, Mohamed Sabani, 11 ans, Salah Djenane, 9 ans. La colère est grande. Beaucoup de jeunes veulent organiser des groupes d'autodéfense. D'autres s'y opposent, mais se sentent impuissants. Tous s'accordent pour dire que la police et la justice à deux vitesses sont les principaux ennemis. Mais les revendications concrètes et les plans d'action collective restent absents.

Dans ce climat, Delorme lance sa “marche pour l'égalité” à l'exemple de celle de Martin Luther King aux Etats-Unis. L'initiative a immédiatement l'appui du réseau Cimade (Service oecuménique d'entraide) et du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), ainsi que d'une série d'organisations humanitaires, antiracistes et progressistes. Ceux-ci veulent transformer la marche en une large opposition à la montée du Front National. Certains prônent également la revalorisation des “valeurs de gauche” de la social-démocratie, le PS au pouvoir depuis 1981 ayant perdu une bonne part de son crédit parce qu'il n'a pas tenu ses promesses (voir p. 13). Ils escamotent les revendications des jeunes pour l'égalité des droits, contre la police et la justice. Ils les remplacent par de vagues discours moralisateurs sur la “coexistence” et le “bonheur pour tous”.

Mais les associations de l'immigration veulent des revendications concrètes et protestent contre le fait qu'on épargne le gouvernement. A Paris, l'ANGI (Association pour la Nouvelle génération immigrée), Radio-Beur, le journal Sans Frontière etc. créent un Collectif Jeunes. Lequel met l'accent sur la terreur exercée contre les immigrés par les services de police et les commandos fascistes. A ces “tontons flingueurs malades de la gâchette”, ils rétorquent : «Rengainez, on arrive, la chasse est fermée» (2). A son départ à Marseille le 15 octobre 1983, la marche n'attire guère l'attention du public. Le PS se tient à distance. Mitterrand écrit à

Delorme. Il ne parle pas de la marche, mais exprime son “estime” pour le travail des animateurs sociaux des quartiers. «Je ne doute pas que vous pourrez collaborer utilement à l'avenir avec les services de Mme Dufoix et M. Trigano» (3). Ce n'est qu'à partir de Lyon que la mobilisation prend vraiment de l'ampleur. Des jeunes sont descendus de Paris et distribuent des tracts : «Il est facile de parcourir le pays sous la houlette de quelques curés se sentant l'âme missionnaire, eux-mêmes à la solde de l'Etat...» (4). Le débat est dur et à partir de ce moment de nombreuses associations accordent leur appui “critique”. Une véritable dynamique se met en route.

A l'arrivée à Paris, la marche a mobilisé plus de cent mille personnes. Mitterrand reçoit une délégation. Il annonce l'adoption du permis de séjour de dix ans, vieille revendication de l'immigration. Ce sera la seule concession obtenue par les marcheurs. La loi contre les crimes racistes, évoquée également, ne verra jamais le jour.

Contre la récupération, fusion avec la lutte ouvrière

Quelques jours après l'arrivée de la marche, une grève éclate à l'usine Talbot de Poissy, près de Paris. Les ouvriers, parmi lesquels beaucoup d'immigrés, occupent l'usine et refusent un plan qui menace 8.000 emplois. Lorsque les CRS (gendarmes français) et des milices privées viennent

évacuer l'usine, ils sont soutenus par des non-grévistes qui crient “Aux fours, les Arabes” et “A la Seine, les Noirs”. Les images diffusées par la télévision dans les foyers provoquent la consternation parmi les immigrés. La presse oppose la marche des jeunes “Beurs pacifiques” à la violence de leurs parents, les “vieux analphabètes”.

A présent, les jeunes comprennent mieux où la bourgeoisie française veut en venir avec sa mode “beur”. Le Collectif parisien de la marche organise une manifestation de solidarité. «On est allé dans l'usine, on a fait un mini-meeting; les travailleurs étaient heureux, ils nous racontaient comment ils étaient embauchés. Pour moi, ça reste le geste symbolique le plus fort de cette période» (5).

Ce geste impressionne également la bourgeoisie. Le premier ministre Pierre Mauroy ranimera le spectre de l'intégrisme, en dénonçant «la manipulation des immigrés par des groupes et mouvements qui n'ont rien à voir avec la réalité française...» (6).

(1) Saïd Bouamama. Dix ans de marche des Beurs. Chronique d'un mouvement avorté. Paris 1994, p. 230. Le mot “Beur” désigne les enfants nés en France de parents immigrés d'origine maghrébine. (2) Conférence de presse, 13 octobre, citée par Bouamama, p. 60. (3) Cité par Bouamama, p. 62. Dufoix et Trigano : collaborateurs gouvernementaux responsables immigration et quartiers. (4) Saïd Bouamama, p. 65. (5) Kaïssa Titous. J'ai claqué la porte de SOS Racisme, cité par Bouamama, p. 86. (6) Saïd Bouamama, p. 87.

Saïd Bouamama au CIC



Saïd parlera de son livre au Centre International, bd M. Lemonnier 171 à 1000 Bruxelles, vendredi 5 avril à 20 h. Organisation : Objectif 479.917 et Ligne d'alarme racisme.

Bilan des luttes



Le “socialiste” Mitterrand ses promesses aux im

Des “petits gestes” du début à une p

Les “dix ans de marche des Beurs” décrits par Saïd Bouamama se situent sous la présidence de François Mitterrand (1981-1995). L'auteur dresse un bilan démystifiant de la politique anti-immigrés de ce social-démocrate.

Lorsque Mitterrand accède à la présidence en mai 1981, les espoirs sont énormes. Beaucoup de jeunes des quartiers populaires ont soutenu sa campagne électorale. Le 10 mai 1981, des milliers de personnes manifestent dans les rues. Mitterrand promet d'accorder le droit de vote communal aux immigrés et annonce une nouvelle politique sociale.

Une première série de mesures semble justifier les espoirs. Le droit au regroupement familial est à nouveau appliqué, les jeunes résidant en France depuis leur dixième année ne pourront plus être expulsés, les immigrés sont autorisés à créer des

organisations. Sur le plan social, le SMIC est rehaussé, mais la réalisation des promesses les plus importantes se fait attendre.

Le gouvernement avait annoncé des mesures exceptionnelles en vue de la régularisation des ouvriers clandestins. Mais rien n'est fait dans la pratique. En octobre 1981, une nouvelle loi sur l'immigration est adoptée. Elle conserve l'essentiel de la loi précédente qui avait suscité la haine des immigrés. Le principe de la double peine est maintenu. Tout immigré condamné à une peine de prison de plus d'un an peut être expulsé après avoir expurgé sa peine. Quant au droit de vote, il reste dans le placard.

Plusieurs revendications de Le Pen mises en pratique

En octobre 1984, le conseil des ministres prend de nou-

ltes antiracistes en France



Mitterrand trahit x immigrés

à une politique raciste

velles mesures en matière de regroupement familial. Bien que le droit de vivre dans sa famille soit inscrit dans la Constitution française, il est violé pour ce qui concerne les immigrés. Pour faire venir son conjoint ou ses enfants, l'immigré doit dorénavant prouver qu'il dispose de suffisamment de moyens financiers et d'un logement adapté. Le but est de limiter de manière radicale le nombre des regroupement familiaux. Pendant ce même mois d'octobre 1984, le gouvernement annonce la création de treize centres fermés dans le cadre de la lutte contre "l'immigration clandestine". Des centres de ce genre existaient déjà, mais leur nombre est fortement augmenté.

Dans cette même période, le gouvernement prend des mesures tendant à réduire sérieusement le droit d'asile. Avant qu'un réfugié ne puisse entamer la procédure de reconnaissance de son statut, la préfecture locale

doit d'abord lui fournir un permis de séjour. Ainsi, le gouvernement "socialiste" applique plusieurs revendications du programme du Front National.

Les ténors PS et la surenchère raciste

L'institutionnalisation du FN fasciste et la fascisation générale de la société ont pour effet que dès la fin des années 80, les ténors politiques, de l'extrême droite au PS, s'engagent dans une surenchère dans le discours raciste. Le 3 décembre 1989, Michel Rocard (PS) déclare : «La France ne peut pas héberger toute la misère du monde». Ce même mois, Mitterrand ajoute : «L'immigration clandestine ne peut pas être tolérée» et «le seuil de tolérance a été atteint dans les années 70» (1).

(1) Cité par Saïd Bouamama, op. cit, p.198.

"SOS-racisme" : récupérer des jeunes pour le PS

La Marche pour l'égalité (voir ci-dessus) suscite un grand débat sur la politique et la stratégie dans toutes les organisations participantes. Mais les tentatives en vue de parvenir à une plate-forme commune ont peu de succès. Les organisations sont très différentes et très éparpillées. Il n'y a pas de direction politique unifiée.

Certaines organisations de jeunes et d'immigrés se radicalisent. Elles mettent l'accent sur "l'indépendance". S'opposant à la mode "Beurs", elles soulignent l'importance de l'unité entre les organisations d'ouvriers immigrés et celles des jeunes. Elles veulent donner une forme concrète aux droits égaux. Elles veulent arracher, enfin, des mesures contre les "tontons flingueurs", les policiers qui abattent les immigrés.

Pour le compte du courant Fabius au sein du PS, l'ancien trotskiste Julien Dray travaille à la "nouvelle école socialiste". But central : la reconquête de la jeunesse des quartiers. Une stratégie se dégage visant à neutraliser la résistance de ces jeunes et en même temps à récupérer les voix de la jeunesse française en faveur du PS. SOS-racisme voit le jour. Avec le badge "Touche pas à mon pote" et des slogans profonds comme "J'aime qui je veux", le ton est donné. Ce mouvement est soutenu massivement par les médias, le monde politique. Une armée de "vedettes" se produit aux concerts de foule organisés par SOS-racisme.

Certaines organisations tentent de clarifier les revendications et les objectifs, mais SOS sabote leurs efforts, s'accrochant à son discours abstrait et moralisateur. «Touche pas à mon pote, ce n'était plus le combat pour l'égalité. Personnellement je me suis laissé prendre au bluff», admet un "ancien".

Un problème d'intégration ?

Initialement, SOS propagait une "société multiculturelle". On assistait ainsi à une culturalisation du racisme : il s'agissait d'apprendre aux "groupes ethniques" différents à cohabiter pacifiquement. Le Front National entre habilement dans ce discours en lançant son "droit à la différence". Dorénavant, les immigrés ne sont donc plus des êtres inférieurs du point de vue biologique. Ils ont une "culture" différente et c'est leur droit. Seule-

ment, ces cultures différentes ne peuvent exister "ensemble" et les immigrés doivent donc "rentre chez eux".

SOS est gêné par cette récupération par les fascistes. Aussi, Harlem Désir, figure de proue de SOS, change d'orientation et devient le grand défenseur du "modèle d'intégration". Mais ce mot d'ordre est celui du concurrent France Plus. Finalement, la seule revendication concrète avancée par SOS est la désignation d'un "ministre de l'Intégration". Dès la fin des années 80, les leaders commencent à abandonner le navire à la dérive.

France Plus : former une élite immigrée

Le courant Rocard au sein du PS lance l'organisation "France Plus" en réaction à SOS. Il s'agit de créer un lobby immigré électoral et élitaire. "Politiser" le mouvement, signifie pour eux placer une élite immigrée sur les listes électorales du PS. Au premier abord, ce mouvement connaît un certain succès, attirant une couche sociale d'immigrés qui ont obtenu des emplois rémunérés suite à la politique d'institutionnalisation et aux subventions attribuées aux programmes sociaux des quartiers.

"Intégration" devient ainsi le slogan central. Dorénavant, les jeunes des quartiers n'ont plus de problèmes sociaux mais un problème d'intégration. En 1990, France Plus soutient la participation de la France à la guerre contre l'Irak et appelle les immigrés à s'y associer. L'intégration est ainsi poussée à sa conséquence extrême.

Faute de programme clair et unifié, le courant "indépendant" du mouvement immigré et les antiracistes ne parviennent pas à se dresser contre cet appel à la collaboration totale et il se taisent. Mitterrand est satisfait de cette "intégration", c'est-à-dire de la soumission des immigrés. Il félicite la "communauté arabe" de son sang-froid.

(1) Kaïssa Titous, cité par Saïd Bouamama, o.c. p 121.



1 Mai PTB

Bouamama sera au débat à la fête PTB du 1 Mai. "Les jeunes, cibles de la police et de la gendarmerie". Témoignages de Lille, Paris, Lyon, Londres, Bruxelles, Anvers... 16 à 17h30.

Des immigrés piégés

En 1979, une première révolte violente de banlieue éclate. Dans le quartier HLM La Grapière à Lyon, qui abrite surtout des ouvriers immigrés, toutes les générations luttent ensemble contre la police après l'arrestation brutale d'un jeune immigré, suivie par une expulsion. Le même scénario se répétera d'innombrables fois dans les années 80 et 90. Les gouvernements successifs traitent le phénomène comme "un problème qu'il faut gérer". Il ne s'attaquent pas aux causes sociales, mais affinent leurs techniques pour maîtriser la révolte sociale.

Une de ces techniques est la mise en place d'un réseau de délateurs ou de "balances", recrutés parmi une population en difficulté : toxicomanes, prostituées, habitants "français" paupérisés et susceptibles d'avaloir la démagogie raciste.

En 1985, 148 "quartiers sensibles" sont inscrits au Plan Etat-Région. Les organisations de jeunes sont appelées à s'associer au système en échange de subsides. Certains de leurs membres deviennent des forces rémunérées. Des groupes qui représentaient d'abord la révolte des jeunes, deviennent des gérants

d'initiatives de récréation, dépendants des pouvoirs politiques locaux. Là où les organisations rechignaient à s'associer à ces programmes, les autorités ont créé un "secteur social" entièrement nouveau et visant uniquement des améliorations individuelles. «Une couche nouvelle de salariés jeunes issus des cités accède ainsi à la promotion sociale. Elle doit son existence et son ascension à la contestation des années précédentes. Elle a désormais la mission d'éviter que celle-ci ne se reproduise.» (1)

En Belgique également, certaines organisations ont été prises au piège de l'"institutionnalisation" après la révolte de 1991 à Forest. Mais le centre des immigrés TINT de Louvain qui a refusé de s'inscrire dans la politique du bourgmestre Tobback, s'est vu couper les vivres par le bourgmestre SP qui construit à présent son propre "centre immigré". Philippe Moureaux, bourgmestre PS de la commune bruxelloise de Molenbeek, a organisé un réseau de maisons de quartiers sans concertation avec les organisations sociales existantes et contre elles. En offrant des emplois rémunérés, il espère lui aussi obtenir la collaboration de certains immigrés.

Lancer un débat

Selon Saïd Bouama, la faiblesse principale du mouvement antiraciste français a été l'absence de revendication claire et radicale pouvant unifier les luttes. En conclusion de son livre, il propose de lancer en France un débat politique sur les droits égaux, notamment via l'octroi automatique de la nationalité et la "désacralisation" de la notion de "nationalité". La dernière

action politique pour la revendication des droits égaux en France date du début des années 80. L'absence de ce thème a certainement contribué à la capitulation du mouvement antiraciste en France.

"Mémoire Fertile", l'organisation de Bouamama, soutient d'ailleurs la manifestation d'Objectif 479.917 pour les droits égaux le 24 mars.

Repli sur l'identité ? Danger de division.

La France a montré qu'un mouvement antiraciste vague et moralisateur, en "large front" avec la social-démocratie, mène à abandonner des revendications antiracistes conséquente. Et à justifier les partis bourgeois. Entre-temps, ces partis, y compris le PS, organisent eux-mêmes la fascisation. Saïd Bouamama nous met également en garde contre la tendance de "repli sur leur propre communauté" constatée chez certaines organisations d'immigrés. Accepter l'"ethnisation" du débat conduit à une plus

grande division entre des gens qui appartiennent à la même classe sociale, ayant mêmes intérêts et mêmes ennemis. «La voie identitaire ne permet pas de poser nos vrais problèmes qui sont d'abord d'essence sociale, économique et politique» (1). «Un "Mohamed" peut défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres et un "Jean-Pierre" peut, à l'inverse, être le porte-parole de nos aspirations et de nos revendications» (2).

(1) Saïd Bouamama, o.c. , p. 231. (2) Idem, o.c. , p. 222.

Va-t-on vers un quatrième procès Irma Laplasse ?

La défense de la collabo d'Oostduinkerke en appel contre l'arrêt de l'Auditorat militaire

Le jugement du 14 février a surpris. L'extrême droite était sûre de l'acquittement d'Irma Laplasse et avait même préparé une campagne. Dès le lendemain du procès, Annemans du Vlaams Blok devait déposer un projet de loi pour l'amnistie au parlement. Ce fut un bide, mais le scénario préparé montre l'enjeu réel : l'amnistie complète pour tous les collabos.

Herwig Lerouge

Après s'être remis de leurs émotions, les partisans de la fermière collabo d'Oostduinkerke et le lobby pro-amnistie repartent à l'attaque. Verbist, le défenseur de Laplasse, interjette appel devant la Cour de cassation. Cet appel est le seul recours possible dans cette affaire.

Selon Verbist, l'Auditorat militaire n'aurait pas suffisamment tenu compte de ce que le 7 septembre 1944, les Allemands auraient pu être informés de l'arrestation d'Allemands et de collaborateurs par d'autres personnes qu'Irma Laplasse. Cette considération avait conduit l'Auditorat militaire à réduire la sentence de peine de mort en emprisonnement à vie. Les antifascistes jugent cette argumentation très douteuse. Ni au cours du premier procès en 1944, ni lors de l'appel en 1945, ni pendant le procès de 1996 on n'a pu découvrir cette autre personne qui serait la dénonciatrice à la place ou à côté d'Irma Laplasse. L'adoucissement de la peine

décidée par la Cour en 1996 est donc considérée comme injustifiable par de nombreux démocrates et résistants.

Un vilain tour

Verbist a déposé sa demande de recours en cassation quelques minutes avant l'expiration de l'ultime délai. Selon le torchon d'extrême droite "Pallietkerke" il a voulu empêcher ainsi que «les parties civiles - lisez les familles des résistants - ne puissent elles aussi encore entreprendre des démarches judiciaires...» (1). Cela pourrait changer tout à fait le déroulement d'un nouveau procès éventuel. Pallietkerke : «A Bruxelles on a connu la situation absurde que les familles de résistants pouvaient bel et bien participer aux débats et appeler des témoins à la barre, alors que la Cour ne devait décider qu'en fin de procès si elles pouvaient se constituer partie civile...» (1)

Or il faut savoir que l'Auditorat militaire a prononcé la condamna-



Janvier 96: Résistants et antifascistes rejettent victorieusement l'amnistie au procès Laplasse

tion de Laplasse le 14 février dernier «sans tenir compte des éléments de preuves (...) uniquement apportés par la partie civile (c'est à dire : les familles des victimes, ndlr)» (2). La Cour a donc décidé de ne pas admettre que les victimes se constituent partie civile et de ne tenir aucun compte des innombrables témoins qu'ils ont fait appeler. Heureuse-

ment, les témoignages irréfutables de soldats allemands, comme Lenz, et de différents habitants d'Oostduinkerke à charge de Laplasse étaient tellement accablants que l'acquittement exigé par l'auditeur De Vidts aurait constitué un scandale.

A présent, l'extrême droite veut obtenir une nouvelle révision du procès sans témoignages des

victimes. Les seuls acteurs admis au procès seraient donc les défenseurs de Laplasse et un auditeur militaire risquant d'être aussi partial que De Vidts.

Les défenseurs des victimes ont néanmoins réagi en déposant en toute hâte leurs conclusions au greffe de la Cour de cassation.

Trop is te veel

Laplasse a déjà bénéficié de trois procès. Chaque fois, elle a été condamnée. A deux reprises, une enquête a été effectuée sur les modalités de l'enquête préliminaire entreprise en 1944 en vue de son premier procès. A deux reprises, le tribunal a jugé que cette enquête préliminaire s'était déroulée globalement de manière correcte. Il n'y a aucune raison de revoir une nouvelle fois ce procès. Si la Cour cassait le jugement de l'Auditorat militaire intervenu le 14 février et si, en outre, les victimes de Laplasse n'étaient pas autorisées à participer à un nouveau procès, on ne pourrait y voir qu'un acharnement scandaleux de la part du gouvernement en vue d'obtenir l'amnistie par tous les moyens. Mais le procès Laplasse a montré que la Résistance et l'Unité Antifasciste sont capables de lui barrer la route.

(1) Pallietkerke, 6.3.96, p. 5. (2) Extrait du Pro Justitia n° 52, 1995; Arrêt du 14 février 1996 de l'Auditorat militaire, p. 28.

Bourreaux présentés en victimes

La légende d'Irma Laplasse : une conférence au Centre International

Martine Pierre

A peine la condamnation d'Irma Laplasse confirmée, ses défenseurs ont annoncé qu'ils allaient en cassation. Pourquoi un tel acharnement ? Qu'est-ce qui permet à une certaine Flandre de continuer à voir dans cette collaboratrice des nazis une victime et une martyre ? Des questions que Jean-Pierre De Staercke, chroniqueur judiciaire indépendant, ne manquera pas de poser à Johan Anthierens, auteur d'un livre récent* sur l'affaire Laplasse, ce mercredi 27 mars au Centre International.

Solidaire a demandé à Annelise Arcq, traductrice du livre, d'expliquer son importance.

Lors de sa parution en néerlandais en octobre 1995, le livre de Johan Anthierens a provoqué beaucoup de grincements de dents en Flandre. Pourquoi ?

Annelise Arcq. Dans les milieux nationalistes flamands, le fait de provenir d'une famille "noire" est souvent considéré comme titre de

noblesse. Par un dévouement de langage, le châtement justifié de ceux qui ont collaboré avec l'ennemi est qualifié de "répression" : ces Flamands "exemplaires" qui ont "combattu" pour la Flandre, ont le sentiment d'avoir été humiliés après la guerre par la justice belge "ennemie". Ce qui suscite la colère d'Anthierens, c'est que ces milieux ont l'arrogance de se présenter comme étant le visage, l'emblème de la Flandre. Non, dit l'auteur, ils n'en ont pas le droit, ils sont "une certaine Flandre" et ils n'ont aucune raison d'en être fiers. Ceux-là mêmes qui prêchent le purisme flamand et la résistance à toutes les influences (francophones, notamment) ont collaboré sans retenue avec les nazis dès leur arrivée. Après la guerre, ils ne l'ont jamais regretté. S'ils réclament l'amnistie aujourd'hui, c'est pour officialiser leur "bon droit" un demi-siècle plus tard.

N'empêche, l'extrême droite n'a pas le monopole de la version "Irma Laplasse, victime innocente d'une répression sanglante"

Annelise Arcq. En effet, Anthierens démonte la manipulation de l'opinion. Les principaux artisans de cette inversion de rôles, qui transforme la coupable en héroïne et les victimes en criminels, sont deux hommes de lettres bien connus en Flandre, le journaliste Louis De Lentdecker et l'historien jésuite Karel Van Isacker. Depuis des années, ils sont les principaux défenseurs d'Irma Laplasse. Ils ont façonné le personnage. Ils ont blanchi sa mémoire. Mais à l'analyse, on doit bien constater que les plaidoyers des deux hommes relèvent d'une vaste opération de manipulation de l'opinion. D'une part, ils manifestent une grande bienveillance envers les milieux de la collaboration et d'autre part ils greffent leur discours sur une conjoncture économique et politique de plus en plus inquiétante : crise économique et montée de l'extrême droite. C'est cette propagande, largement relayée par les médias flamands, par la Flandre officielle et par les plus hautes instances de l'Etat fédéral, qui suscite l'indignation de

Johan Anthierens.

Peut-on dire que la collaboration en Belgique est avant tout liée au nationalisme flamand ?

Annelise Arcq. Absolument pas ! Un des chapitres du livre est consacré à Alberic Nichels, fils d'un notable socialiste d'Alost. Accusé de collaboration, d'avoir dénoncé des résistants à la Gestapo, il a été acquitté... grâce à la machine du Parti Socialiste Belge.

Gardons nous aussi de voir la collaboration comme un phénomène typiquement flamand qui aurait épargné la Wallonie. Les chiffres prouvent que ce ne fut pas le cas. On constate aussi que pour défendre de vrais nazis francophones, les flamingants les plus rabiques mettent de côté leur nationalisme flamand. Le président du Vlaams Blok, Karel Dillen, a demandé "justice" pour Robert Poulet, collaborateur wallon notoire. Le député président de la Volksunie passé depuis au VLD, Jaak Gabriëls, a exigé l'ouverture d'une enquête "au sujet de

l'exécution de personnes condamnées à mort sans procédure honnête". Et il cite, outre des collaborateurs flamands, José Streel, le très francophone idéologue de Rex...

Johan Anthierens n'est pas très connu en Belgique francophone...

Annelise Arcq. Gageons qu'il sera un peu plus avec ce livre, dont toute la presse francophone a parlé en termes très élogieux. Un chroniqueur a parlé d'un livre passionnant, tant sur le fond que pour la forme. Car Anthierens manie la plume comme d'autres le scalpel, parsemant ses pages d'une ironie féroce qui donne envie de lire. Il a donc tout pour plaire aux lecteurs francophones.

* Johan Anthierens, *Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse... et de la Flandre*, EPO, 1996, 206 pages, 698 FB. En vente à la Librairie Internationale, 171, bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. Tél: 02/513 69 07 et dans toutes les bonnes librairies.

Sur le fascisme : "Horizons Noirs"

Jos vander Velpen analyse la droite radicale en Europe

Mai à décembre 1994 : l'Allianza Nazionale de Fini est le premier parti fasciste à participer à un gouvernement de l'Union Européenne... En Autriche, Jörg Haidler compte être élu chancelier dès 1998... En France, la montée des fascistes, moins spectaculaire, n'en est pas moins efficace... En Allemagne, la Nouvelle Droite place la question nationale à l'avant-plan...

Herwig Lerouge

Voilà le sombre paysage qui a inspiré le titre du nouveau livre antifasciste de Jos vander Velpen : "Zwarte horizonten, radicaal rechts in Europa". Paru il y a quelques mois en néerlandais aux éditions Van Halewyck, il sortira prochainement en français aux éditions EPO sous le titre "Horizons noirs".

L'auteur retrace l'évolution récente de l'extrême-droite en Europe occidentale. Pour chaque pays, il s'attarde sur des éléments méritant une attention particulière.

L'Italie : la continuité depuis Mussolini

"Le Vlaams Blok a été élu démocratiquement". C'est ainsi que tous ceux qui veulent remettre les fascistes au pouvoir essaient de dissimuler la continuité entre le fascisme d'avant-guerre et celui d'aujourd'hui. Le livre prend l'exemple de l'Italie pour démasquer cette tactique visant à les hisser au rang de la respectabilité.

L'Italie n'a jamais été épurée du fascisme. Après la chute de Mussolini, les services secrets américains de la CIA recrutent de nombreuses sommités fascistes. La lutte contre le communisme se trouve en tête de l'ordre du jour des Américains. «Une de leurs recrues est le héros de guerre fasciste Borghese, mieux connu comme "le prince noir" à la tête (pendant la guerre) de l'escadron de la mort X-MAS et responsable de la torture et de la mort de nombreux partisans». (p.20)

En 1946, les plus fanatiques parmi les partisans de Mussolini créent le Movimento Sociale Italiano (MSI). Dès 1947, ce parti fasciste est autorisé à participer aux élections communales. Dans les années soixante, le MSI est isolé électoralement. Son aile radicale collabore avec les chefs de l'armée et des services de sécurité pour arrêter l'avancée du Parti Communiste (PCI) et de la gauche. Ils se rendent coupables d'attentats à la bombe (83% des 4.334 actes de terreur commis entre 1969 et 1976 portent le sceau de l'extrême droite). Des dizaines de personnes y trouveront la mort. Avec Miceli, chef des services de sécurité italiens, "Le Prince Noir" Borghese fera une tentative de coup d'état en 1970. Au milieu des années septante, putschistes et terroristes se recycleront en parlementaires. Miceli sera membre du parlement en 1976. La même année, Fini deviendra le président d'une

organisation de jeunesse du MSI. En 1987, il accédera au poste de président de parti. Aux funérailles d'Almirante, le leader "historique" du MSI, il fera son éloge funèbre en déclarant : «Nous passerons le flambeau, il est en bonnes mains». (p.35)

Avec l'aide de nos amis les riches

Entre-temps il y a eu la chute du Mur et le PCI s'est transformé en PDS, un parti social-démocrate ordinaire qui ne représente plus le moindre risque pour le capital. Le patronat italien trouve que les temps sont mûrs pour un grand nettoyage. «Ce sont surtout les entreprises établies dans le nord qui craignent que l'Italie ne parvienne pas à atteindre les normes de Maastricht... (Elles) sont de plus en plus convaincues que la... crise ne peut être conjurée par des méthodes parlementaires, d'autant que... cela fait trop longtemps que les partis traditionnels combinent corruption, incapacité à diriger, politique et mafia» (p.38) Les partis gouvernementaux traditionnels se noient dans le combat contre la corruption. En décembre 1993, Berlusconi, magnat des médias, choisit son camp : «Si j'habitais Rome, je voterais pour Fini, car il représente les forces modérées de l'Italie productive». (p.50) Fini est reçu en audience par la FEB italienne : la Confindustria. Quelques mois plus tard, son parti, rebaptisé MSI-Allianza Nazionale, fera partie du gouvernement Berlusconi.

«Aujourd'hui une partie croissante de l'élite économique considère Fini comme une alternative "fiable" pour Berlusconi... Toute une série de personnages éminents ne cachent pas leur sympathie pour le MSI...» (p.79). Depuis le 25 janvier 1995, le MSI s'appelle simplement Allianza Nazionale, mais la direction n'est composée que d'anciens cadres du MSI. Des dissidents de la démocratie chrétienne y font leur entrée. Fini est prêt pour les élections parlementaires.

Une contre-révolution culturelle : le rôle de l'intelligentsia

L'Italie montre le rôle décisif de l'intelligentsia et de la culture dans la percée du fascisme. A la base de la prise de pouvoir politique il y a une contre-révolution culturelle. «Des intellectuels d'extrême droite... obtiennent (pendant le gouvernement Berlusconi-Fini) un po-



Les idées de l'extrême droite ont aussi envahi tous les partis traditionnels en Allemagne. Le livre de Jos vander Velpen indique les domaines où l'extrême droite détermine déjà la politique des partis traditionnels.

dium national tant à la télé que dans la presse écrite... Inlassablement, ils répètent : l'opposition a commis les mêmes méfaits, parmi les dirigeants fascistes il y avait des héros aussi, les deux camps se sont battus pour leurs idéaux... Sur la RAI on diffuse des films où le cadavre de Mussolini est placé au même niveau que les centaines de partisans fusillés par la Gestapo... » (p.69)

Involontairement c'est notre presse qui nous vient à l'esprit. Marijke Dillen comme présidente de la commission sur les médias du Parlement Flamand, les informations sur l'affaire Laplasse, la campagne pour la réhabilitation du collaborateur Vindevogel dans l'émission Panorama, le flot incessant de propagande fasciste contre le socialisme.

Le programme de Le Pen sur l'enseignement : toute ressemblance...

A l'aide des «Trois cents mesures pour une renaissance de la France», du Front National, l'auteur dissipe tout malentendu. Non, le programme fasciste ne se limite pas à attaquer les immigrés. Un seul exemple, utile dans l'immédiat. Le FN défend l'enseignement privé catholique au nom «du traitement égal des réseaux», exige le «rétablissement de la neutralité de l'enseignement public... contre les endoctrinements cosmopolites et socialisants et pour que les écoles se libèrent de l'état syndical... l'importance accrue des examens... Pour les retardataires le FN a un prix de consolation : la revalorisation du

travail manuel... Le prestige des universités a été dévalorisé par une trop grande participation d'écoliers aux examens d'admission... Les universités doivent être partiellement autonomes en matière de finances par des contrats rentables avec les entreprises. Selon ses propres dires, le FN veut économiser quatre cents milliards de francs dans l'enseignement» (p.127) Bien entendu, toute ressemblance avec certains partis traditionnels de chez nous est fortuite.

On entend à nouveau "Debout, l'Allemagne!"

Dès 1986, les historiens allemands Nolte et Zitelmann accordent un visa universitaire à la réhabilitation de Hitler. «Nolte ne nie pas les crimes de Hitler, mais soutient que le nazisme est une "réaction" contre le bolchevisme "criminel"... Zitelmann... présente le Führer comme un novateur social, économique et écologique, prônant "une plus grande égalité des chances à l'intérieur de la communauté du peuple"» (p.176)

Ces deux universitaires sont le moteur de la Nouvelle Droite, un rassemblement divers de politiciens, hommes de sciences et personnalités des médias, qui veulent réécrire l'histoire et rendre sa conscience nationale à l'Allemagne. Pour la Nouvelle Droite, le premier pas vers le rétablissement de l'état national allemand a été accompli. Ce qu'ils nomment "L'Allemagne Centrale" a été reconquis. Vient maintenant le tour de "l'Allemagne

Orientale", c'est à dire des régions de langue allemande de Tchéquie, de Pologne et même de Russie. La Nouvelle Droite s'oppose de plus en plus aux principes de base de la politique allemande de l'après-guerre : auto-limitation, liens indissolubles avec les Etats-Unis et l'Union Européenne. Le cri de ralliement «debout l'Allemagne!» retentit à nouveau. Et Kohl prépare l'armée à «gérer la crise». Des tentatives ont lieu pour replacer les Balkans sous tutelle allemande. Dans toutes les régions "Allemandes" de Pologne, Tchéquie et à Kalininigrad, des associations proallemandes sont sponsorisées. Vander Velpen décrit comment le culte de la Grande Allemagne a déjà franchi les frontières de l'extrême-droite et contaminé d'anciens intellectuels de gauche éminents.

L'extrême droite est éparpillée en Allemagne, mais son patrimoine idéologique envahit tous les partis traditionnels. Le livre indique les domaines où l'extrême droite détermine déjà la politique des partis traditionnels et ceux où existent des contradictions. Notamment à propos de l'Europe.

"Horizons Noirs" nous apprend à distinguer le fascisme là où on ne le soupçonne pas. Il dénonce clairement la thèse de la "grande différence" entre le fascisme d'hier et l'extrême droite prétendue démocratique d'aujourd'hui. Un livre qui nous permet de voir plus loin que Le Pen et Dillen, car le maudit patrimoine idéologique de ces nazis se répand bien au-delà des frontières du Front National et du Vlaams Blok. A lire vite, le temps presse.

La vraie raison de faux mythes

Saint Nicolas n'existe pas, l'identité nationale non plus

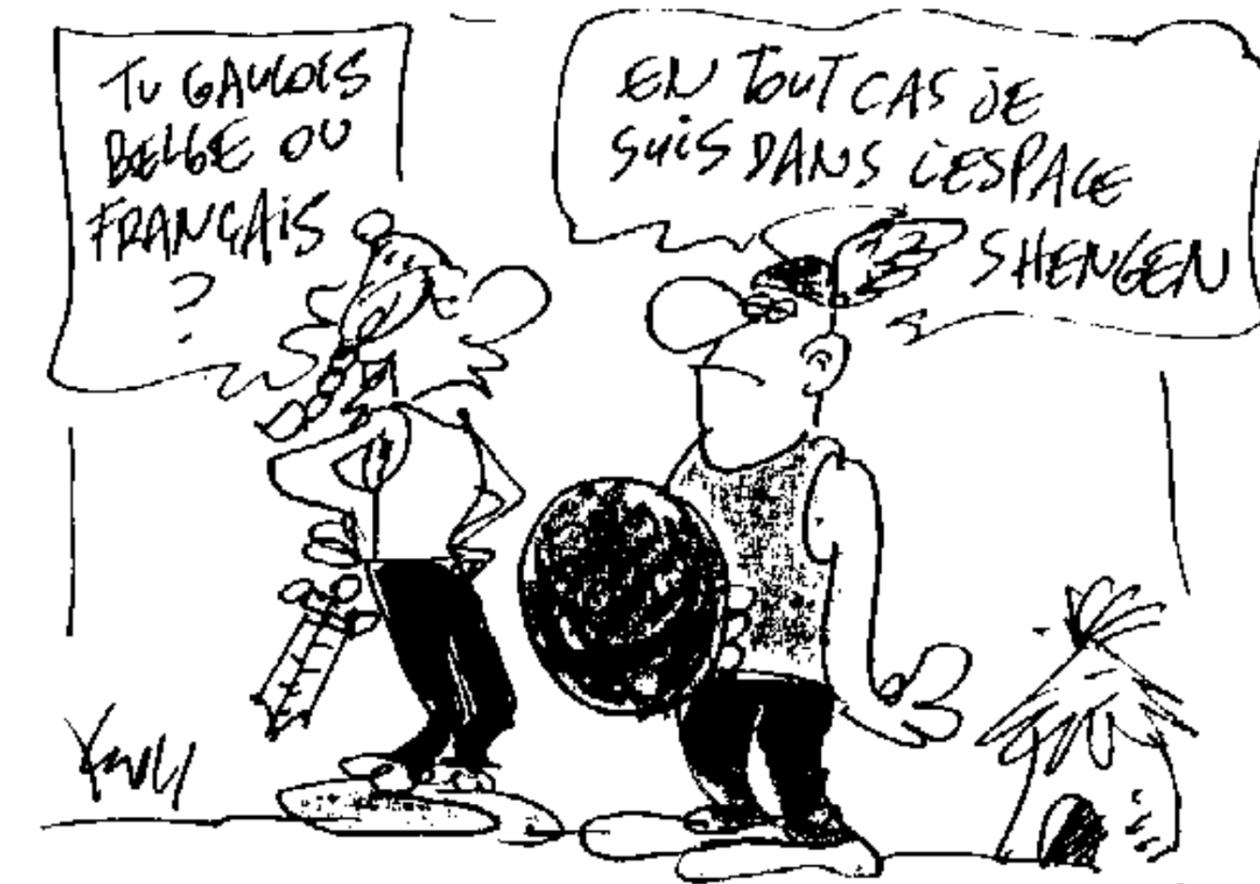
Le livre "Les grands mythes de l'histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie", vendu à 10.000 exemplaires et en tête du hit parade pendant six mois, a déclenché un torrent de réactions haineuses. Nous avons demandé pourquoi à Anne Morelli, qui en a dirigé la rédaction.

Nadine Rosa-Rosso

Anne Morelli. On ne s'était pas attendu à des réactions aussi violentes, issues essentiellement des fascistes, des nationalistes flamands et des régionalistes wallons. Le FN a distribué des tracts finissant par : «Morelli, la Belgique, aime-la ou barre-toi». Une réaction très agressive est aussi venue du côté wallon de l'Institut Jules Destrée, qui a publié une brochure en réponse à 5.000 exemplaires, tout en refusant nos invitations au débat.

Pourquoi cette colère des nationalistes wallons ?

Anne Morelli. Les nationalistes wallons se défendent sans arrêt d'être des nationalistes. Mais quand on sélectionne pour une exposition "100 Wallons pour l'avenir", ce qu'on fait, c'est isoler des "modèles" du terroir. Ils ne seraient pas nationalistes, disent-ils, car ils acceptent des Wallons venus d'ailleurs. Ils y sont bien obligés, car il n'y aurait plus de Wallons s'il fallait décerner des certificats de pureté ethnique ! Créer une "identité wallonne" est un mythe. Il est tout à fait faux d'imaginer les Flamands riches, catholiques et ruraux avec familles nombreuses alors que les Wallons seraient pauvres, socialistes, ouvriers, avec peu d'enfants. Cela revient à nier la diversité des



Caricature de Kroll, réalisée lors d'un colloque à l'ULB avec Anne Morelli.

régions, à nier que le syndicalisme belge est né à Gand, à nier que la commune la plus cossue de Belgique, c'est Lasne, en Brabant Wallon.

Gommer les heurts de classe

Anne Morelli. On vit là sur des stéréotypes qui cachent la diversité sociale d'une région ou d'un pays. Car tel est le but : créer une unanimité sociale et faire croire qu'Albert Frère et moi, on a les mêmes intérêts parce qu'on vit sur le même territoire et qu'on parle la même langue. La fonction du mythe national, c'est de gommer les heurts de classe à l'intérieur d'une même entité. Mais je suis optimiste. J'ai fait des

dizaines et des dizaines de conférences dans toute la partie francophone du pays. La plupart des gens que j'ai vus, à 99,8 %, semblent dire aux nationalistes : "Cause toujours, mon bonhomme".

Les nationalistes te reprochent de priver les gens d'identité. Que leur réponds-tu ?

Anne Morelli. Chacun a besoin d'un certain nombre de légendes. J'ai eu un traumatisme important quand j'ai appris à l'âge de 8 ans que Saint Nicolas n'était pas exactement ce que je pensais, mais maintenant, ça va ! Les légendes transmettent des histoires de génération en génération. La Belle au bois dormant, on peut le raconter, mais il faut être conscient du contenu, c'est un régime

monarchique qu'on transmet, l'admiration vis-à-vis des riches, un rôle subordonné de la femme.

Quant à mon identité, je l'appellerais "pâte feuilletée" : comme travailleur, comme appartenant à la gauche, comme femme, comme mère de famille. Sur chacun de ces aspects, j'ai des points communs avec d'autres gens. C'est vrai aussi qu'il y a des langues que je manie mieux que d'autres, que je vis à Bruxelles, mais le terroir, la langue ne sont pas déterminants pour moi.

Une "identité", un "terroir" de plus en plus étroits

Anne Morelli. Il est beaucoup plus facile, en période de crise, de

jouer la carte du nationalisme, quand les gens sont dans des situations de misère économique. On va les renfermer sur une identité de plus en plus étroite. La Belgique, c'était déjà pas grand, maintenant on se rabat sur les régions.

Mais attention à cette logique ! Bientôt, on dira : pourquoi la Sécurité sociale des Limbourgeois doit-elle être payée par des gens de Bruges ? Ce qui est vrai pour la Flandre, l'est pour la Wallonie : le "terroir" auquel on devrait s'identifier devient de plus en plus étroit. C'est une question de choix : valoriser l'appartenance sociale plutôt que la langue. Je me sens beaucoup plus de liens avec une enseignante de gauche allemande, qu'avec Albert Frère qui parle la même langue que moi.

Pas de papiers ? Pas de soins médicaux !

Eugenia, réfugiée africaine, enceinte et malade, sera-t-elle abandonnée à son sort ?

Lieve Seuntjens

Eugenia, jeune femme africaine, est venue à ma consultation voici un an. Elle était enceinte d'environ douze semaines et gravement malade suite à sa grossesse. Lors de cette première entrevue, je craignais le pire. Elle était très maigre et avait vomi dans la salle d'attente. La clinique du CPAS l'a envoyée à la maison médicale de Médecine pour le Peuple de Deurne (Anvers), parce qu'elle s'était présentée au service des urgences, sans papiers et sans lettre d'introduction d'un médecin. Grâce à la collaboration du gynécologue en chef de cet hôpital, je suis parvenue à la faire hospitaliser. Après quelques se-

maines, elle s'était suffisamment rétablie pour rentrer chez elle. Elle est venue régulièrement à la consultation et me disait qu'elle avait souvent faim. J'ai téléphoné pendant des heures à l'avocat, aux organisations locales qui s'occupent des immigrés dans la région anversoise, afin d'obtenir une régularisation de sa situation invoquant des raisons humanitaires et notamment sa grossesse. Tant bien que mal, nous avons mis sur pied un réseau d'accueil.

Après 24 semaines de grossesse, j'ai constaté une importante perte d'albumine dans l'urine, ce qui pouvait indiquer le début de problèmes rénaux ou éventuellement une intoxication du fœtus.

Eugenia a été à nouveau hospitalisée. Malgré les bons soins, l'état de l'enfant a brusquement empiré durant la deuxième semaine d'hospitalisation, obligeant les médecins à envisager une césarienne. Mais l'enfant est mort après un quart d'heure avant qu'on n'ait pu intervenir. Après l'accouchement, la maman est encore restée dix jours à l'hôpital.

Ensuite, Eugenia a disparu dans l'illégalité. Par crainte d'être expulsée, elle n'a plus pris contact. Jusqu'il y a trois semaines. Elle s'est à nouveau présentée, enceinte. Cette fois, un avortement s'imposait. Je l'ai envoyée au centre à Anvers pour une interruption de grossesse. J'ai pris rendez-vous et

expliqué la situation. Quelle ne fut ma surprise lorsque la femme au téléphone m'a répondu qu'un traitement gratuit était impossible, parce que le centre n'est pas subventionné. «Les gens doivent attendre une semaine ou deux semaines s'il le faut jusqu'à ce qu'ils aient réuni l'argent nécessaire». Ainsi, une femme, obligée de demander une interruption de grossesse pour des raisons médicales, sociales et économiques, après trois grossesses ayant entraîné la mort de l'enfant (deux en Afrique et une en Belgique), serait à nouveau abandonnée à son sort ! J'ai téléphoné à mon réseau social pour récolter l'argent. Cela s'appelle : mendier. Entre-temps,

Eugenia, devenue très méfiante, n'était pas revenue à mon cabinet. Me voilà obligée de partir à sa recherche...

Voilà les situations extrêmes dans lesquelles se retrouvent des réfugiés privés de papiers et de soins médicaux. A la maison médicale de Médecine pour le peuple, ces gens sont soignés gratuitement.

Je lance un appel aux étudiants en médecine et aux travailleurs sociaux : aidez-nous à soigner ces gens ! Les soins médicaux de base sont un droit de l'homme que l'Etat belge doit assurer. Les CPAS doivent assumer leurs responsabilités. Pour cela, il faut les refinancer.

Un général belge se prépare à la purification ethnique

Yougoslavie : Schoups à la tête de 5.000 hommes en Slavonie orientale

Le général belge Schoups commandera cinq mille Casques bleus hyper-armés en Slavonie orientale. Mission essentielle : désarmer les Serbes et les soumettre à la Croatie fasciste.

Serge Thiry

La Slavonie est une région de Croatie dont la population (120 à 180.000 hommes) est à moitié serbe. Etats-Unis et Allemagne veulent que ce territoire soit contrôlé par le régime croate. 880 soldats belges participent à l'opération; en réalité, ils sont les mercenaires au service des intérêts américains et allemands dans les Balkans.

Avant de prendre son commandement, Schoups s'est concerté avec le quartier-général de l'Otan à Sarajevo. Il est aussi allé à Tuzla «pour préciser les accords avec la Première Division américaine» (1). Jack Klein, le supérieur de Schoups au sein des autorités civiles de l'Onu, est un général américain à la retraite.

L'Otan met ses avions Tornado allemands et ses Awacs américains à sa disposition. Schoups dispose également d'artillerie lourde, de chars et d'hélicoptères. «Si les réfugiés croates se présentent à la frontière de Slavonie orientale, il a le droit de leur ouvrir le passage par

la force des armées» (1). En Slavonie orientale, se trouvent aussi 80.000 réfugiés serbes provenant de Bosnie et de Croatie. Eux ne pourront compter sur le «soutien armé de l'Otan» pour permettre leur retour.

Cette opération de guerre coûtera 2,24 milliards FB cette année au contribuable belge. Depuis 1992, 7,7 milliards ont déjà été dépensés pour les opérations «humanitaires» de l'armée. Il faut immédiatement que la Belgique retire ses mercenaires.

Le général US Klein a donné trente jours aux Serbes pour livrer leurs armes lourdes. «Si cela ne marche pas, nous quittons. Ils comprendront les conséquences si nous partons» (2). Effectivement. Cela veut dire que les Serbes seront livrés au pillage et aux massacres des troupes de Tudjman comme cela s'est passé en août 1995 dans la Krajina. L'Onu n'avait alors nullement entravé ces fascistes qui ont pu compter sur le soutien militaire de l'Otan.

Et si les Serbes se soumettent, ils seront «pacifiquement» transfor-



Manifestation à Bruxelles (juin 95) contre l'intervention occidentale en Yougoslavie

més en Croates. «Après la démilitarisation, viendra la phase d'un gouvernement civil. L'Onu sera à la fois l'autorité civile et militaire. Tout devra être changé, des certificats de naissance aux tribunaux, en passant par la monnaie, le système scolaire et les livres d'école. Juridiquement, la Slavonie va devenir une partie de la Croatie. Les soldats serbes qui n'ont pas de

sang sur les mains, auront quinze jours pour remettre leurs armes. Ils recevront un certificat d'amnistie et une nouvelle carte d'identité croate (2). La Belgique sera complice de la transformation ethnique de cette population pour en faire des Croates.

Selon Klein lui-même, Tudjman ne veut accepter que 30 à 35 % de Serbes en Slavonie. Durant la

Deuxième Guerre mondiale, la clé de répartition des fascistes croates était la suivante : un tiers des Serbes doit mourir, un tiers doit se convertir (au catholicisme), un tiers doit s'enfuir. Ce que les nazis n'ont pas réussi, Tudjman le réalise à présent avec le soutien de l'Otan et de soldats belges.

(1) De Standaard, 24/2. (2) La Libre Belgique, 27/2.

Le bouclage des territoires provoque la famine

Lettre de Palestine à propos des conséquences des mesures israéliennes

Léa Mathy

Léa Mathy travaille pour Médecine pour le Tiers-Monde à Jéricho. Voici son témoignage sur la terreur quotidienne que les Palestiniens subissent suite au bouclage de leurs territoires depuis le 5 mars...

«Chers amis,

Le bouclage a été levé hier de 6 à 18 heures. Les territoires autonomes ont pu respirer un peu. Un peu seulement car le bouclage total est rapidement revenu en vigueur. Des travailleurs ont pu rentrer chez eux après avoir été prisonniers une semaine à l'endroit où ils se trouvaient. Un

Bédouin est venu à notre clinique. «Je ne suis pas malade, j'ai faim», disait-il. Depuis le bouclage, il n'avait pu atteindre Jéricho pour acheter de la farine, base de l'alimentation. Deux jours après le bouclage, il y avait pénurie de farine à Jéricho. A la réouverture de la ville, le prix des produits raréfiés avait parfois augmenté de 70 %. A Gaza, on manque de tout. Même les bateaux n'ont pas pu aller pêcher en mer, mesure prise de peur que des membres de Hamas s'échappent par cette voie. C'est extraordinaire la facilité avec laquelle on peut jouer avec la santé, le moral et la vie des gens. Arafat réclame l'ouverture totale des territoires, mais pour

cela, ajoute-t-il dans un avis à la population, il faut combattre sérieusement Hamas.

Un enfant est mort à Kalkylya lors du couvre-feu. L'ambulance a été bloquée au barrage militaire et n'a pu rejoindre l'hôpital le plus proche. Il est décédé dans la nuit. Depuis, les barrages sont désormais perméables aux services de santé. Demain, nous organiserons une clinique mobile dans la vallée.

Lors des visites à domicile au village de Faysael, nous avons trouvé la population désemparée. Un véhicule des troupes d'occupation israéliennes surveillait la sortie du village, toujours occupé. Comme pendant l'Intifadah, l'ar-

mée israélienne avait circulé la nuit, annonçant le couvre-feu. Le matin, le village était bouclé. Pas

d'instituteur à l'école. Le couvre-feu, sans l'Intifadah, c'est la prison.»

Solidarité Palestine

- 29 mars, Journée de la Terre, au Centre International, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. Avec Walid Salem, journaliste du Front Populaire pour la Libération de la Palestine et Souheil El-Natour de l'organisation de réfugiés Najdeh.
- Soutenez l'activité de Médecine pour le Tiers Monde (Gaza et Cisjordanie). Versez au n°

001-0451780-30 de Médecine pour le Tiers Monde. Mention "Palestine". Dons déductibles fiscalement dès 1000 FB.
• Visitez vous-même les territoires occupés pour mieux saisir la réalité derrière les "accords de paix". Du 9 au 31 juillet 96. renseignements : Contacts et Culture, 02/217.08.30 - fax 02/217.54.58.

Communiqué du PC Syrien sur le sommet contre le terrorisme à Charm el Cheikh

«Ce sommet sert à légaliser le terrorisme impérialiste international. Le gouvernement américain qui impose un embargo au peuple valeureux de Cuba, aux peuples de Libye et d'Irak, qui a envahi Grenade, Haïti et la Somalie et qui a lancé la plus grande opération terroriste de l'histoire lors de la guerre du Golfe, n'a pas le droit de se proclamer en juge, lui qui est le

plus grand terroriste de la planète. Le gouvernement sioniste d'Israël qui occupe la terre d'autrui, qui a transformé les territoires arabes occupés en un énorme camp de concentration, qui refuse d'appliquer les résolutions 242, 338 et 425 de l'ONU, n'a pas le droit de montrer les autres du doigt. Le sommet de Charm el Cheikh est dirigé contre les mouvements de

libération et constitue une ingérence dans les affaires intérieures d'Etats et de régions. Il avalise la politique d'Israël et plus particulièrement celle de Shimon Pérès, ainsi que celle de Clinton, qui prépare déjà sa campagne électorale. A la veille de ce sommet, les Etats-Unis ont envoyé 34 avions de combat en Jordanie, alors que 30.000 GI sont toujours présents

dans les Etats du Golfe. Israël poursuit ses attaques contre le Sud-Liban et impose un blocus militaire à toutes les villes arabes de Palestine.

La politique israélienne est basée sur l'agression, le racisme et la haine. La principale cause de toutes les tensions dans la région est la répression du peuple palestinien : la destruction des

maisons, la confiscation des terres, la torture à mort de prisonniers, la mutilation des jeunes dont on casse les jambes, l'arrestation d'enfants, de femmes et de vieillards, les humiliations incessantes et quotidiennes infligées à la population arabe dans les territoires occupés, l'utilisation de la nourriture comme arme de guerre. (13 mars).

EN BREF

Roumanie

Dracula boit le sang des pauvres

Vous souvenez-vous de la fable sur Ceaucescu, "Dracula des Carpates", qui buvait régulièrement une dose de sang juvénile pour garder sa vitalité ? Dans la Roumanie d'aujourd'hui, surgissent les vrais Dracula, ceux du capitalisme.

Dans une salle de cinéma de Bucarest, deux cents personnes viennent chaque jour donner leur sang. En échange, ils reçoivent un ticket dit "symbolique" de 180 FB (car, officiellement, en Roumanie, les donneurs ne peuvent pas être payés).

Le salaire mensuel moyen atteint à peine 2.400 FB et la moitié de la population roumaine vit sous le minimum vital. Pas étonnant que le don de sang soit devenu la seule ressource de nombreuses personnes. Leurs tickets leur donnent droit à un repas au restaurant ou à des achats dans une épicerie. Bien des gens deviennent "donneurs professionnels". A chaque don, ils affirment avoir perdu leur livret, même s'ils sont descendus sous le poids minimum requis. A la sortie du centre, certains "hommes d'affaires" rachètent les tickets-repas pour la moitié de leur prix. Beaucoup vendent volontiers leurs tickets afin de recevoir de l'argent comptant et éviter les longues files aux magasins. Le chef des "hommes d'affaires" a reçu le surnom de "Vampire". (Le Soir, 12.3.96)

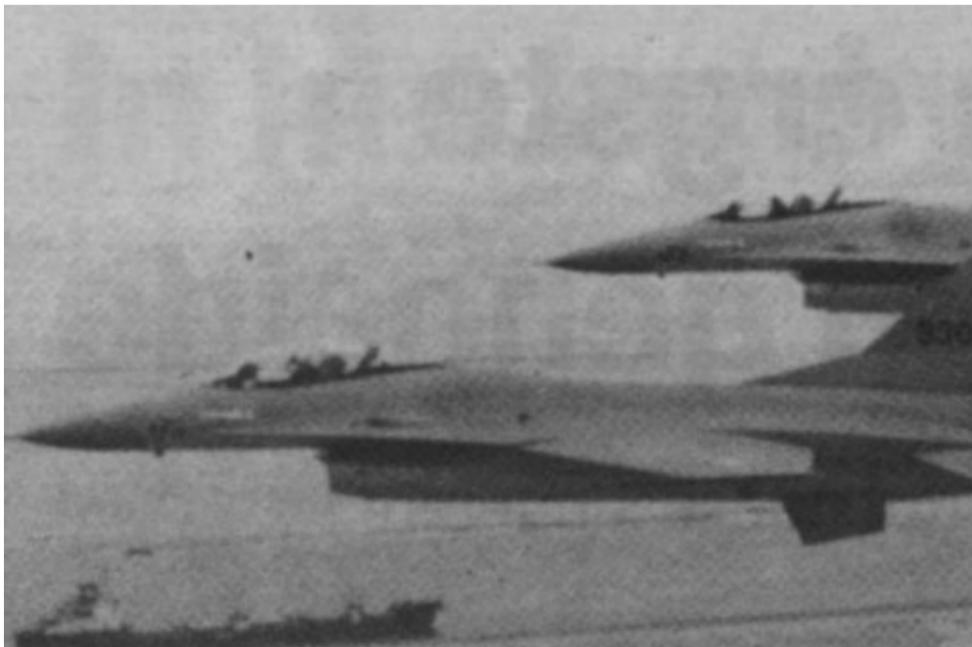
Des milliers d'enfants sans-abri à Bucarest

On se rappelle l'énorme campagne médiatique en 1989, dénonçant la situation dans les orphelinats roumains. Quelques images bien sélectionnées (comme c'est aujourd'hui le cas pour les orphelinats chinois) devaient démontrer la faillite du socialisme et la supériorité du capitalisme. Après sept ans d'économie de marché, 2.500 enfants vivent dans la rue dans la seule ville de Bucarest. Cet hiver, «les "boschetari" (en référence aux bosquets où ils dorment l'été) ont été expulsés manu militari des couloirs du métro par des vigiles parfois accompagnés de chiens. Puis, une nuit de février, des centaines de policiers, certains encagoulés, sont venus les déloger des canalisations et des halls d'immeubles où ils s'étaient réfugiés pour fuir la neige. Plus de mille enfants, âgés pour quelques-uns de dix ans à peine, ont été interpellés en quelques heures et dirigés vers des établissements pour enfants.» (Le Monde, 8.3.96)

Corée du Sud

Massacre de Kwangju : responsabilité des USA

En 1980, une révolte populaire a éclaté à Kwangju, en Corée du Sud, contre la promulgation de la loi martiale après l'assassinat du président Park Chung Hee. Les gouvernements des Etats-Unis et de Corée du Sud ont étroitement collaboré pour réprimer cette insurrection. L'armée est intervenue le 9 mai 1980. Bilan du bain de sang : 500 morts et plus de 1.000 blessés. Des documents officiels révèlent aujourd'hui que Warren Christopher et Richard Holbrooke appartenaient au noyau dirigeant qui a organisé la répression de ce soulèvement. Christopher était alors secrétaire d'Etat adjoint et Holbrooke chef de la diplomatie américaine en Extrême Orient. Christopher est aujourd'hui secrétaire d'Etat à la Défense et Holbrooke, médiateur en Yougoslavie. «Rappelez-vous Kwangju», devrait-on dire à ces prétendus "apôtres de la paix" en Yougoslavie ou au Moyen-Orient. (International Herald Tribune, 6.3.96)



Deux F-16 en vol d'exercice. Taiwan a récemment acheté 150 de ces avions. L'île est le plus gros importateur d'armes des Etats-Unis.

Chine-Taiwan

Qui est le véritable agresseur ?

Taiwan est présentée par les médias comme une petite démocratie en danger menacée par une «la grande dictature agressive de la Chine». Les États-Unis et Taiwan présentent la Chine comme une puissance "armée jusqu'aux dents" pour camoufler leur propre course aux armements dans le Sud-Est asiatique.

Jean-Paul Desimpelaere

Les campagnes contre la Chine se succèdent à une vitesse accélérée. La dernière est centrée sur les exercices militaires que la Chine effectue dans le détroit de Taiwan pour protester contre la politique provocatrice de Taiwan et des États-Unis. Toute cette campagne occulte une réalité fondamentale : Taiwan est la puissance la plus militarisée et la plus agressive de la région. La "petite" Taiwan consacre, par rapport à sa superficie, le plus d'argent au monde à l'armement. En chiffres absolus, Taiwan dépasse

même l'ensemble de la Chine : 10,7 milliards de dollars en 1996 pour 22 millions de Taiwanais contre 8 milliards de dollars pour le 1,2 milliards d'habitants de l'ensemble de la Chine. (budget des deux pays). Taiwan est le principal importateur d'armes des États-Unis. Taiwan a récemment acheté 150 avions F-16 pour un montant total de 9 milliards de dollars. Mais Taiwan fabrique surtout, depuis quelques années, ses propres avions de combat, les IDF. Le vice-ministre des Affaires Étrangères de Taiwan, Fang Chin-Yen, a déclaré en 1993, lors de l'achat

de 60 Mirages français, que «l'achat de ces avions contribuerait à la réunification de la Chine et de Taiwan». Les véritables menaces dans la région viennent de Taiwan et des États-Unis, et pas des trois tests de lancement de missiles que la Chine a effectués en mer. Des missiles Patriot — ils avaient été lancés contre l'Irak — sont déployés à Taiwan. N'oublions pas non plus que les États-Unis ont installé leurs armes nucléaires dans la région, dans leurs bases de Corée du Sud. C'est à partir de ces éléments qu'on doit analyser la rage des médias contre les exercices militaires de la Chine. Les USA souhaitent vivement la création d'un parti en Chine qui prône l'économie de marché et les droits des grandes monopoles. N'y parvenant pas par le retour de Hongkong à la Chine populaire, les États-Unis espèrent atteindre leur objectif en augmentant la pression militaire et médiatique.

Femmes tchèques sur les barricades

Les anticommunistes tentent d'interdire la Journée des Femmes

Hilde Meesters

Prostějov, Moravie Septentrionale. Le comité local du Parti Communiste de Bohême et de Moravie (PCBM) organise comme chaque année la Journée des Femmes. Le parti veut conserver la fête du 8 mars comme symbole de la lutte pour les droits des femmes, alors que le président Vaclav Havel a déplacé la journée des femmes sur son calendrier "démocratique" vers... la fête des mères. Petr Hanzlik, conseiller communal anticommuniste, considère que la Journée des Femmes

constitue une «propagande pour le communisme», interdite par la loi anticommuniste, au même titre que toute propagande pour «la haine entre les classes». Le PCBM, devenu le deuxième parti à l'issue des quatre élections locales et nationales, a pu empêcher jusqu'à présent que l'Etat renforce encore cette loi. La tentative de Hanzlik d'empêcher la Journée des femmes a échoué. Mais il porte plainte contre les organisateurs et contre l'actrice Jirina Gvorcova, principale invitée de la fête. L'avocat général de Brno exa-

mine à présent cette plainte. Trois cents femmes ont participé à la journée du 8 mars. Elle a commencé par un incident : une dizaine de provocateurs anticommunistes s'étaient hissés sur le podium en brandissant des drapeaux anticommunistes. «Le communisme, une arme du mal» a crié l'un d'eux. Les médias, avertis de la tenue de cette provocation, sont venus en masse et se sont empressés d'en relater chaque détail. Dès l'arrivée de la police, les perturbateurs ont filé. Miroslav Grebenicek, président du PCBM, a dénoncé toute

Afrique du Sud : escadrons de la mort en procès

Le procès de l'ancien ministre de la défense, Magnus Malan, et de dix-neuf de ses collaborateurs s'est ouvert en Afrique du Sud. Pendant les années 80, une collaboration étroite liait la Sûreté de l'État, l'état-major de l'armée et l'Inkatha, parti nationaliste zoulou d'extrême droite. Des escadrons de la mort étaient utilisés pour éliminer des ennemis politiques communs. 200 membres de l'Inkatha ont été entraînés à cet effet par l'armée sud-africaine. L'extrême droite blanche et noire se retrouvaient donc dans la lutte commune contre les mouvements de libération progressistes. (Le Soir, 12.3.96)

Sauvons Akin Durmaz et Cengiz Çalikoparan !

Les forces de sécurité ont massacré quatre camarades du DHKP-C (parti Communiste de Turquie), dans la prison d'Ümraniye (Istanbul) le 7 janvier dernier. Des dizaines de détenus ont été gravement blessés. Parmi eux, Akin Durmaz et Cengiz Çalikoparan sont dans un état vraiment critique. Les autorités de la prison leur refusent toute assistance médicale.

Le DHKP-C appelle tous les antifascistes à envoyer des lettres de protestation aux autorités pénitencières et au ministre de la Justice afin d'exiger que soient immédiatement hospitalisés les détenus Akin Durmaz et Cengiz Çalikoparan.

Prison d'Ümraniye (fax) : 00-90-216-4432423. Ministre de la Justice (fax) : 00-90-312-4173954.

poursuite judiciaire visant à interdire la célébration du 8 mars. «Il s'agit de la énième violation des droits de l'homme dans la République tchèque, dit-il, depuis la suppression de l'enseignement et des soins de santé gratuits, garantis par la constitution, ainsi que les interdictions professionnelles (visant les communistes).»

Source : Postmark Praha News Service, 12 mars 1996

Vous pouvez commander le numéro de mars de "Solidarité Internationale" consacré aux "Femmes dans la résistance". Tél. 02/513.53.86.

Les cauchemars des enfants rwandais

Enquête bouleversante de l'Unicef sur les rescapés du génocide

Un Rwandais sur sept a perdu la vie pendant le génocide de 1994. Les enfants n'ont pas été épargnés. Les organisateurs du génocide appelaient à massacrer tous les «enfants Tutsi», pour «anéantir complètement la race Tutsi».

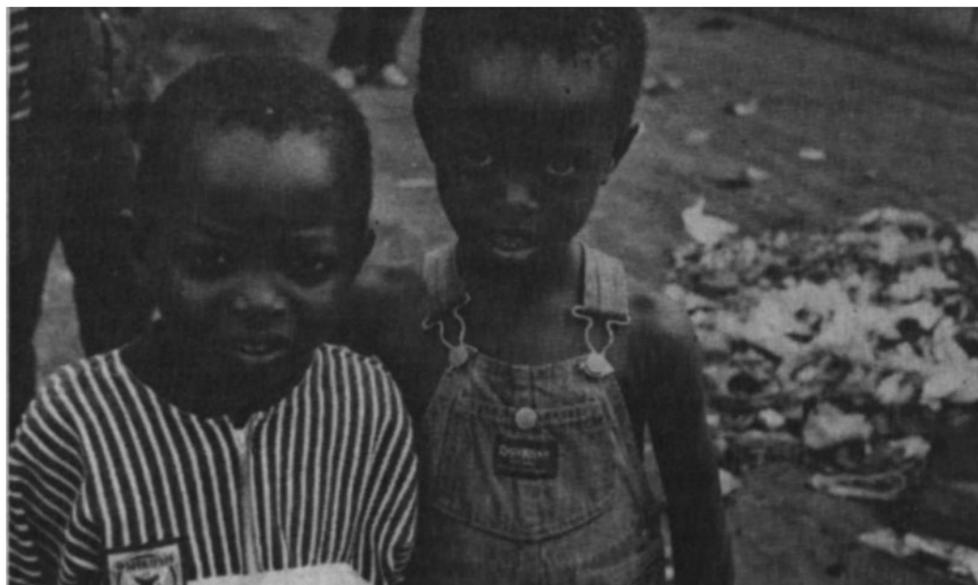
Frank Sonck

Des milliers d'enfants, souvent même des bébés, ont été sauvagement massacrés. Quelque 200.000 enfants ont perdu leurs parents. Dans un récent rapport, l'Unicef, l'organisme des Nations Unies pour l'enfance, publie les résultats d'une enquête sur les conséquences psychiques de la violence dans l'esprit des enfants survivants. (1) Ces résultats sont consternants.

Un pourcentage élevé d'enfants, constate le rapport, a été directement confronté à la violence la plus extrême. Plus d'un tiers des enfants interrogés ont vu d'autres enfants participer aux tueries et aux actes de violence. 31 % ont été témoins de viols ou de violences sexuelles. Plus de 80 % ont perdu au moins un membre de leur proche famille.

Beaucoup de ces enfants se sont sentis menacés de mort. 90,6 % ont cru qu'ils allaient mourir. Deux tiers de ceux-ci ont réellement été menacés. Plus de 50 % ont vu abattre des gens avec des bâtons ou des machettes.

Ces événements tragiques ont laissé des séquelles psychiques très graves, qui nécessitent un traitement. Deux tiers des enfants interrogés fuient des situations ou des événements qui leur rappellent le passé. Ils pensent encore souvent à ce qui s'est passé ou sont hantés par des images des événements. Plus de la moitié souffrent de tremblements, de poussées de sueur, de battements de coeur. Beaucoup d'enfants ont des problèmes de concentration. Ils



Près de 200.000 enfants rwandais ont perdu leurs parents. Le traumatisme de ces enfants est profond. Vous pouvez les aider.

ont dès lors beaucoup de mal à reprendre les cours à l'école. Dans ses conclusions, le rapport de l'Unicef note que les connaissances de ce type de problèmes sont encore trop limitées pour vraiment évaluer l'ampleur du traumatisme rwandais. Est-il très profond ? On ne sait même pas évaluer valablement le nombre des victimes.

Lors de catastrophes chez nous — le ferry-boat Herald of Free Enterprise, le drame du Heysel ou le crash du boeing belge en Roumanie — les victimes ont toujours bénéficié de soins intensifs assurés par des équipes de spécialistes. La tragédie qui a frappé les Rwandais est mille fois plus grave.

Que pouvez-vous faire ?

Médecine pour le Tiers Monde collabore au Rwanda avec l'organisation de femmes *Urunana*. Ces femmes ont commencé leurs activités immédiatement après le génocide, surtout auprès des femmes et des enfants. Plutôt que de construire de nouveaux orphelinats, *Urunana* veut encourager les familles à recueillir des orphelins. Cela permet d'offrir aux enfants un entourage plus naturel.

Grâce à la collaboration entre Médecine pour le Tiers Monde

et *Urunana*, un projet a pu être lancé à Runda, commune rurale à 12 km de Kigali. Dans cette région on ne trouve plus d'enfants errant dans les collines.

Afin de soutenir financièrement ce projet, une campagne de parrainage d'enfants rwandais a également été lancée. Le principe est très simple : le parrain ou la marraine verse mensuellement une somme de 1.000 F. Cet argent est mis à la disposition d'*Urunana*. La majeure partie est consacrée à la reconstruction de la communauté où vivent ces enfants

(maisons, école...). Une autre partie est destinée à couvrir les frais scolaires, médicaux et autres.

Pour plus de renseignements, contactez-nous au numéro 02/5135386 ou écrivez à "Parrainage d'enfants rwandais", rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Vous pouvez verser votre contribution financière sur le compte n° 001-1951388-18.

1. Unicef, Exposure to war related violence among Rwandan children and adolescents, 25 février 1996.

Journée de solidarité Philippines et commémoration Hilde Vanobberghen

30 mars, dès 14h, salle de fête communale à Malines (Leermarkt).

Avec : Rita Vanobberghen, Baudouin Deckers (PTB), Colette Moulart (Médecine pour le Peuple), Luc Dhoore (président du NCOS), Patrick De Buck (Bevrijde Wereld), la chorale "Weer-Klank", des témoignages d'Abigail Tauli (Chestcore), Dirk Van Duppen (Médecine pour le Tiers Monde), Bert De Belder et Hilde Verheyen (coopérants aux Philippines).

17-18h30 : présentation de la campagne Philippines avec des représentants du Front National Démocratique (NDF) et de Bayan. Débats sur les formes d'action légales et clandestines avec Cesar Taguba (Bayan) et Luis Jalandoni (NDF). — Le lien entre l'engagement dans notre pays et au tiers monde, avec entre autres Rita Vanobberghen et Bert De Belder, rentrés récemment des Philippines. — Solidarité syndicale avec le KMU, Jozefine De Prins (CSC) et Philippe Deceukelier (secrétaire général CNE). — La lutte des populations locales pour défendre leurs droits, avec Hilde Verheyen et R.T.Cristoria.

18h30-20h : repas philippin, musique assurée par le groupe Brasas.

En permanence, "marché philippin", exposition de photos et vidéos.

Animation pour les enfants (jusqu'à 12 ans) assurée par les Pionniers.

Entrée : 150 F. Repas : 150 F. Prévente et réservation : Médecine pour le Peuple, Malines, tél. 015/42.06.66; fax : 015/43.35.05.

AGENDA

Bruxelles

Mercredi 20 mars, 20h30

"Cuba et la levée de l'embargo" Débat avec B. Rosenthal, journaliste France-Presse, Carlos Tablada, professeur d'économie à la Havane et A. Daems, chercheur. dans le cadre des Journées universitaires de la Paix. Av. Paul Héger, Auditoire H2215.

Samedi 24 mars, 10h

"Un autre regard sur Schaerbeek" Visite alternative des quartiers immigrés. Rendez-vous : La Clé, chaussée de Haecht, 276. Réservations : tél : 02/245 98 50.

Liège

Samedi 23 mars, 19h

Soirée de soutien pour les enfants de Runda (Rwanda). Projections de diapos, témoignages de deux brigadistes, souper rwandais. Salle Jules Absil, Hermée (près du terrain de foot). Réservations pour le repas : 041/64 73 33.

Dimanche 24 mars, 20h

"Vers une paix durable au Mexique ? Le droit des Indiens à vivre." Conférence de Samuel Ruiz, évêque au Chiapas et médiateur dans les négociations de paix. Centre Culturel 104, rue St Gilles 104. A l'initiative d'Entraide et Fraternité.

Trooz

Dimanche 31 mars, 15h

Championnat d'Europe, de danse de licornes acrobatiques sur obstacles. En apothéose : l'épreuve mondiale qui opposera l'équipe de la Mante Belge à l'équipe nationale de Chine. Hall Omnisport de Trooz. Org : La Mante Belge.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 24 mars. Entrée libre
Ouvert du mardi au samedi, de 12 à 18 h
EXPOSITION

'Contacts de violence'

Réalité de la violence raciste

Réalisée en collaboration avec la LIGNE D'ALARME CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME et la campagne OBJECTIF 479.917

22 mars, de 14 à 20 heures.

23 mars, de 10h30 à 18 heures.

24 mars, de 13 à 18 heures. Entrée libre.

À la Librairie Internationale.

EXPOSITION

'Black History 1956-1996'

& Bourse aux livres

afro-américains

22 mars, à 20h. En français. 90F.

La Mouvement Communiste

International à la charnière d'un

nouveau siècle

Ludo MARTENS

23 mars, à 18 h. Fr. & néerl. Entrée libre

Apéritif poétique

Le collectif de poésie 'Workshop Upsilon'

Rik WOUTERS, Marcel SMETS,

Nicole VAN OVERSTRAETEN,

Walter VEREERTBRUGGHEN, Jean-Pierre LAUS

et Heidi VAN SCHUYLENBERGH

Du 26 mars au 6 avril. Entrée libre.

Ouvert de 12 à 18 heures.

Exposition de photos de

Mustapha ZOUBIR :

'Alger, la vie continue'

Été 1995 en Algérie.

27 mars à 20 h. En français. 90F.

'Les liaisons dangereuses

d'Imma Laplasse...

et de la Flandre'

Johan ANTHIERENS

est interviewé par David LALLEMAND, journaliste à la RTBF.

Oeufs de Pâques pour le Rwanda

La recette de la vente des oeufs de Pâques est entièrement destinée au dispensaire de Runda. Vous pouvez obtenir des oeufs à la pièce (20 F), par sachets de cinq oeufs (100 F) et des sachets de petits oeufs fourrés

(150 F) pour vous, mais surtout pour revendre dans votre entourage, à vos amis, dans votre club, association, école ou entreprise. Adressez vos commandes au secrétariat de la LAI. Tél. : 02/513.53.86.

Minerval "étrangers" : 200.000 F !

Oliver Schneider (FEF) : «Vande Lanotte instaure l'apartheid dans les écoles supérieures»

La vie de l'étudiant étranger en Belgique : tracasseries administratives, frais exorbitants, existence précaire... Ce sera encore pire avec le projet du ministre Vande Lanotte, explique Oliver Schneider, (Bureau des Etudiants Administrateurs de l'ULB et responsable du groupe de travail "étudiants étrangers" de la FEF).

Interview : André Marin

Oliver Schneider. Les étudiants étrangers doivent d'abord affronter des tracasseries administratives avant d'être assurés de pouvoir rester en Belgique. Cette procédure les empêche de suivre régulièrement les cours pendant les premiers mois. La plupart du temps, ils n'ont aucune sécurité d'existence. Très souvent, le pays d'origine ne délivre pas les bourses. L'année dernière, les étudiants camerounais ont attendu treize mois avant de les obtenir. La législation belge n'offre aucune possibilité de combler cette lacune. Les étrangers n'ont pas de permis de travail, mais les employeurs en exigent un à l'embauche. En outre, la plupart de ces étudiants ont des frais d'inscription mirobolants. En Communauté française, 2.000 étudiants étrangers sur 6.000 sont subsidiés (à 50 % seulement). La majorité doit dès lors déboursier jusqu'à 200.000 F ! Cela découle du financement insuffisant des étudiants étrangers. La part de l'enveloppe de la coopération au développement consacrée à la subvention des étudiants étrangers en Belgique ne cesse de diminuer et diminuera encore avec les projets du ministre Derijcke. Nous exigeons que le gouvernement cesse de sabrer dans ces subsides et délivre d'office un permis de travail à tout étranger.

L'étudiant étranger peut-il obtenir une aide sociale ?

Oliver Schneider. Jusqu'à présent, oui. Encore que certaines universités la refusent. Mais le projet de Vande Lanotte, ministre de l'intérieur, ôtera aux étudiants étrangers tout espoir d'obtenir une

aide. Le projet autorise le ministère de l'Intérieur à expulser tout étudiant étranger qui ferait appel, lui-même ou un membre de sa famille, au CPAS. De plus, l'étudiant devrait à tout moment pouvoir fournir les preuves de ressources suffisantes, sous peine d'expulsion !

Le projet Vande Lanotte prévoit-il d'autres cas d'expulsions ?

Oliver Schneider. Il instaure l'arbitraire le plus total. Le ministère pourra délivrer un ordre de quitter le territoire à un étudiant dont les résultats ne seront pas jugés "satisfaisants" ou qui ne présente pas ses examens pour des raisons "non valables". L'étudiant étranger n'aura aucun droit à l'erreur. S'ajoute aussi l'augmentation des droits d'homologation décidée par le gouvernement de la Communauté française. L'homologation obligatoire des diplômes obtenus dans d'autres pays, de 2.000 ou 3.000 F, coûtera désormais de 50.000 à 100.000 F ! Vande Lanotte compte littéralement vider les campus d'étudiants étrangers, à l'exception de quelques nantis. La FEF exige le retrait pur et simple de son projet. Ces mesures xénophobes sont contraires aux droits les plus élémentaires de n'importe quel être humain. On emprisonne et on rapatrie des gens dont le seul crime est d'avoir fui la répression, la misère et la guerre.

Nous pensons que l'alternative à cette politique raciste est l'ouverture des frontières. D'autre part, nous estimons que l'octroi automatique de la nationalité belge, sera une victoire pour tout le mouvement antiraciste. Nous invitons les associations de défense des réfugiés à manifester le



De nombreux étudiants qui manifestent contre les plans d'Onkelinx et de Grafé dénoncent aussi les mesures discriminatoires envers les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur.

24 mars à Bruxelles. Ton avis ?

Oliver Schneider. La FEF exige le retrait du projet de Vande Lanotte. Nous n'allons pas au-delà. A titre personnel, j'adhère à l'exigence de l'ouverture des frontières et je serai

présent le 24 mars. Aller à l'encontre de l'octroi automatique de la nationalité après cinq ans, c'est charger la nationalité de valeurs culturelles, instaurer la dualisation et l'exclusion. C'est

une conception de la nationalité différente de la mienne. Je n'y vois rien de plus qu'un droit lié au séjour d'une personne sur un territoire.

Le parcours du combattant

Démarches imposées à l'étudiant étranger

1. Demander une autorisation écrite d'inscription à l'école supérieure ou l'université.
2. S'y présenter pour obtenir une attestation de préinscription sous réserve d'équivalence de son diplôme.
3. Faire homologuer son ou ses diplômes obtenus à l'étranger. Coût : 50.000 à 100.000 F.
4. Se procurer une attestation de prise en charge auprès de la commune. Il doit prouver qu'il

a des moyens de subsistance (famille, bourse...).

5. Se présenter à son ambassade avec la pré-inscription, l'attestation de prise en charge et une attestation médicale.
6. L'Office des étrangers vérifie si l'établissement auquel l'étudiant étranger est inscrit fait partie des établissements agréés, puis lui délivre une attestation de séjour provisoire.
7. Se présenter dans les huit jours avec cette attestation à la commune.

8. Se présenter enfin au service des étrangers de la commune pour obtenir un titre de séjour valable pour l'année scolaire. Avec le projet de Vande Lanotte, cette inscription est en permanence mise en question.

Manifester le 24 mars : Pour les droits égaux, et le retrait du plan Vande Lanotte. Les associations de défense des réfugiés sont invitées à se rassembler à 13h30 devant l'office des étrangers.

Manifs d'enseignants : «Les ouvriers sont bienvenus»

15.000 profs et élèves à Namur : «Le projet pédagogique : à la poubelle !»

Bruno Bauwens

Plus de 15.000 personnes ont répondu à la ministre : votre plan pédagogique, nous n'en voulons pas, nous voulons le refinancement de l'enseignement. Ils manifestaient le 12 mars à Namur.

«On essaye tout simplement de tromper les gens et de nous séduire avec les beaux plans de la ministre», déclare un représentant d'une délégation très combative de St-Vincent de Paul à Bruxelles. «Onkelinx croit-elle donc que nous n'avons pas de projet pédagogique, ajoute un enseignant. La seule chose qui nous

manque, ce sont les moyens de le réaliser. Or elle veut encore économiser davantage et diminuer le nombre de profs.»

Une enseignante de St-Michel (section des "recalés", un filet de sécurité pour élèves en difficulté) précise : «Le projet pédagogique ? Ce n'est qu'une manoeuvre de diversion, pour tromper les parents et l'opinion. Onkelinx nous met sous pression pour que nous arrêtions le mouvement.»

Beaucoup ont également compris que la démocratie ne s'applique qu'aux riches et aux ministres, pas aux élèves ni aux enseignants. «Cela fait un mois que nous

sommes dans la rue. Et que fait Onkelinx ? Elle fait comme si nous n'existions pas et poursuit l'élaboration de ses mesures.» De nombreux étudiants estiment que la rue est le seul endroit où ils peuvent défendre leurs droits.

«Et la démocratie ? Bordel !»

De plus en plus de gens se rendent compte que le problème ne se limite pas à l'enseignement, mais qu'il s'agit d'une question de société. Ces mêmes enseignants de St-Vincent de Paul écrivent dans

une motion : «Cette privatisation guette tous les services publics ! Alors nous en appelons à la solidarité interprofessionnelle dans le secteur public au moins, au mieux avec le privé.» Un calicot affiche : «SNCB - ONE - Enseignement : même déraillement, taxez le grand capital.»

C'est effectivement le moment d'ouvrir et d'élargir la lutte. Beaucoup d'enseignants attendent la solidarité, appellent les ouvriers à participer à une manifestation commune. Les ouvriers et leurs enfants subissent aussi les effets des mesures d'austérité dans l'enseignement. «Nous ne pou-

vons plus rester seuls dans les rues, déclare un enseignant. Nous devons inviter les autres secteurs à s'associer à la lutte.»

«1 % des Belges détient 7.000 milliards. Socialisme ou capitalisme ?», affiche un autre calicot. C'est le moment de réfléchir à la société que nous voulons : une société où les intérêts des patrons dictent la loi, où les riches s'enrichissent y compris sur le dos des élèves et des étudiants, ou une société au service des jeunes et des étudiants. Le capitalisme ne peut qu'engendrer la misère. Nous devons nous engager pour une autre société, le socialisme.

Fuck the government !

Michael Franti, de Spearhead, à propos de sa musique et d'Abu-Jamal

«Naturellement, comme musicien, il faut aussi dire : fuck the government ! Mais ce message sonne beaucoup mieux si l'on soigne l'aspect musical. C'est ce que j'essaie de faire.» C'est Michael Franti, de Spearhead, qui parle. Nous l'avons rencontré à Bruxelles.

Tim Cole et Ayco Van Leemputten

Michael Franti traduit mieux que quiconque le mécontentement de sa génération d'Afro-américains contre la politique américaine, le racisme, la violence policière et l'oppression. Dans le cadre du "Black History Month", il s'est produit notamment au Beursschouwburg, à Bruxelles. Au centre des débats du mois sur l'histoire des Noirs américains, la condamnation à mort du journaliste Mumia Abu-Jamal.

Michael Franti. Les derniers mois avant la date prévue de son exécution (17 août 1995) son procès a beaucoup suscité l'attention des médias. Avant, Mumia n'était pas vraiment connu. Lorsque j'étais en Europe pendant l'été (pour Torhout-Werchter et Pinkpop), davantage de gens étaient conscients de l'affaire de Mumia ici qu'aux États-Unis. Ce n'est pas étonnant, car les États-Unis tentent d'enterrer son cas. On peut établir des parallèles entre l'affaire Mumia et celle de Leonard Peltier, qui était membre du American Indian Movement. Le FBI l'a accusé de meurtre après un incident provoqué par le gouvernement dans la réserve de Pine Ridge dans le Dakota du Sud. Leonard Peltier est emprisonné à vie depuis 1975. Le gouvernement américain a toujours persécuté les minorités : la communauté noire, les Latinos, les Indiens. Mumia est devenu le symbole de tous les gens qui attendent dans les couloirs de la mort parce qu'ils sont pauvres et noirs.

Pourquoi le gouvernement amé-

ricain tente-t-il de liquider le Black Panther Party (BPP) et l'American Indian Movement ?

Michael Franti. Le BPP regroupe la protestation de la communauté noire aux États-Unis contre la politique raciste. Le FBI et la CIA s'en sont systématiquement pris aux chefs de file du BPP. Certains membres ont été assassinés, d'autres accusés faussement de conspiration contre l'État ou de meurtre et condamnés à perpétuité ou, comme dans le cas de Mumia, à la peine de mort. Mumia Abu-Jamal, Malcolm X, Geronimo, Ji-Jaga Pratt, Fred Hamton jr. : la liste est longue.

Et toi, tu n'es jamais visé ?

Michael Franti. Moi pas tellement. Mais bien des amis à moi, de très bons artistes. Je me souviens encore de l'incident avec Ice Cube de N.W.A. lorsque son disque solo est sorti (Amerikkka's Most Wanted). Sur ce disque, il stigmatise le gouvernement américain, un peu agressivement, c'est vrai. Et le voilà tout d'un coup accusé d'incitation à la constitution de bande. Et je ne parle pas encore de Ice T avec son texte de Cop Killer. Ils ne visent pas seulement les afro-américains actifs mais aussi les artistes.

Textes puissants, musique douce

Tu es le fondateur de Beatnigs, puis de Disposable heroes of hiphopry, et plus tard de Spearhead. Toute une évolution...

Michael Franti. Musicalement, je me suis toujours intéressé à des artistes qui chantent tous les



Michael Franti : «Mumia est le symbole de tous les gens qui attendent dans les couloirs de la mort parce qu'ils sont pauvres et noirs.»

sujets : politique, marijuana, sexe, famille, police, fêtes, que sais-je encore. Lorsque je me suis mis à écrire des textes, c'était sur un seul thème : "Fuck the government !" Mais après avoir traité le sujet dans dix chansons, je ne savais plus comment continuer. J'ai essayé de changer l'aspect musical. J'ai finalement conclu qu'il faut libérer l'agressivité qu'on a en soi. Prenez mes textes dans Spearhead, ils sont très forts. C'est la musique qui donne une atmosphère douce. J'essaie de donner aux gens quelque chose qu'ils puissent écouter tranquillement à la maison, dans leur fauteuil, de la détente, pas de stress.

Quels sont tes projets d'avenir ?

Michael Franti. Je viens d'enregistrer un CD avec Zap Mama et je suis en train d'enregistrer un nouveau avec Spearhead. Le

projet suivant avec Disposable Heroes est déjà prêt. Je prévois encore, pour l'an 2000, d'enregistrer un CD avec tous les artistes avec qui je joue : Dr. Dre, Ice Cube, Ice T et d'autres. Le thème, c'est l'an 2000, ce que l'humanité a fait les cent dernières années, où ça a abouti. Chaque musicien donne son avis là-dessus. Ce sera très certainement un projet multi-musical.

En direct du couloir de la mort, Editions La Découverte, 561 FB. A commander à la Librairie Internationale, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513 69 07.



1er mai avec le PTB

Concours Hip Hop : Rap against Racism and Fascism. Groupes rap de tout le pays. Dans le chapiteau, de 14 à 16h.

Congrès des élèves au camp de Rebelle

Le 7 avril, une journée à la mer sur le thème de l'enseignement.

Des délégués, des jeunes actifs dans le mouvement étudiant se rencontrent. Un grand congrès du secondaire. Ils viennent des quatre coins du pays.

Au programme : formations, débat, et... "School party". Infos: 02/513.10.95.

Mais que fait Rebelle dans cette lutte ?

Défendre son alternative, c'est aider à la victoire

Gilles Martin

«Vous n'avez rien à faire ici, notre mouvement veut rester apolitique, il ne veut pas être récupéré par un parti politique.» Tous les membres de Rebelle ont entendu un jour cette remarque.

Rebelle est intensément présent dans le mouvement étudiant parce qu'il veut une victoire, et pour cela lui donner des perspectives politiques solides. Prenons l'exemple du refinancement : Rebelle se bat contre le "réalisme" budgétaire d'Onkelinx, et ne se cache pas pour dire qu'en Belgique il y a de l'argent et qu'ainsi le refinancement est possible. Aller chercher le fric du patronat, des super-riches, c'est le seul moyen de dire non à

Onkelinx. Sinon c'est accepter la logique budgétaire et le décret qui l'accompagne. Les jeunes de Rebelle s'engagent aux premiers rangs dans cette lutte : ils refusent le pessimisme. Ils discutent avec des milliers et des milliers de jeunes. Ils leur donnent des analyses argumentées à travers le journal Solidaire, les écoutent, tiennent compte de leurs remarques, organisent des rencontres entre délégués de Liège et Bruxelles. Au cours de son camp de Pâques, Rebelle organisera les Etats Généraux de l'enseignement. Les étudiants seront invités à briser les chaînes du nationalisme par la rencontre avec des dizaines de délégués du nord comme du sud du pays.

Rebelle organise la démocratie à la base. Il alimente les débats contre le fatalisme : faire croire qu'il n'y a qu'une solution, celle du gouvernement.

Les jeunes de Rebelle estiment qu'il serait criminel de rester à la maison quand on sait où va nous mener la réforme actuelle de l'enseignement : écoles poubelles, sélection sociale accrue et privatisations de l'enseignement. Rebelle est aussi une fenêtre ouverte sur le monde. Les jeunes communistes savent que les mesures d'Onkelinx ne sont qu'une partie de ce qui se passe sous le capitalisme. Ils veulent inciter les jeunes à lutter aussi contre le racisme. Rebelle invite les jeunes à participer massivement à la manif d'Objectif

pour les droits égaux du 24 mars. Rebelle se bat également pour concrétiser la solidarité entre étudiants et ouvriers de Clabecq et d'ailleurs.

Rebelle est persuadé que la protestation des jeunes est un phénomène bien plus profond que la lutte contre les décrets Onkelinx. Les jeunes savent qu'à la sortie de l'école, c'est souvent le chômage qui les attend. Quel avenir dans cette société sans Sécurité sociale, sans travail, avec chaque jour plus de racisme et d'arrogance policière pour protéger l'ordre établi. Si les jeunes sont dans la rue, c'est aussi contre le système. Seul Rebelle peut offrir une alternative conséquente à cette société : le socialisme, com-

me à Cuba où l'enseignement est gratuit et accessible à tous. Il y a 2 % d'analphabètes à Cuba, à Bruxelles, ...10 % ! Pas de Rebelle dans le mouvement équivaut à empêcher tout débat sur l'alternative des communistes.

Rebelle n'est pas comme ces jeunes socialistes qui prétendent qu'ils n'ont rien à voir avec leur parti, le PS. Rebelle est fier d'être l'organisation des jeunes du PTB, et de faire profiter le mouvement étudiant de l'expérience de lutte du Parti du Travail, en particulier dans le monde ouvrier. Cette tradition, Rebelle la met au service des étudiants. Alors franchement Rebelle n'a rien à faire dans le mouvement ?

Cool Bronxelles Cool

Refusés dans toutes les écoles de Molenbeek... Une école et du boulot, où ça se trouve ?

Bachir, Aziz et Karim : trois jeunes de Molenbeek. Bachir ne va plus à l'école : refusé partout. Enfin, il est parvenu à s'inscrire dans un centre de formation, pour deux jours de cours par semaine. Aziz et Karim cherchent du travail. Mais où vont-ils encore en trouver ?

Riet Dhont

Bachir, Aziz et Karim savent ce que c'est d'habiter Bruxelles comme jeune immigré. Il ne faut pas venir leur raconter ce que c'est que d'être fouillé par la police, ni comment Karkach, Youssef, Mimoun ont été abattus ou tabassés par la police de Bruxelles.

Cette réalité, ils la vivent nuit et jour, et expriment leurs sentiments à travers la poésie, la musique, la danse. Ils forment un des nombreux petits groupes de rap qui naissent spontanément au coin de

la rue, à la maison de jeunes, dans la cave de la maison. Leurs morceaux sont porteurs d'un message : stop à la justice qui punit deux fois, et lourdement, les jeunes immigrés, stop à la violence de la police et de la gendarmerie dans les rues, stop à la discrimination à l'école et au travail; donnez-nous un avenir, donnez à tous les jeunes un avenir, nous voulons du travail, nous voulons vivre.

Leur groupe s'appelle "Cool Bronxelles Cool", en bref CBC. Ils participent au concours Hip Hop, à la Fête du 1er Mai du Parti du



Cool Bronxelles Cool se produira au concours Hip-Hop à la fête du 1er Mai. Et toi aussi ?

Concours Hip Hop 1 Mai

Nom :

Nom du groupe :

Nom du responsable :

Adresse :

Code postal :

Commune :

veut participer au concours Hip-Hop 1 Mai

a des textes sur le thème suivant :

le groupe se compose de artistes

nous apportons les instruments suivants:

A renvoyer au secrétariat 1 Mai/ Concours 1 Hip-Hop, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles (tél.02/513.77.60).

Travail à Bruxelles. Ce festival se déroule dans le chapiteau, de 14 à 16 heures. Au total, dix groupes peuvent y participer. Les places sont donc limitées...

Ce sera un vrai concours, avec un vrai jury de spécialistes. Les groupes seront appréciés sur base du contenu, de la forme musicale

et de la présentation. Et que recevra le groupe gagnant ? Nous réaliserons avec lui un enregistrement démo pour promouvoir leur groupe. Et par la suite, chaque concert sera enregistré sur vidéo. A la fois une démo et un vidéo-clip... **Tu fais partie d'un groupe de rap ?** Tu as composé un bon texte

contre le racisme, pour l'égalité, pour le travail, bref pour une vie avec un avenir ? Alors inscris-toi et ton groupe au Concours Hip Hop de la Fête du 1er Mai. Renvoie le bon ci-joint à : Secrétariat du 1er Mai, concours Hip Hop, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (Tél. 02/513.77.60)

Les pages noires d'un parti rose

Soirées de discussion sur la social-démocratie en Belgique

Le PS et le SP sont à la pointe du démantèlement de la Sécurité sociale, de la privatisation, de la politique d'austérité et de la régression dans l'enseignement. Ils encouragent le racisme par leur politique anti-réfugiés et leur refus d'accorder les droits égaux aux immigrés. Tobback, Busquin, Van den Bossche et Onkelinx sont la cible de critiques et des manifs. Comment "nos socialistes" en sont-ils arrivés là ? Pourraient-ils fournir un meilleur travail dans l'opposition ? Faut-il amener des militants de gauche au sommet du PS et du SP ? Les socialistes du passé n'étaient-ils pas meilleurs ?

Depuis quand PS et SP ont-ils abandonné la cause des ouvriers ? Questions quotidiennes. Pour y répondre, il faut remonter aux origines du mouvement socialiste. A partir d'avril, l'Institut pour les Etudes Marxistes organise une série de soirées de discussion (en trois parties) dans les différentes provinces sur l'histoire de la social démocratie. Notez d'ores et déjà les dates dans votre agenda. Pour plus de renseignements, contactez le secrétariat du PTB ou de MPLP dans votre région (voir p. 23).

• Première partie : "Nos socialistes" ont-ils jamais été de vrais

socialistes ? Le POB (Parti Ouvrier Belge), le précurseur du PSB et du PS, n'a jamais été un parti marxiste. Nous analysons l'origine de la social-démocratie en Belgique, la Charte de Quaregnon, la lutte pour le suffrage universel et l'amitié qui liait Vandervelde, président du PSB, et Solvay, patron du géant de la chimie.

• Deuxième partie : "Hommage au roi, à la patrie et à la colonie". Comment le Parti Socialiste Belge (PSB) s'est-il transformé de parti réformiste en parti bourgeois ? Dans la période de 1910 à 1920, le PSB rejette les derniers petits restes de socialisme marxiste.

Vandervelde, De Brouckère et De Man se rendent en Russie pour combattre la révolution bolchevique.

• Troisième partie : "De Man : le "socialiste" devient "fasciste". Au nom de Marx, le leader socialiste De Man combat le marxisme dans les années trente. Le Plan De Man prétendait redresser l'emploi sans toucher aux intérêts du grand capital. De Man prônait le corporatisme et un "Etat fort". Pas étonnant donc de le voir applaudir l'arrivée des nazis en Belgique. Le discours actuel de Tobback nous rappelle sensiblement celui de De

Man. Bruxelles : 2 avril, 14 mai, 4 juin, 19h Centre International, boulevard M. Lemonnier 171 (en français).

Liège : 12 avril, 17 mai, 7 juin, 19h30. Ecoute Voir, Place E. Dupont.

Namur : 24 avril, 22 mai, 19 juin, 19h30, Maison du Travail, salle 7. Entrée via rue du Lombard 8

Charleroi : 12 avril, 23 mai. Maison de la laïcité, Rue de France 31. 14 juin, La Braise, rue Zénobe Gramme 21.

Organisation : asbl INEM, membre de l'asbl AanZet.

C'est le printemps, pensez à l'université d'été

Les premiers beaux jours font penser à l'été qui approche et aux vacances. Où aller ? Que faire ? Cela vaut la peine de participer, pendant une ou deux semaines, à l'Université Marxiste d'Été du PTB.

«C'est une excellente occasion de donner corps à son intérêt pour le

marxisme, de prendre le temps d'étudier à fond. Pendant l'année, on n'a pas beaucoup de temps», explique un participant de l'année passée. «Quand on voit tout le bagage qu'on peut emmagasiner, quand on voit la force politique qu'on peut acquérir, cela vaut la peine de sacrifier une semaine de

ses vacances», ajoute un autre.

L'Université d'Été comporte quatre sessions. Chacune dure une semaine.

Partie 1 (du dimanche 14 au samedi 20 juillet) : les fondements économiques, idéologiques et politiques du marxisme-léninisme.

Partie 2 (du dimanche 21 au samedi 27 juillet) : la question du pouvoir politique.

Partie 3 (du dimanche 14 au samedi 20 juillet) : la stratégie révolutionnaire, ici et dans le tiers monde.

Partie 4 (du dimanche 21 au samedi 27 juillet) : l'édification

d'un parti révolutionnaire et le travail parmi les masses.

L'Université Marxiste se déroule dans une maison de vacances à la campagne. Une semaine en pension complète revient à 4.000 F. Pour plus d'informations, s'adresser à un secrétariat ou à un militant du PTB.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

conséquences sinistres du racisme et du fascisme ont reçu pour moi un visage de plus. Le récit d'une vie que je n'aurais jamais connue sans la pétition d'Objectif.

Jan Vancoppenolle
Strombeek-Bever

Une collègue antifasciste...

Une collègue de travail est décédée. Décès discret d'une femme discrète... Les grands problèmes du monde et de la politique, que j'aborde souvent, ne l'intéressaient guère. Mais il y a deux ans, j'ai présenté à mes collègues la pétition d'Objectif 479.917, et alors elle s'est lancée : contre le racisme et le fascisme, elle voulait signer directement. Et de prendre une feuille avec elle pour faire signer d'autres gens. Je ne la connaissais pas bien et j'ai voulu connaître la raison de son enthousiasme. Elle m'a raconté sa jeunesse. Quand elle était encore petite, ses parents juifs ont été déportés à Auschwitz. Les nazis les y ont massacrés tous les deux. Son oncle et sa tante avaient sauté du train qui les déportait eux aussi à Auschwitz. Son oncle y avait perdu la vie, sa tante avait survécu, mais était restée gravement mutilée. Pendant toute la guerre elle était restée cachée derrière des planches dans un grenier. «Tout comme Anne Frank», me disait-elle, «je connais encore de gens qui ont passé la guerre de cette façon à Bruxelles». Au cinquantième anniversaire de la libération d'Auschwitz, Le Soir a publié une grande page avec les noms de 26.000 juifs belges massacrés à Auschwitz. Elle était très émue quand je lui ai montré cette publication dont elle n'était pas au courant. Ses parents figuraient sur la liste. J'ai pendu cette page à ma fenêtre car en face de nous habitent des partisans ouverts du Vlaams Blok. Ma discrète collègue étant décédée, le 24 mars prochain, je manifesterai contre le racisme et le fascisme également pour elle et ses camarades assassinés. Les

Mieux réfuter Tobback et le Blok

Le dossier de Kris Merckx sur le livre "Noir sur Blanc" de Louis Tobback (Solidaire n° 8) m'a intéressé. Surtout la comparaison avec les idées de son prédécesseur, le président du POB Henri De Man qui finit aux côtés des nazis en juin 1940. Mais il ne suffit pas de comparer les expressions racistes et autoritaristes de Tobback avec les points de vue similaires du Vlaams Blok. J'ai vendu ce journal à un ouvrier qui a une carte de membre du Vlaams Blok. Je crains qu'il ne soit confirmé dans ses conceptions Vlaams Blok en entendant Tobback confirmer les récits sur «ces Ghanéens que leur clan envoie ici soutirer quelques milliers de francs au CPAS». Il faut aussi réfuter cette expression sur le plan du contenu politique. Les progressistes n'ont pas d'illusions sur ces mensonges du Vlaams Blok et trouvent scandaleux que Tobback les répète. Mais beaucoup d'ouvriers ne savent pas que ce sont des mensonges. Idem à propos des plaidoyers sur "la loi et l'ordre", la discipline, etc. Spontanément, beaucoup de gens sont pour cela.

L. K.
Antwerpen

Réponse. D'accord avec ta critique. J'aurais dû réfuter le mensonge de Tobback sur les "réfugiés économiques qui viennent gonfler leur bourse avec l'argent du CPAS". Comment la "gonfler" avec 20.103 frs par mois attribués à un candidat réfugié politique ? Ils doivent souvent payer un loyer de 10.000 F ou plus ? En outre, ils ne reçoivent souvent que le minimum vital

pour cohabitants (13.402 F) sous prétexte qu'ils habitent dans des maisons communautaires. Bien des CPAS paient encore moins ou seulement des rations alimentaires, ou même rien du tout.

Voilà les gens que Tobback traite de "profiteurs" ! Mais pas la banque Anhyp qui a fraudé trois milliards, ou les centres de coordination des multinationales qui ne paient qu'un pour-cent d'impôt. La "loi et l'ordre" de Tobback - et du Blok - sont ceux de l'Etat capitaliste qui protège les profiteurs contre une révolte populaire. Nous sommes pour "la loi et l'ordre" par lesquels un Etat socialiste réprime les exploités capitalistes et garantit la Sécurité sociale des travailleurs, des conditions de travail humaines, la sécurité et la paix. (KM)

General Motors et la pub

J'ai lu que General Motors veut dépenser 2,8 milliards de francs (900 millions de dollars) par an aux Etats-Unis pour la publicité de ses trente principales marques de voiture. Cela s'inscrit parfaitement dans la logique du capitalisme. GM maintient trente marques parce que cela rapporte davantage. Pourtant, trois ou dix modèles pourraient être produits à meilleur compte. Développer chaque nouveau modèle se chiffre en milliards. Un gaspillage social énorme, bien qu'on dise que le capitalisme vise à l'efficacité. 2,8 milliards : c'est ce que GM dépense annuellement rien que pour sa publicité, rien qu'en Amérique du Nord. Pour de la pub qui n'améliore ni la consommation, ni la durée de vie ni la sécurité. Dans un pays où tant de gens survivent à grand-peine, même si c'est le pays le plus riche du monde. Et Clinton ne cesse d'économiser dans les programmes sociaux déjà bien maigres. GM aux USA ou à Anvers : système identique. Chez nous aussi, GM investit des fortunes dans la

pub. En même temps, on attend des ouvriers qu'ils soient ultra-flexibles et ne formulent pas de revendications salariales, car il n'y a pas d'argent. Qui y croit encore ?

W. S.
Hasselt

Vatican à l'ONU ?

L'Eglise catholique romaine doit-elle encore être traitée comme un Etat ? Nous demandons à l'ONU, au secrétaire général et aux Etats membres de reconsidérer s'il est approprié que le Saint-Siège, en tant qu'entité religieuse, puisse agir au sein de l'ONU sur un plan égal aux Etats. Nous sommes d'avis que le Saint-Siège, admis à l'ONU comme Etat non-membre et observateur permanent, ne satisfait pas aux critères usuels pour être reconnu comme un Etat. C'est en réalité l'exécutif d'une institution religieuse et non pas civile.

D'ailleurs, la preuve pourrait être fournie que le Saint-Siège a - de plus en plus fréquemment - abusé de son statut d'observateur pour faire de l'obstruction et rendre plus difficile l'évolution vers un consensus par les Etats membres.

Si on arrivait à la conclusion que le Saint-Siège ne satisfait pas à des critères raisonnables et modernes pour être reconnu comme Etat, nous demanderons aux Nations Unies de modifier son statut de façon à refléter sa nature d'institution non-gouvernementale importante. Nous sommes en outre persuadés qu'une modification du statut du Saint-Siège s'impose pour des raisons d'impartialité et de neutralité en matière de religion, dans le but d'établir la parité entre l'Eglise catholique romaine et les autres institutions religieuses et non-gouvernementales. Aucune instance religieuse ne devrait profiter de privilèges plus grands que toute autre entité non-gouvernementale. De toute évidence, le Saint-Siège agit au sein de l'ONU pour promulguer des opinions religieuses. A maintes reprises, nous avons pu constater com-

bien il était injustifié et négatif de permettre au Saint-Siège d'utiliser le système de l'ONU pour défendre les positions théologiques de l'Eglise catholique. Lors de plusieurs conférences de l'ONU, de Rio de Janeiro (UNCED) jusqu'à Pékin (FWCW), la diplomatie du Saint-Siège a, avec une véhémence croissante, sacrifié aux objectifs théologiques de l'Eglise certaines résolutions consensuelles de l'ONU en matière de droits des femmes et de la procréation. Nous ne pouvons continuer d'ignorer les problèmes posés par le statut du Saint-Siège à l'ONU.

Cette pétition a été lancée entre autres par : Caribbean Association for Feminist Research and Action, Trinidad and Tobago; Catholics for a Free Choice, Washington DC, USA; International Women's Health Coalition, New York, USA; International Women's Tribune Center, New York, USA; Latin American and Caribbean Women's Health Network, Santiago, Chile; National Coalition of American Nuns, Chicago, USA; Women in Development in Europe (WIDE), Bruxelles, Belgique; Women's Global Network for Reproductive Rights, Amsterdam, Pays-Bas.

Casino de Chaudfontaine

En assemblée du 13 mars, à 99 %, nous confirmons notre volonté de contraindre, par l'action, la direction à respecter les conventions signées : garantie de la sécurité et du volume de l'emploi, respect des classifications et conditions de travail du personnel. L'attitude de plus en plus répressive et arbitraire (contrôle incessant par micros et caméras) a poussé le personnel à exprimer son ras-le-bol par un dispositif d'actions. Nous ne pouvons plus admettre qu'une direction, entourée de trois juristes, puisse signer une convention pour la renier moins d'un an après.

Le personnel du Casino

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Tranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Une sucrerie empoisonnée

L'auteur de "La conquête de l'Amérique" parle de Pocahontas

Il y a 500 ans, Christophe Colomb "découvre" l'Amérique. Début d'une colonisation dont les massacres dureront des siècles. Le 500ème anniversaire a suscité une prise de conscience critique sur la conquête de l'Amérique. A ce moment, Walt Disney sort Pocahontas. Un film qui obscurcit cette conscience...

Hans Koning*

Depuis que j'ai l'âge du discernement, "Walt Disney" est pour moi le symbole du manque de goût, qu'il s'agisse de films où animaux et être humains cohabitent dans une sorte de douce sentimentalité ou bien de ce qu'on appelle aux États-Unis (en Europe aussi, depuis peu) des "theme parks", où dans une édulcoration et une falsification de l'histoire, des travailleurs espiègles et des chevaliers paternalistes habitent dans des châteaux de carton-pâte.

Plus grave que le manque de goût, le monde de Disney est un lieu sans mouvement social, a fortiori sans lutte sociale, un rêve stérile (d'extrême droite) où riches et pauvres, dominants, dominés et écureuils se côtoient avec le sourire. Pocahontas, le nouveau film des studios Disney combine tous ces éléments dans une falsification complète des événements historiques.

Cette falsification n'est pas innocente et ce n'est pas faire la fine bouche que de la dénoncer. "Un peuple qui ne tire pas les leçons de son histoire est condamné à ce qu'elle se reproduise", disait un historien romain. La sucrerie Pocahontas donne à nos enfants une douloureuse déformation de ce que nous, la "race blanche", avons fait en Amérique et le film est une insulte à tous les enfants des nations indiennes d'Amérique.

Falsification historique

Quels sont les faits ? John Smith, un des dirigeants militaires des colons anglais qui ont envahi les terres de la nation indienne Powhatan, était un mercenaire. Il avait combattu dans des expéditions blanches en Asie et en Afrique et il a écrit plus tard comment cette expérience lui avait appris à soumettre les "savages", les sauvages d'Amérique. Un moment donné, il a été le prisonnier d'un roi indien, nommé Powhatan, comme sa nation. L'histoire selon laquelle la fille du roi, Pocahontas, a sauvé John Smith de l'exécution est reprise depuis des années dans les livres pour enfants américains. Il n'y a aucune confirmation de ce scénario dans les innombrables documents des Anglais et il me semble en tous cas très improbable. Les Anglais ne sont pas partis, comme ils l'avaient promis, mais ont exigé de plus en plus de terres. Le roi a refusé de céder des terres et de devenir un vassal du roi James d'Angleterre. La guerre éclata. Les Anglais ravagèrent villages et récoltes et décapitèrent la reine.

En 1614, Powhatan capitula et perdit ses terres. Beaucoup de membres de sa nation n'ont pas connu ce jour. Sa fille Pocahontas fut prise en otage par les Anglais et enfermée sur un de leurs bateaux. L'histoire (ou le mythe) veut que les Anglais ne la tuèrent pas parce



Image à l'eau-de-rose d'un film à l'eau-de-rose. Ou comment neutraliser la prise de conscience à l'égard du génocide indien (Photos Walt Disney Productions).

qu'elle avait jadis sauvé la vie de Smith.

Pocahontas exposée comme une girafe

Mais lorsque le bateau sur lequel elle était emprisonnée retourna en Angleterre, les Anglais ne la relâchèrent pas. En Angleterre, la pauvre Pocahontas fut exposée comme une girafe ou un autre

animal curieux. Elle mourut sept mois plus tard.

Les enfants des États-Unis et d'Europe commencent enfin à se faire une image plus juste de l'époque où l'Europe "conquit le monde". Nous pouvons espérer qu'il en sortira une nouvelle attitude et que les enfants des peuples soumis auront l'occasion de prendre conscience, d'acquiescer une identité dans leur propre culture et leur propre histoire. Dans cette

évolution, les sucreries de Disney sont comme un poison qui reste collé dans la gorge.

* Hans Koning est un écrivain néerlandais installé aux États-Unis. Les Éditions EPO ont publié (en néerlandais) deux de ses ouvrages "La conquête de l'Amérique ou comment les Indiens ont perdu leur continent" et "Colomb, la fin d'un mythe". Ils sont en vente à la librairie Internationale (T. 02/513 69 07)

Pocahontas : jouer au petit Indien dans les cinémas

Les studios Walt Disney transforment un génocide en histoire d'amour

Sam Mampaey

Pocahontas raconte l'histoire de John Smith, colon et chercheur d'or à la recherche d'un "pays à dominer et à dompter". Avec l'équipage irlandais et anglais du Susan Constant, il arrive en 1607 dans le pays des Indiens Powhatan, la Virginie. Le chef Powhatan espère que sa fille Pocahontas répondra aux avances de Kokoum, un membre valeureux du clan. Mais la fille, considérant Kokoum comme "beaucoup trop sérieux", reçoit le soutien de sa grand-mère Wilg, qui lui conseille de "répondre à l'appel de son cœur". Conseil qu'elle s'empresse de suivre ! Elle tombe amoureuse du jeune colon John Smith aux cheveux blonds. Elle emploie toute sa diplomatie pour convaincre son clan d'épargner les colons qu'ils haïssent tant.

Voilà la belle fable de Walt Disney. En réalité, Pocahontas était la fille naïve, âgée d'une douzaine d'années, que le clan avait envoyée pour espionner les Blancs et tenter de percer leurs plans. Mais elle était fascinée par la chevelure rousse de John Smith, sa peau blanche et ses manières européennes. S'ils ont fait connaissance (ce qui n'est pas certain), il n'y a certainement pas lieu de parler d'une romance passionnelle entre une Indienne de douze ans et un Blanc de vingt-sept ans. Tout au plus était-ce un amour d'adolescente, comme celui que peuvent éprouver les filles de cet âge pour leur professeur. Mais en effet, elle a empêché son clan d'éliminer les Blancs en posant sa tête sur celle de Smith au moment où son père allait le décapiter et en disant : "Si tu le tués, tu dois me tuer aussi."

Dans la dernière scène du film, Pocahontas fait ses adieux à Smith et le salue d'un geste de la main alors qu'il s'éloigne. Ce que le film ne dit pas, c'est qu'elle est emmenée par les colons, présentée comme attraction à la cour d'Angleterre et qu'elle meurt de la varicelle à l'âge de 22 ans parce qu'elle ne s'adapte pas au climat européen. Il est vrai que la réalité romprait le charme doux de la séance de cinéma...

Le message colonial ne supporte pas la vérité historique

Pourquoi les studios Disney s'emparent-ils d'un thème comme Pocahontas et ne font-ils pas, par exemple, un film sur la bataille de Wounded Knee ? Pourquoi écartent-ils une histoire d'Indiens des

années 1800, au moment où les Américains ont repoussé les Indiens dans des réserves et choisissent-ils, au contraire, une histoire datant de 1600, l'époque de la colonisation anglaise, de sorte que les méchants sont les Européens et que les Américains restent hors d'atteinte ?

Pourquoi les Indiens sont-ils présentés comme des êtres si cruels, de sorte que tout le monde a pitié des pauvres Blancs tombés entre les mains de ces barbares ? Pourquoi ne font-ils pas un film sur le génocide indien ? Pourquoi le film ne montre-t-il de la culture indienne que les teepee folkloriques et les haches de guerre et fait-il entièrement abstraction de la philosophie indienne, très forte et profondément enracinée ? Pourquoi, dans le film, Pocahontas n'est-elle pas une fillette de douze

ans mais une pin-up de dix-sept ou dix-huit ans, sortie tout droit d'une série américaine ? Pourquoi les Studios Disney ne soulignent-ils pas le fait que les Indiens Powhatan ont été une des seules tribus à remporter tant de victoires sur les colons blancs ?

La réponse est assez simple. Walt Disney était un capitaliste et un usurier ultra-conservateur, antisémite et antisindicaliste. Mais il avait aussi de l'intuition pour sentir les films qui pouvaient devenir des machines à sous. Qu'il soit nécessaire pour y parvenir de faire violence aux faits et à la réalité historique, peu lui importait, du moment que son message colonialiste et capitaliste rapporte de l'argent. Trente ans après la mort de Disney, ses studios respectent toujours scrupuleusement cette règle.